CAHIERS DE CITÉ LIBRE CAHIERS DE CITÉ LIBRE CA

HIERS DE CITÉ LIBRE CAHIERS DE CITÉ LIBRE CA

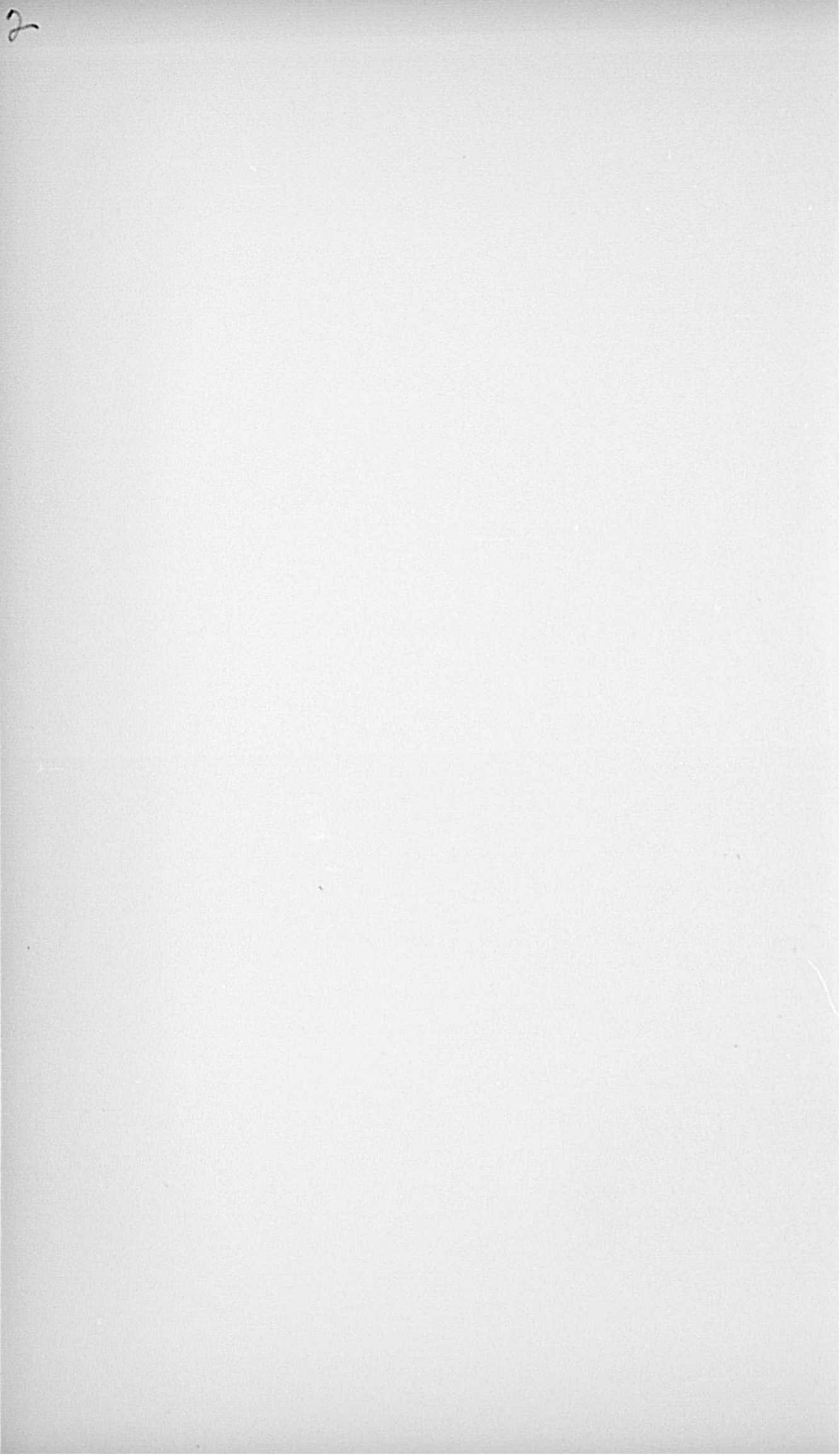
CAHIERS DE CITÉ LIBRE CAHIERS DE CITÉ LIBRE

UNE CANADIENNE DANS LES RUES DE PARIS PENDANT LA RÉVOLTE ÉTUDIANTE

MAI 1968

PAQUERETTE VILLENEUVE

ÉDITIONS DU JOUR $2.00



Une Canadienne dans les rues de Paris pendant la révolte étudiante

DISTRIBUTEURS EXCLUSIFS
Agence de Distribution Populaire
1130 est, rue de la Gauchetière
Montréal 24
Téléphone : 523-1600

La maquette de la couverture est une création du studio Gagnier, Fleury et Associés

Les photos reproduites dans cet ouvrage sont de Georges Pierre

PAQUERETTE VILLENEUVE

Une Canadienne dans les rues de Paris pendant la révolte étudiante



EDITIONS DU JOUR
3411, rue Saint-Denis, Montréal

CAHIERS DE CITÉ LIBRE

Nouvelle série XXIXe année

Automne 1968

Secrétariat de la rédaction :
Jean Pellerin, Jacques Tremblay, Jacques Hébert,
3411, rue Saint-Denis, Montréal.

Éditeur propriétaire :
LE SYNDICAT COOPÉRATIF D'ÉDITION CITÉ LIBRE
Président : Pierre Tanguay — Vice-président : Maurice Blain — Secrétaire : Jean Dostaler — Trésorier : Yves-Aubert Côté — Administrateurs : Benoît Baril, Jacques Hébert, Claude Longpré, Gérard Pelletier, Pierre E. Trudeau

---

Publié par
LES ÉDITIONS DU JOUR INC.
3411, rue Saint-Denis, Montréal 18 (849-2228)

Réalisé sur les presses de
Payette & Payette
Laprairie.

Abonnement :
Cité libre, a/s PERIODICA, inc.
7045 avenue du Parc
Montréal 15, P.Q. — Tél.: 274-5468

Périodicité : 1 an, 3 cahiers

Abonnement ordinaire : $5.00

Abonnement de soutien : $10.00

Vente au numéro :
Agence de Distribution Populaire inc.
1130 est, rue de la Gauchetière,
Montréal (Tél.: 523-1600).

PETIT LEXIQUE À L'USAGE DU LECTEUR

(ou: Le vocabulaire des événements)

Sorbonne : Bâtiment universitaire situé au Quartier Latin. Comprend une Faculté des Lettres et quelques éléments de Faculté des Sciences. 35,000 étudiants environ. C'est la plus ancienne institution universitaire de Paris.

Nanterre : Université construite en 1964. Comprend une Faculté des Lettres et Sciences Humaines et une Faculté de Droit. Environ 14,000 élèves. Département vedette : sociologie. Recrutement : bourgeoisie aisée Paris et province.

CRS : Compagnies Républicaines de Sécurité. Formées après la libération. 13,500 policiers entraînés pour le maintien de l'ordre. Dépendent du Ministère de l'Intérieur. Un CRS gagne environ le salaire d'un ouvrier spécialisé. En périodes "calmes," les CRS font la police des routes, des plages et s'occupent de la sécurité en montagne.

Gendarmerie : 61,000 hommes. Relève du Ministère des Armées. La Gendarmerie Mobile, responsable du maintien de l'ordre, regroupe 16,000 hommes.

Police : 83,000 fonctionnaires en tout. Sur le nombre, 14,700 en civil. Si on retranche les 13,500 CRS, il reste 54,900 membres des corps de police urbains. Quand on parle de "flic," c'est en général d'eux qu'il s'agit.

Daniel Cohn-Bendit : Anarchiste, 23 ans. Etudiant en sociologie à Nanterre. Né en France, a vécu en Allemagne après la guerre et pris la nationalité. Brillant élève, a eu beaucoup de difficulté avec l'administration pour ses activités politiques et quelques impertinences. Interdit de séjour en France en juin dernier, il a passé clandestinement la frontière

et est revenu à la Sorbonne. Depuis est allé en Angleterre et se trouve en Allemagne ou en Suisse. "Le Robin des Bois de mai 68" comme l'a appelé le journal "Combat." Till l'Espiègle ne conviendrait pas mal non plus.

Alain Geismar : Parisien de naissance, 28 ans. Président du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur. Le SNESSUP comptait avant les événements 6,700 syndiqués, dont 1,200 professeurs et maîtres de conférence, soit un tiers des universitaires. Avec Dany Cohn-Bendit et Jacques Sauvageot, Geismar a été à la pointe du mouvement étudiant. Son action à la tête du syndicat ayant été diversement appréciée (les communistes lui sont hostiles), il remet sa démission en juin après avoir été réélu. "C'est le plus politique des trois," disent ceux qui le connaissent bien. S'est beaucoup occupé de Comités d'Action. Professeur dans les disciplines scientifiques.

Jacques Sauvageot : Vice-président de l'UNEF. Le président est démissionnaire depuis mars 67 et Sauvageot prend depuis toutes les initiatives. 25 ans. Originaire de Dijon. Membre du PSU. En tant que président de l'UNEF a lancé plusieurs mots d'ordre de manifestations, mis sur pied la rencontre de diverses personnalités susceptibles de lancer un nouveau parti politique (Stade Charléty : 30,000 personnes). A discuté avec la Préfecture de Police et passé outre à l'interdiction de certains défilés. A déclaré lors d'une conférence de presse en juillet dernier que des Universités d'Eté auraient lieu en province.

U.N.E.F. : Union Nationale des Etudiants de France. Environ 70,000 membres. Le plus écouté des syndicats étudiants. Depuis plusieurs années en brouille avec le gouvernement, qui subventionne la FNEF (Fédération Nationale des Etudiants de France). Depuis quelques années un peu tombé en sommeil, a retrouvé une nouvelle jeunesse en mai. Bureau National de 10 membres, siège à Paris, 15, rue Soufflet.

F.G.D.S. : Fédération de la Gauche Démocrate Socialiste. Regroupe tout ce qui ne s'avoue pas à droite. A sa tête, François Mitterand. Fait des alliances électorales avec le Parti Communiste.

P.S.U. : Parti Socialiste Unifié. Né d'une scission dans la SFIO le parti socialiste classique. C'est la bourgeoisie des jeunes cadres : grignote les couches bourgeoises de

l'électorat communiste. Son homme-miracle : Pierre Mendès-France. Le PSU avait 2 députés au Parlement jusqu'aux récentes élections, où il a gagné des voix et perdu des sièges.

Parti communiste : Gros appareil bureaucratique français identifié à la classe ouvrière. Le PC représente une partie importante de l'électorat. Mais le découpage des circonscriptions ne rend pas toujours apparent ce phénomène. Pendant les événements, le PC a été agité de mouvements divers à l'intérieur, débordé sur sa gauche, il a changé de tactique à plusieurs reprises : condamnation puis appui puis recondamnation du mouvement étudiant. A soutenu le gouvernement au moment le plus critique. Socialiste et patriote, ses deux étendards sont : le drapeau rouge du mouvement ouvrier et le drapeau tricolore.

C.G.T. : Confédération Générale des Travailleurs, syndicat communiste.

CFDT : Ancien syndicat chrétien. Le plus important avec la CGT.

C.A. : Les COMITÉ D'ACTION sont des cellules politiques nées en mai et regroupant des gens de diverses tendances de gauche, qui s'unissent dans une interprétation commune des faits. Il y en eut beaucoup dans les universités, dans les quartiers.

Groupuscules : Terme utilisé par un ministre pour désigner les minorités de "trublions et d'agitateurs" du début mai. Repris par "L'Humanité" pour dénoncer les "minorités gauchisantes." Repris ironiquement par les "groupuscules" pendant les événements que l'on connaît.

Enragés : Les mêmes.

Parmi ces groupuscules dont la plupart ont été mis hors-la-loi, on trouve :

Le mouvement du 22 mars : Composé d'étudiants bourgeois de Nanterre, dont le propos est la contestation permanente et la tactique parente de celle que prônait Che Guevara : créer partout des Viet-Nam. Le 22 mars a créé à Nanterre une foule de petites situations d'agacement qui, à chaque fois, ont éclaté en élargissant le nombre de personnes touchées, enrayant le mécanisme habituel de fonctionnement de l'ordre dans l'Université. Ils ont été à la pointe de la partie spectaculaire des événements. Ils vont dans les usines, discutent avec les ouvriers, se battent contre les syndicalistes CGT qui ne veulent pas

leur donner la parole, organisent des collectes. Ils ont ouvert les portes de l'Université de Nanterre un dimanche aux habitants des bidonvilles voisins. Sont anarchistes, égalitaires et libertaires. Dans leurs rangs on voit drapeaux rouges et drapeaux noirs. N'a pas de chef. Interdit.

JCR : Jeunesse Communiste Révolutionnaire. Trotskyste. Interdit. Lors d'une réunion clandestine début juillet, à Paris, nombreuses arrestations dont celle du fils de l'écrivain David Rousset, député gaulliste, et de la fille d'un autre personnage important du gouvernement. Selon l'Internationale Situationniste, les JCR ne sont ni jeunes, ni communistes, ni révolutionnaires.

F.E.R. : Fédération des Etudiants Révolutionnaires. Mouvement d'extrême-gauche. N'a pas fait les barricades. Interdit.

UJCML : Union des Jeunesses Communistes Marxistes-Léninistes. Communistes dissidents. Pro-chinois. Interdit.

U.J.C. : Union des Jeunesses Communistes. Légal.

Drapeau rouge : Symbole révolutionnaire ouvrier.

Drapeau noir : Symbole du désespoir, drapeau des anarchistes.

Occident : Mouvement d'extrême-droite, actif dans les Universités. Exerce des violences physiques à l'égard des étudiants de gauche. Un commando Occident a attaqué à coups de matraque les étudiants de Sciences Politiques en juin. Ont mis le feu à une permanence de Lettres. Sorbonne. Non interdit.

CAL : Comités d'Action Lycéens. Pendant la grève générale, les lycéens ont décidé à leur tour l'occupation des locaux. Les lycéens réclament libertés politiques et syndicales, comme leurs aînés. Ont participé aux barricades et se sont fait élire sur les Commissions Paritaires ; au grand scandale de certains parents, ont participé aux conseils de classe. Dès 1965, on pouvait lire sur les murs de Paris : Liberté d'expression pour les lycéens. Moyenne d'âge : 15 - 16 ans.

Odéon — théâtre de France : Théâtre National dirigé par Jean-Louis Barrault sous l'égide du Ministère des Affaires Culturelles. Occupé après une représentation des Ballets Paul Taylor. Haut lieu de la Révolution de Mai. Plus confortables banquettes qu'à la Sorbonne. Situé à 3 minutes de la Sorbonne.

Cléon :	Usine Renault près de Rouen. Première usine occupée.
"Le Monde" **"France Soir"** **"L'Aurore"** **"La Croix"** **"L'Humanité" :**	Quotidiens parisiens.
R.T.L. — Europe no I :	Postes de radio périphériques ayant leurs bureaux et leurs émetteurs à Paris. Ont couvert directement les manifestations.
O.R.T.F. :	Office de Radiodiffusion Télévision Française. Organisme gouvernemental dépendant du Ministère de l'Information. 12,000 employés.
Pompidou, Georges :	Homme politique originaire du Cantal, un des départements pauvres de la France. Fils d'instituteur. Diplômé de l'Ecole Normale Supérieure, auteur d'une Anthologie de la Poésie française, et des accords de Grenelle entre le Patronat, l'Etat et les syndicats : juin 68. N'est plus membre du gouvernement. Collectionneur.
Professeur, **assistant,** **maître-assistant :**	On est maître-assitant ou l'assistant tant qu'on n'a pas soutenu une thèse. Le maître-assistant dépend de l'Enseignement Secondaire, l'assistant de l'Enseignement Supérieure. Après présentation de thèse, on peut devenir professeur.

1.
La genèse des événements

Pendant toute la durée des événements, un reporter du journal Combat, Jean-Claude Kerbrouch, avait adopté une formule excellente pour couvrir des temps agités : il publiait quotidiennement une chronique, dont il a tiré par la suite un livre, où il racontait pêle-mêle ce qu'il avait vu et entendu dans la journée. « Si on jetait nos chefs à la Seine, lui dit un jour un flic parisien, même les poissons n'en voudraient pas ». Ce n'est qu'une réflexion parmi toutes celles qu'il cite et qui donne bien le ton de ce qu'on pouvait entendre dans cette période de critique générale, où le drapeau rouge flotta jusque sur l'Opéra de Paris et même pendant un quart d'heure sur Notre-Dame, où des mouvements révolutionnaires chrétiens interrompirent les sermons dans les églises, où dix millions de gens cessèrent le travail, où des médecins contestèrent leur Ordre, des architectes récusèrent le leur, où les astronomes prirent la parole, où des ministres perdirent leur portefeuille et des "groupuscules" ayant à peine atteint l'âge de voter menacèrent de faire tomber le gouvernement.

Habitant dans le quartier de la Sorbonne, il m'a été aussi donné, malgré l'absence des transports, d'assister à des manifestations de toutes sortes et, journaliste, de provoquer les confidences des gens que je rencontrais. Pendant deux mois, rien ne fut plus facile. En recevant ici dans leur diversité, en vrac, un ensemble de scènes et de conversations recueillies par un spectateur donné de ce qu'on a appelé la

Révolution de Mai, le lecteur arrivera peut-être à se faire une idée du climat qui régnait ce printemps en France. Pour ceux que la question intéresse davantage, les livres parus sur la Révolution de Mai sont très nombreux. Dès le début juin les presses tournaient, et aujourd'hui la bibliographie des événements est déjà importante. On trouvera à la fin de ce volume quelques titres.

Que pouvait faire une journaliste canadienne à Paris en ce mois de mai ? La grève était générale. Impossible de téléphoner à Montréal pour proposer un article précis ; n'obtenaient le passage que les communications officielles urgentes, c'est-à-dire les reporters couvrant les pourparlers vietnamo-américains à Paris.[1]

Impossible de travailler aux projets en cours : occupation et contestation débordaient sur tout. Pour illustrer un article à paraître dans Le Magazine MacLean, l'autorisation de photographier une séance de la Commission du Dictionnaire à l'Académie Française m'avait bien été accordée par le Secrétaire perpétuel, M. Maurice Genevoix, mais bientôt une rumeur courut selon laquelle de jeunes écrivains voulaient envahir la Coupole. Les académiciens cessèrent de se réunir le jeudi. L'un d'eux, Maurice Druon, qui m'avait promis sa photo en habit vert, habitait toujours à l'hôtel Meurice, dirigé par le "comité d'occupation" du personnel en grève, mais sa secrétaire était introuvable. Donc, de ce côté, rien à faire.

A Radio-Canada, un des chefs de l'information, découragé devant les difficultés avait été heureux de partir en vacances; « Présent » avait envoyé un représentant sur place, Claude Picher, qui usait ses semelles à voyager avec son magnétophone aux quatre coins de la ville pour en rapporter des interviews transmis à Montréal au bout de multiples complications téléphoniques, mais les émissions féminines auxquelles je collabore étaient terminées. Donc là aussi, calme

---

(1) Par la suite j'ai fait deux articles sur les événements - Perspectives, 24 et 31 août.

plat. Les galeries de peinture (Au moment des vernissages, j'aide l'une d'elles à la mise sur pied des rapports avec la presse) n'avaient guère d'audience auprès des journalistes sollicités par des événements plus troublants que des expositions ; ma présence n'était pas requise non plus de ce côté. Alors que faire ? Attendre sans bouger que le calme revienne ? Imiter le journaliste de Combat, reprendre à mon tour l'idée de Léon-Paul Fargue, devenir le « Piéton de Paris » ? Susciter des conversations, recueillir des échos, tenter l'impossible et passionnante aventure d'être une observatrice impartiale ? (2) J'ai regretté au début de ne pas être attachée à un quotidien et de n'être pas tenue par la nécessité de trouver chaque jour un nouveau sujet d'article.

Cependant, à mesure que les événements avançaient, on ne savait plus où donner de la tête et une foule de sensations diffuses assaillaient le spectateur, indéfinissables sur le moment, qui demandaient à être décantées et pour ce, ne devaient pas être trop rapidement élucidées. La disponibilité totale allait être la meilleure arme et elle me fut imposée par le hasard.

Aujourd'hui, les événements commencent à prendre place dans la mémoire. S'éclairent-ils les uns les autres ? Rien n'est moins sûr. Un phénomène qui est apparent sur le fait devient incompréhensible quand on cherche à le situer dans une logique, et ces événements de mai *furent illogiques*. De cela, il faut bien se pénétrer. Vite on théorisera, on expliquera chaque phase en la fixant dans des structures qui n'existèrent jamais car, quoiqu'en disent ceux qui condamnent cette action comme ceux qui s'en réclament, à aucun moment on ne savait à quoi ils allaient aboutir. L'Histoire est une dame très guindée depuis qu'elle a des diplômes d'analyse marxiste ; elle est une Déesse à laquelle beaucoup d'esprits et non des moindres sont soumis, mais quand elle se manifeste, elle est pour le moins aussi folle que Vénus, Eros et même Eole, le dieu du Vent.

---

(2) Impartiale ? J'ai fait de mon mieux !

Dans les événements de France, apparut un très important facteur affectif de la dimension d'un phénomène sociologique : la mise en question du Père, qui se traduisit par la révolte contre l'autorité du général. Il y eut aussi une explosion de ce qui pourrait être défini comme le *tempérament de la race.* En période normale, le Français obéit assez facilement. Avec des raisonnements qui tiennent, il se laisse convaincre même si les prémisses lui paraissent discutables. Cependant, quand il y a rupture dans ses habitudes d'obéissance, c'est le vieux fonds individualiste, non conformiste qui ressurgit radicalement. Et quand un Français se rebelle, il se met à raisonner.

Le général de Gaulle (3), qui possède comme un don de la nature l'aptitude à gouverner, art délicat où l'imagination créatrice joue un grand rôle, est homme à bâtir sur ce terrain. Mais personne n'est à l'abri des incidents de parcours, et en mai il y en eut un nombre interminable, avec les résultats que l'on sait. Jusque-là, vaille que vaille, les différentes couches de la population avaient entériné ses choix, le « Canard Enchaîné » suffisant comme soupape, puis soudain avec les barricades, le visage du pays changea. Si le Français est de caractère souvent peu hospitalier, comme s'en plaignent les touristes, en revanche il est très sociable et loin de l'effrayer, les situations imprévues stimulent son esprit d'adaptation. Pendant les événements de mai, à la Sorbonne, à l'Odéon, dans la rue, peu habituée à ce qu'on se fiche si éperdument des règles usuelles de la société, j'étais craintive. Alors qu'autour de moi, les gens étaient heureux comme des poissons dans l'eau. Pourtant pendant 10 ans, ils s'étaient tenus tranquilles. Depuis 1958, le général de Gaulle est parvenu à rester à la tête du gouvernement tout en faisant avaler un tas de décisions indigestes à ses administrés. Crédits à l'enseignement libre, augmentation des dépenses atomiques, augmentation de la mainmise de l'Etat sur l'ORTF, ordonnances sur la Sécurité Sociale — mais il apportait en compensation des satisfactions réelles au chauvinisme, ce pé-

---

(3) Le général de Gaule, avait écrit une secrétaire.

ché mignon de la nation française : son attitude anti-américaine désamorça nombre d'agressivités, sa souplesse envers les Russes donna à l'intérieur satisfaction au PC et quoique ses déclarations de "Québec Libre" aient provoqué un tollé général, même l'opposition était fière de sentir quelle portée avaient les paroles du représentant de la France. Le général s'était d'abord identifié à la France : peu à peu la France s'identifiait à lui. En plus, sa fermeté dans le règlement de la guerre d'Algérie lui avait valu nombre d'ennemis, mais la Cour de Sûreté de l'Etat avait mis bon ordre au putsch et la nation, en particulier l'opposition de gauche, qui renaclait contre les formes employées pour régler cette guerre respirait d'aise qu'on lui ait ôté cette épine de la conscience.

Toutefois la vapeur s'accumulait et la contestation partit d'une couche de la nation sur laquelle le prestige du général n'a pas encore d'effet magique : les jeunes. A peine eurent-ils ouvert une brèche que la nation s'y engouffra.

Les « Enfants au Pouvoir ».

La poussée démographique d'après-guerre et son arrivée en force à l'école secondaire puis à l'Université préoccupaient depuis longtemps les éducateurs, qui réclamaient à grand cri des pouvoirs publics une politique d'accueil pour cette génération. Les effectifs des classes doublaient : les enseignants ne se faisaient plus d'illusions sur les chances d'établir des contacts avec les élèves. Il y eut de nombreux aménagements pour que ça continue à tenir mais pas de solution générale du problème, sauf celle si contestée aujourd'hui de créer un goulot d'étranglement par la sélection à l'entrée de l'Université.

Cette politique va à l'encontre des besoins des classes nouvelles. Des lycéens des CAL aux étudiants de Nanterre, l'âge doit varier de 15 à 23 ou 24 ans. En France, ils sont 17 millions « au-dessous de 20 ans »; 12 millions « au-dessous de 15 ans ». Ce ne sont pas des enfants de la guerre et ils s'éveillent au monde social dans une période intensive de consommation. Elle ne les rassure pas totalement. Ils aime-

raient être bien préparés pour faire face à un monde dont ils sentent à quelle vitesse il évolue. Cela ne peut se faire sans un enseignement adéquat. Quand ils se plaignent, les vieux leurs disent : « Moi qui ai connu la guerre, moi qui ai été déporté, moi qui me suis battu à la Libération ». Alors, pour répondre à cet alibi, et pour qu'on les prenne enfin au sérieux, ils auront aussi leur aventure : ils feront les barricades. Puis il y a une guerre, celle du Viet-Nam, dont comme toute la jeunesse mondiale, ils pressentent obscurément le danger.

« C'est étrange mais si la politique française avait été favorable à la position américaine au Viet-Nam, les jeunes d'ici auraient trouvé là de quoi canaliser leur révolte » me dit un professeur de sociologie . . . « et peut-être que les événement de mai ne se seraient pas produits ». Mais le général suivait une ligne de politique étrangère telle qu'elle ne donnait pas de prise de ce côté, et l'insatisfaction ne trouva pas là le moindre exutoire.

Nanterre: les bidonvilles. Au premier plan à gauche, une flèche indique: Faculté des Lettres.



Nanterre: le campus universitaire.

2.

L'agitation commence à Nanterre

Cependant des Comités Viet-Nam National se formaient un peu partout dans les lycées et dans certaines facultés. Celui de Nanterre était particulièrement actif et il organisa en mars de cette année 1968 une manifestation devant l'Américan Express à Paris, au cours de laquelle il y eut des vitrines brisées. Il s'ensuivit quelques arrestations. Comme on le verra par la suite, elles auront des conséquences.

Peut-être aussi était-on maintenant en face du traditionnel conflit de générations ; on pourrait en trouver trace dans le premier des incidents à Nanterre. Conflit n'est pas le mot exact : les jeunes Français s'adaptent à un monde qui ne ressemble plus guère à celui de leurs aînés. Les valeurs qui y ont cours sont en pleine évolution, les moyens d'information sont multiples, les problèmes se posent de bonne heure et l'habitude de la réflexion se prend également tôt. Tous éléments qui rendent difficile la soumission à une interprétation du monde calquée sur celle des parents ou des professeurs.

Maintenant que des cours sur la sexualité sont donnés dans les établissements scolaires, il paraît difficile de rester là dans le domaine abstrait. Un peu partout, la jeunesse revendique son droit à la liberté sexuelle. La notion d'amour libre de l'époque du romantisme surréaliste a été remplacée par une espèce de compagnonnage qui réchauffe le coeur

sans entraîner à des responsabilités. A Nanterre, les résidents manifestèrent pour avoir accès aux chambres des filles. Ce fut leur premier cheval de bataille : il devait mener tout droit à la lutte générale contre les « interdits ».

Le problème n'est pas simple. L'un des assistants en philosophie de cette Université m'apprit que les filles n'avaient pas toutes vu d'un bon oeil la revendication des garçons : « Ils n'ont qu'à nous inviter chez-eux s'ils veulent nous voir » dit l'une d'entre elles. « Moi, je veux travailler en paix ».

« Les jeunes, surtout les garçons, ajouta ce professeur, vivent dans un désert affectif qu'on a peine à imaginer. Etudiants, ils ne font pas encore partie de la vie et pourtant ils sont éveillés à ses besoins et à ses désirs. A Nanterre, ils n'ont pas d'endroit où aller. La ville est laide et vide : ni théâtre, ni cinéma. Paris est un autre monde où ils n'ont pas forcément d'amis. Alors ils se replient sur eux-mêmes ». Les tentatives de suicide sont nombreuses.

En plus, ils sont en porte à faux par rapport à la ville. Nanterre est remplie de bidonvilles, ces terrains vagues où s'entassent dans des cabanes en planches des familles d'ouvriers portugais ou arabes. Même s'il y a souvent des voitures de bonne marque à l'extérieur, et peut-être aussi des télés, même si ce n'est pas toujours plus triste de vivre sur un terrain vague que dans un HLM civilisé, les étudiants doivent éprouver un sentiment de gêne et de culpabilité devant ces conditions de vie assez misérables. Pas tous les étudiants mais ceux dont la nature sensible ou inquiète se prête à ce genre de réflexion. (1)

A Nanterre, donc, première étape : les garçons occupent le pavillon des filles.

---

(1) On m'a raconté de deux sources différentes qu'une trentaine d'étudiants anarchistes de Nanterre, inscrits en sociologie, avaient complètement abandonné leurs études pour aller vivre parmi les ouvriers, travaillant comme eux dans les usines. Cet apostolat laïque basé sur les idées de justice et d'égalité se recoupe avec certains thèmes perdurant dans l'Eglise catholique, le seul grand corps constitué à ne pas avoir été totalement pris au dépourvu par l'explosion. Thèmes avancés par des marginaux ou des avant-gardistes qui souvent comme

A cela s'ajoutent des vexations allant à contresens de l'Histoire comme, dans des immeubles construits après 1960, l'interdiction de fumer dans les salles, interdiction « garantie par les appariteurs qui circulent ». C'est un phénomène très connu que la présence de détails en apparence insignifiants ayant des conséquences démesurées. Parfois un malaise, le sentiment d'une injustice se cristallise sur un petit fait : c'est la fameuse « goutte qui fait déborder le vase ». A Nanterre ce fut l'interdiction de fumer. On peut facilement imaginer que cette interdiction était considérée comme le refus de jouissance d'un privilège déjà conquis. Reprenons les utiles analyses freudiennes et bientôt l'appariteur devient pour l'étudiant le symbole répressif, i.e. le flic. Les forces inédites de l'étudiant commencent à s'agiter devant cette menace, et cela crée de la vapeur. Bientôt l'appariteur-flic devient le symbole à son tour des autorités universitaires. C'est là que la contestation prend son essor. Les accrochages qui en résulteront n'avaient pas de quoi troubler la France – et pourtant, ils la troubleront.

Certains professeurs sentent le danger du système de freins que représente la forme actuelle de la vie universitaire « Une Université du non-sens suscite des mouvements du non-sens » (2), ils sentent que l'Université est mûre pour la transformation du professeur Père Magistral en un grand frère qui épaule et guide son cadet sans s'opposer aux manifestations spontanées de la personnalité. Cela est surtout le cas dans les disciplines modernes, en particulier en sociologie. Ces professeurs éprouvent sans doute à leur niveau propre une insatisfaction devant des structures trop réticentes à l'égard des sciences nouvelles, ils vivent dans une société qui fait la fine bouche à leur égard.

---

le mot l'indique, préparent le chemin qui sera bientôt à suivre. Ces étudiants ayant coupé les liens avec leur milieu d'origine, sont en lutte ouverte contre toutes les structures et particulièrement celles des syndicats, qui désirent conserver la mainmise sur l'orientation des revendications ouvrières et ne réclament que des assouplissements de régime, non une politique de transformation.

(2) Alain Touraine, déclaration à Nanterre, 13 mai. Cité dans Le Monde.

Qui plus est, le rôle du sociologue dans la cité, si l'on en croit certains témoignages vécus, n'est pas glorieux. "On nous apprend à démonter toutes les structures de la société dans laquelle nous vivons ; on nous a tellement bien montré comment ça fonctionnait que nous allons refuser de marcher là-dedans », me disait un étudiant. Les savants pacifistes ont fait des bombes atomiques ; les sociologues permettront de contrôler les phénomènes d'évolution de la société industrielle, de définir les besoins du public dans une perspective pragmatique de profit ou de pouvoir ; rôle délicat à jouer pour qui se déclare soucieux d'honnêteté intellectuelle. Mais si les savants n'ont pas réussi à transformer l'énergie atomique en système de chauffage à très bas prix, les sociologues arriveront-ils à réaliser la cité idéale, où la science servirait le bonheur de l'homme au lieu d'être une étape mieux organisée de son asservissement ?

C'est encore ce vieux drame : utopie vs réalisme, générosité de l'esprit vs besoins matériels, imagination vs sécurité, autorité vs anarchie, qui servira de scénario en mai. Les étudiants de sociologie qui se sont posé le problème jusqu'au bout ont quitté l'Université, ils ne seront donc pas sociologues. Le problème est-il réglé pour autant ? Les Anglais ont inventé l'humour comme instrument d'autodéfense. Grâce à Lewis Carroll, ils subliment l'absurde. En France, nation turbulente, nerveuse, amoureuse des idées et des discussions abstraites, ce sera la contestation. Elle se prépare à Nanterre, parmi quelques centaines d'« enragés ».

Naissance du Mouvement du 22 mars.

Le 22 mars, on débouche soudain dans le domaine des idées, terrain plus sûr, plus objectif pour la revendication. Le 22 mars 1968 constitue une étape puisque la date donnera son nom au mouvement qui allait bientôt répandre dans toute la France l'esprit de contestation. Voici raconté par un de ses membres l'origine de ce « groupuscule » : le folklore des étudiants de gauche s'y mêle à des revendications locales.

« A la Faculté de Nanterre, un certain nombre de faits s'étaient produits dans les mois qui avaient précédé le 22 mars. De petites interventions qui chaque fois suscitaient les réactions de l'administration et provoquaient une certaine agitation chez les étudiants. Des exposés, des conférences : par exemple celle de B.F. sur W. Reich et la sexualité, qui déboucha sur la lutte contre le règlement intérieur, l'occupation du bâtiment des filles, à la Résidence. Cette conférence suscita nombre de pétitions, en particulier un tract de l'Association des Résidents, qui dénonçait la répression sexuelle organisée dans les Cités universitaires par la séparation des filles et des garçons, avec toute une série de thèmes qui montraient cette répression.(3)

«... Nous n'avons pas, à ce moment, pris conscience de l'existence d'un « mouvement » ; il n'y avait pas d'analyse globale de ce qui se passait, pas plus que de « perspectives » ni de « plateforme ». Il s'agissait d'une action toute menue, réduite, menée par un groupe d'anarchistes qui multipliaient les occasions d'intervenir, de prendre la parole dans les amphithéâtres pour contester ce que disaient les professeurs ou bien essayer d'instituer cette liberté d'expression qui n'existait pas. »

« Le 22 mars constitue une étape. Cinq ou six militants du Comité Viet-Nam National avaient été ramassés à leur domicile, après les incidents de l'American Express au cours desquels des vitrines avaient été brisées. La police arrêta notamment Boulte, des jeunes des lycées. Le 22 mars, vers environ 5 heures de l'après-midi, un petit groupe mené par Daniel Cohn-Bendit et composé des militants qui avaient participé à toutes les manifestations récentes à Nanterre. circule dans les amphithéâtres, dans les travaux pratiques, interrompt les cours et annonce : « A 5 heures, réunion dans l'amphithéâtre X pour discuter de ce que nous pouvons faire devant une machination ré-

---

(3) Il est intéressant de trouver dès le début ce terme de répression car par son importance numérique, la jeunesse est devenue en 1968 un *groupe de pression*, d'où disparition de la révolte individuelle au profit d'une contestation généralisée.

pressive aussi menaçante... » C'était là quelque chose de très nouveau, parce que de fait, nous occupions un amphithéâtre et cette occupation préalable devait décider du reste. Il y avait là 600, 700 étudiants, qui ont commencé à discuter : « Que peut-on faire ? que peut-on faire pour montrer que la répression, nous nous en foutons, que ce n'est pas ce qui nous fera cesser d'agir, que par ailleurs nous exigeons la libération immédiate de nos camarades ? » Après de très longues discussions, la décision d'occuper le bâtiment administratif de Nanterre a été prise. Ces multiples discussions ont porté : elles changeaient avec les réunions qui se dispersent après une demi-heure ; on ne s'en allait qu'après avoir décidé une action qu'on entreprenait immédiatement. Dany proposait qu'on occupe le bâtiment de sociologie, parce que le vendredi il y a surtout des sociologues à Nanterre et qu'en plus, il y avait le précédent des actions entreprises en sociologie. Quand le car de police était venu, le vendredi, c'était dans le bâtiment de sociologie qu'on s'était réfugiés. Durant l'assemblée générale, des étudiants ont dit : «Ce n'est pas vrai, il y a des tas d'autres départements où des gens participent de différentes façons à des luttes anti-impérialistes, ou autres. Il faut donc occuper quelque chose qui soit commun à tout le monde, pas question du bâtiment de sociologie lui-même, » et c'est comme ça qu'est née l'idée d'occuper le bâtiment administratif, d'autant plus que c'est l'Administration qui menait la répression à la Faculté. »

« Un autre point important s'est immédiatement dégagé. C'étaient des militants du Comité Viet-Nam National qui avaient été arrêtés. Un militant du Comité Viet-Nam National a commencé à vouloir expliquer le rôle et les buts du CVN ; « Oui, ce sont des militants du CVN qui ont été arrêtés parce que ce sont eux les plus dangereux pour la bourgeoisie... » tout un exposé politique, que Dany a interrompu en lui disant que tout le monde était d'accord pour soutenir les emprisonnés, qu'il n'y avait pas besoin d'explication pour lutter contre l'impérialisme sur la ligne du CVN, qu'ici tout le monde était pour la victoire du

peuple vietnamien, etc., que c'était même la condition de base pour être là. Par rapport aux Comités de base, au Comité Viet-Nam National, à tous les machins, ce langage était nouveau, le Mouvement du 22 mars est né là. On était au Mouvement du 22 mars si on était anti-impérialiste, qu'on soit CVN, comité de base, pro-chinois ou n'importe quoi. Le soir, il y a eu une réunion dans le bâtiment administratif, avec des discussions politiques jusqu'à 2 heures du matin, s'inspirant plus ou moins des exemples allemands de la SDS; c'est-à-dire des discussions sur ce que devait être l'Université-critique, ou sur les luttes anti-impérialistes, le capitalisme aujourd'hui, etc. L'occupation s'est faite sans aucun heurt. 142 étudiants se sont retrouvés dans les bâtiments administratifs. Ils y sont restés une partie de la nuit, et à 2 heures du matin les camarades du CVN arrêtés ont été relâchés. »

«... C'est à partir du 2 avril que l'occupation de la faculté de Nanterre par le Mouvement du 22 mars (qui s'appelait d'ailleurs alors le Mouvement des 142) est devenue quasi permanente. Tous les jours il y avait des réunions partout, il y avait des camarades qui discutaient dans les halls, qui posaient des affiches... etc. Bref la Merde dans la Fac. Le problème c'était donc d'éliminer ceux qui la provoquaient. Les vacances de Pâques sont arrivées. Parmi les militants de gauche à la Sorbonne, partout, tout le monde disait : « A Nanterre ils ont commencé un truc, ils sont gentils, c'est intéressant, mais ils font ça à contre-temps puisqu'on est près de la fin de l'année ; ça ne va pas durer... »

Extrait de « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » - Cahiers Libres 124, François Maspéro, ed.

Personne ne prévoyait encore ce qui allait se passer quelques semaines plus tard. D'où vient donc que ce groupuscule —car que sont quelques centaines d'étudiants dans une nation de 50 millions — ait fait sortir le chat du sac ?

* * *

« La France s'ennuie ». Ce titre d'un article fort intelligent par ailleurs paru dans Le Monde en avril fut cité je ne sais combien de fois pendant les événements. Il expliquait l'effet de surprise que provoqua ce mouvement étudiant et servait à prouver à quel point même les gens les plus sérieux n'avaient rien vu venir. Mais n'y avait-il pas là un désir de créer une légende ? N'y avait-il pas quelque part une personne qui aurait au moins pressenti le malaise et qui serait allée jusqu'à l'exprimer ?

Discutant en juillet avec un professeur de métaphysique à la Sorbonne, je lui citait ce titre d'article. « C'est curieux », me répondit-il, « au début de cette année j'eus à répondre à des amis suisses qui me demandaient des nouvelles d'une façon générale et emporté par le mouvement, j'ai failli faire état devant eux d'un certain climat de malaise que je sentais chez les étudiants, mais je n'arrivais pas à le définir et je n'ai pas voulu passer pour un prophète de malheur ».

Un professeur de Nanterre, lui, avait dès février écrit deux articles dans Le Monde à ce sujet. Directeur du département de sociologie, Alain Touraine était à même d'observer sur place les phénomènes de perturbation qui devenaient de plus en plus nombreux.

Selon lui, « la première vague avait éclaté quelques années plus tôt à Strasbourg, chez les Situationnistes, par une attitude de refus culturel ».

Dans un pamphlet intitulé « De la Misère en milieu étudiant, considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier », les étudiants, après une analyse de notre société « marchande et spectaculaire » s'étaient penchés avec une ironie extrême sur les problèmes. Le texte suivant en dit long sur le sentiment de frustration qu'ils pouvaient éprouver déjà en 1966.

> « Les exigences du capitalisme moderne font que la majeure partie des étudiants seront tout simplement de *petits cadres* (c'est-à-dire l'équivalent de ce qu'était

au XIXe siècle la fonction d'ouvrier qualifié). Devant le caractère misérable, facile à pressentir, de cet avenir plus ou moins proche qui le « dédommagera » de la honteuse misère du présent, l'étudiant préfère se tourner vers son présent et le décorer de prestiges illusoires. La compensation même est trop lamentable pour qu'on s'y attache; les lendemains ne chanteront pas et baigneront fatalement dans la médiocrité. C'est pourquoi il se réfugie dans un présent irréellement vécu. »

« Esclave stoïcien, l'étudiant se croit d'autant plus libre que toutes les chaînes de l'autorité le lient. Comme sa nouvelle famille, l'Université, il se prend pour l'être social le plus « autonome » alors qu'il relève *directement et conjointement* des deux systèmes les plus puissants de l'autorité sociale : la famille et l'Etat. Il est leur enfant rangé et reconnaissant. »

« ... Récoltant un peu du prestige en miettes de l'Université, l'étudiant est encore content d'être étudiant. Trop tard. L'enseignement mécanique et spécialisé qu'il reçoit est aussi profondément dégradé (par rapport à l'ancien niveau de la culture générale bourgeoise) que son propre niveau intellectuel au moment où il y accède, du seul fait que la réalité qui domine tout cela, le système économique, réclame une fabrication massive d'étudiants incultes et incapables de penser. Que l'Université soit devenue une organisation institutionnelle de l'ignorance, que la « haute culture » elle-même se dissolve au rythme de la production en série des professeurs, que tous ces professeurs soient des crétins, dont la plupart provoqueraient le chahut de n'importe quel public de lycée, l'étudiant l'ignore; et il continue d'écouter respectueusement ses maîtres, avec la volonté consciente de perdre tout esprit critique afin de mieux communier dans l'illusion mystique d'être devenu un "étudiant", quelqu'un qui s'occupe sérieusement à apprendre un savoir sérieux, dans l'espoir qu'on lui confiera les vérités dernières. C'est une ménopause de l'esprit. Tout ce qui se passe aujourd'hui dans les amphithéâtres des écoles et des

facultés sera condamné dans la future société révolutionnaire comme bruit, socialement nocif. D'ores et déjà, l'étudiant fait rire. »

« L'étudiant ne se rend même pas compte que l'histoire altère aussi son dérisoire monde « fermé ». La fameuse « Crise de l'Université », détail d'une crise plus générale du capitalisme moderne, reste l'objet d'un dialogue de sourds entre différents spécialistes. Elle traduit tout simplement les difficultés d'un ajustement tardif de ce secteur spécial de la production à une transformation d'ensemble de l'appareil productif. Les résidus de la vieille idéologie de l'Université libérale bourgeoise se banalisent au moment où sa base sociale disparaît. L'Université a pu se prendre pour une puissance autonome à l'époque du capitalisme de libre-échange et de son Etat libéral, qui lui laissait une certaine liberté marginale. Elle dépendait, en fait, étroitement des besoins de ce type de société: donner à la minorité privilégiée, qui faisait des études, la culture générale adéquate, avant qu'elle ne rejoigne les rangs de la classe dirigeante dont elle était à peine sortie. D'où le ridicule de ces professeurs nostalgiques, aigris d'avoir perdu leur ancienne fonction de chiens de garde des futurs maîtres pour celle, beaucoup moins noble, de chiens de berger conduisant, suivant les besoins planifiés du système économique, les fournées de « cols blancs » vers leurs usines et bureaux respectifs. Ce sont eux qui opposent leurs archaïsmes à la technocratisation de l'Université, et continuent imperturbablement à débiter les bribes d'une culture dite générale à de futurs spécialistes qui ne sauront qu'en faire. »

« Mais il est normal que tout ce débat passe pardessus la tête de l'étudiant, dans le ciel de ses maîtres et lui échappe totalement: l'ensemble de sa vie, et a fortiori de la vie, lui échappe. »

« ... L'aptitude de l'étudiant à faire un militant de tout acabit en dit long sur son impuissance. Dans la marge de liberté individuelle permise par le spectacle totalitaire, et malgré son emploi du temps plus

ou moins lâche, l'étudiant ignore encore l'aventure et lui préfère un espace-temps quotidien étriqué, aménagé à son intention par les garde-fous du même spectacle. »

« . . . Ses lectures préférées restent la presse spécialisée qui orchestre la consommation délirante des gadgets culturels; docilement, il accepte ses oukases publicitaires et en fait la référence standard de ses goûts. Il fait encore ses délices de l'Express et de l'Observateur, ou bien il croit que Le Monde, dont le style est déjà trop difficile pour lui est vraiment un journal « objectif » qui reflète l'actualité. Pour approfondir ses connaissances générales, il s'abreuve de Planète, la revue magique qui enlève les rides et les points noirs des vieilles idées. C'est avec de tels guides qu'il croit participer au monde moderne et s'initier à la politique. »

« . . . L'étudiant est fier de s'opposer aux « archaïsmes » d'un de Gaulle, mais ne comprend pas qu'il le fait au nom d'erreurs du passé, de crimes refroidis comme le stalinisme, qu'ainsi sa jeunesse est encore plus archaïque que le pouvoir qui, lui, dispose effectivement de tout ce qu'il faut pour administrer une société moderne. »

« Mais l'étudiant n'en est pas à un archaïsme près. Il se croit tenu d'avoir des idées générales sur tout, des conceptions cohérentes du monde, qui donnent un sens à son besoin d'agitation et de promiscuité asexuée. »

« Certes, il existe tout de même, parmi les étudiants, des gens d'un niveau intellectuel suffisant. Ceux-là dominent sans fatigue les misérables contrôles de capacité prévus pour les médiocres, et ils les dominent justement parce qu'ils ont compris le système, parce qu'ils le méprisent et qu'ils se savent ses ennemis. Ils prennent dans le système des études ce qu'il y a de meilleur: les bourses. »

Ce n'est pas pour rien que les journaux recommandaient, en plus de la lecture de Marcuse, celle d'un ouvrage situationniste pour aider à comprendre la situation. Le tableau brossé ici est très noir et, pour une fois, non dépourvu d'humour.

Interview du professeur Touraine; de Nanterre à la nuit des barricades (10 mai)

Pour sa part, le professeur Touraine continuait ainsi l'explication du phénomène étudiant: « Après les situationnistes, survinrent les incidents dans les Cités Universitaires : revendications pour avoir droit d'accès aux chambres des filles, etc. C'était là une chose assez ambivalente ».

« Deuxième étape: Nanterre. Les choses se compliquent. Nous avons eu une première explosion professionnelle: la grève de novembre 67, partie du département de sociologie et menée entièrement par les sociologues: 4 catholiques et 2 trotskystes. Cette grève fut un choc énorme pour la plupart des professeurs. En fin de compte, elle aboutit à la création de comités paritaires très parternalistes, sauf en sociologie où la voix de n'importe quel étudiant avait le même pouvoir que la mienne. » M. Touraine, on le voit, est un démocrate qui sait se soumettre à la loi des urnes...

« La grève a échoué parce que les revendications avaient été rejetées par le Ministère. A la suite de cela, en janvier il régnait déjà à Nanterre un climat de méfiance et de déception. Le Mouvement fut créé à partir de cet échec professionnel. Mais, et cela il faut le dire avec beaucoup de force, le Mouvement parti de revendications de cet ordre, n'a pas été un mouvement professionnel. Le mouvement Printemps 68 à Nanterre a été politique. Il est différent en cela de la grève des Sciences Sociales à Montréal dans l'hiver 67, qui fut professionnelle. Vous aurez une grève politique à Montréal cet automne, et elle sera dure ! »

« Plus vous remontez loin vers l'origine du mouvement, plus vous trouvez de préoccupations générales. Cependant c'est dans les facultés ayant peu participé au mouvement de départ que sont nées les idées comme Autogestion, Cogestion, etc. »

Est-ce déplaisant pour un jeune professeur déjà directeur de département universitaire de voir ses plus brillants élèves à la pointe d'un mouvement d'opinion qui secoue la Faculté

et répand une douce terreur chez les confrères? La vieille relation paternaliste de type européen semble peu attrayante à cet homme qui n'a pas 40 ans; on le voit mieux tenté par l'initiative individuelle sur le modèle anglo-saxon. Le professeur Touraine, si typiquement universitaire français soit-il avec sa logique brillante et aisée, a un petit rien d'américain: on le sent peu soucieux de s'embarrasser de structures sclérosées et aimant aller vite. Il pose les pieds sur la table comme les patrons débonnaires des vieux films américains, il a gardé un vocabulaire de potache: tel homme politique est « un cul », beaucoup de gens sont « cons » et font en conséquence des « conneries », certains n'ont pas de « couilles » mais tout cela ne l'empêche pas d'avoir une grande élégance dans sa façon de s'exprimer, nerveuse, rapide, incisive, d'être en un mot une personnalité. C'est un esprit libéral. J'avais souhaité prendre contact avec lui car son nom revenait chaque fois que les gens parlaient de Nanterre, et le 9 juillet je lui téléphonai assez tard le soir. « Vous me trouvez exceptionnellement à mon bureau », me dit-il, « venez me voir demain à midi. »

Son bureau c'est celui du Laboratoire de Sociologie des Hautes Etudes, rue M. le Prince. Je savais qu'il y avait là des étudiants puisqu'un dimanche après-midi pendant les événements, je m'y étais à moitié réfugiée. C'était le jour de la reprise de la Sorbonne par la police: on entendait le bruit des lacrymogènes et on voyait arriver par paquets des manifestants reculant devant les charges de la police. J'étais restée prudemment en face d'une porte cochère devant laquelle devisait une concierge qui fort gentiment m'offrit d'entrer chez elle si les CRS avançaient. « On ne dort plus depuis le début des événements » explosa-t-elle. « Ici on a des étudiants, je ne sais pas s'ils tirent des tracts toute la nuit, la ronéo n'arrête pas de marcher. Ils m'ont fait des ennuis avec une histoire de poubelle mais je ne me laisse pas impressionner ! » Après s'être exaltée toute seule et s'être bien soulagée, elle redevint aimable à mon égard puis rentra chez elle la tête haute. Etrange de voir à quel point les concierges s'identi-

fient à leur immeuble, et aussi de constater le peu de prestige des étudiants. Peut-être cette concierge était-elle Situationniste sans le savoir !

Quand le hasard me ramena dans le même immeuble, je m'amusai de ce souvenir. Le professeur Touraine m'accueillit avec une grande spontanéité. La conversation que je relate en partie ici dura de midi à 2 heures. C'est dire que ce jour-là tout au moins il n'aura pas déjeuné.

Pour bien montrer qu'il connaît le Canada, il dit après m'avoir demandé à quels journaux je collaborais: « Vous écrivez aussi dans Châtelaine ? C'est le magazine de la bourgeoise canadienne-française. » Que pensera Fernande St-Martin de la définition ? En tout cas, son magazine n'a pas échappé à la curiosité du professeur. M. Touraine a plusieurs étudiants canadiens aux Hautes Etudes, où il enseigne également. « Ils sont en ce moment en train d'élire un comité de cogestion dans la pièce à côté. » Il m'avait semblé entendre un accent familier dans le groupe. « C'est un Canadien français qui préside la réunion et ils éliront sans doute un étranger. Les Français ne sont pas aussi chauvins qu'on le dit. » En tout cas, il y aura au moins un sociologue québecois qui aura fait l'expérience de la cogestion au niveau universitaire. « Le Laboratoire de Sociologie des Hautes Etudes a été à l'extrême pointe des événements, c'est normal qu'il adopte des formules avancées », m'explique M. Touraine en m'introduisant dans la petite pièce où il travaille.

« Point de départ de la crise de mai: l'inadaptation fondamentale de l'Université au cadre social et intellectuel dans lequel la société se trouve: elle est organisée uniquement pour former des enseignants. Une énorme montée des effectifs s'est portée vers les fac de Lettres et a provoqué des situations *pathologiques*. Il était quasi impossible d'organiser des disciplines nouvelles: psychologie, sociologie, difficile de recruter des assistants. La société française ne fait pas d'effort d'adaptation vers les sciences humaines, d'où l'angoisse qui règne dans les facultés.

Aussi la généralisation de l'enseignement supérieur fait que beaucoup de fils de riches se sentent obligés pour faire bien d'aller à l'université, surtout à Nanterre. Ski et faculté = beau mariage. 20 à 30% des étudiants disparaissent en cours de route, ne parviennent pas au bout de leurs études. Cette tendance s'est développée dans toutes les facultés de Lettres de Paris. En province, la composition sociale des Fac de Lettres est différente, ce sont des gens qui cherchent une promotion professionnelle, d'où recrutement social distinct. Lorsqu'il y a une grosse proportion de classes moyennes venant de la classe ouvrière, il y a beaucoup moins de problèmes.

« Le mouvement à Nanterre a été créé sous le signe du scandale: à commencer par l'incident Missoffe.[4]

« Scandale encore, les tomates lancées aux professeurs. Ces incidents sont accueillis comme tels par la majorité des profs et des étudiants. Lorsque le 22 mars, ce fameux 22 mars qui devait donner son nom au Mouvement, quelques étudiants sont allés boire de la bière dans la salle des professeurs, ce qui était un viol, ils étaient extrêmement isolés. »

« A cette époque, j'avais des relations ambiguës avec les étudiants actifs. Personnellement j'ai eu 2 fois l'occasion d'intervenir pour sauver Dany. » A chaque fois qu'il parle de Cohn-Bendit, le ton se fait affectueux...

D'abord les autorités voulaient le vider sous prétexte qu'il n'habitait pas dans le secteur de Nanterre. Mais qui habite le secteur de Nanterre dans cette université fréquentée par les habitants du XVIe arrondissement? Ensuite après l'algarade avec Missoffe. Dany est une grande gueule; il avait participé à des bagarres contre l'extrême-droite. J'ai beaucoup d'estime pour lui, même si sa négation de l'Institution

[4] Daniel Cohn-Bendit interrompt le Ministre de la Jeunesse et des Sports venu inaugurer une piscine à Nanterre: « M. Missoffe, que pensez-vous des questions sexuelles ? » Il lui enverra plus tard une lettre d'excuses. Si l'on en croit « la bonne des parents d'un étudiant qui connaît la bonne des Missoffe, » Cohn-Bendit aurait dîné chez le Ministre, dont il connaissait bien la fille, étudiante à Nanterre. L'étudiant qui me raconta la chose en était très ému : son héros dînait chez l'ennemi !

Universitaire [5] je la rejette, ainsi que la campagne contre le recteur Grappin, ancien résistant que le 22 mars a traité de nazi quand il a décidé de fermer la Faculté. De cela, je me désolidarise fermement.

« En avril à Nanterre, il y eut une première vague d'inscriptions, de type situationniste et anarchiste. « La Culture, c'est l'antivie ». Très rapidement ces inscriptions qui étaient stupides ont disparu et ont été remplacées par des affiches plus politiques. Petit à petit le mouvement contestatoire s'étend. De 150 les participants passent à 400/500 et même à 1,000 lors des meetings. Dans une journée normale il y y a environ 4,000 types à la faculté. D'en mobiliser 1,000, c'est énorme. C'est à ce moment-là qu'ils décident d'occuper. Le doyen laisse toute liberté aux chefs de service d'accepter ou non l'occupation. Il y aura 10 salles occupées: 2 en psychologie, 7 en sociologie. Je leur ai donné la libre disposition du département en sociologie: 7 salles sur 8, je m'en suis réservé une seule. »

« La tension montait alors chez les professeurs titulaires, très hostiles au Mouvement. Paraît à ce moment la Déclaration des 18 (le Conseil des Facultés comprend 35 personnes environ) qui votent un texte d'esprit répressif avec menace de lock-out. « Si les élèves continuent, nous rentrerons chez nous. » En face de cette attitude, paraît un autre texte favorable au mouvement étudiant: il réunit 3 signatures, dont la mienne. Le reste du temps j'ai voté souvent seul contre les suggestions répressives. »

« En philo, la réaction des étudiants et des professeurs est partagée. En psycho, c'est libéral-conservateur; en histoire-géographie, ils sont contre. En sociologie, opinions extrêmement diverses. En français, 2 professeurs favorables sur 7. »

---

[5] "Le mouvement ne vise pas moins que la réforme totale de l'Université, de ses structures, de son esprit, de sa finalité, et la transformation de la société bourgeoise".

Hervé Bourges, "La Révolte Etudiante".

« La plupart de mes collègues s'occupaient très peu de la faculté. Henri Lefebvre [6] même n'était pas souvent là. J'ai eu l'entière responsabilité du département. Même les professeurs qui étaient contre le mouvement m'ont laissé à titre personnel jouer *à gauche*. Chez les anglicistes, participation marginale. Allemand et italien: réactionnaires. Espagnol: en marge. Langues anciennes: réactionnaires. Chez ces gens-là mai fut un événement inattendu et considérable. Le système universitaire: professeurs et ministère ont été, pour employer un langage poli, cons comme la lune. Tous ont considéré que c'était du désordre et qu'il fallait remettre les choses en place, tout simplement. En février j'ai écrit 2 articles dans Le Monde, pour parler du malaise qui couvait. Ces articles ont été considérés scandaleux par les profs de Nanterre. « Il faut foutre à la porte une dizaine d'enragés!!! » tel fut leur cri unanime. Après Pâques il y eut des sanctions. « Je n'ai pas condamné le doyen d'avoir fermé la Faculté. Déjà le mouvement débordait Nanterre. Ce fut la fermeture de la Sorbonne qui fut l'erreur capitale. C'était un contresens total de faire passer 8 étudiants devant un conseil de discipline. La Révolution n'est pas un acte d'indiscipline. Est-ce comparable avec le fait de copier sur un voisin ? »

« Je m'étais proposé pour aller défendre les étudiants devant le Conseil de l'Université. Les professeurs Lefebvre, Michaud et Ricoeur [7] sont venus avec moi. Nous sommes allés avec un laissez-passer du recteur passer la matinée dans la Sorbonne assiégée. Les professeurs servaient d'avocats devant le conseil. 5 sociologues sur les 8 étudiants jugés. J'ai été pris comme avocat par les 5. Des dossiers grotesques:

---

[6] Communiste exclu du Parti, sociologue professeur à Nanterre, auteur de plusieurs ouvrages. "Beaucoup de professeurs, théoriquement solidaires avec nous au sujet des listes noires ont finalement reculé. Seul Lefebvre a gardé son sang-froid et suggéré que cette question soit discutée devant et par un jury d'honneur..." le 22 mars, op cit.

---

[7] M. Ricoeur a participé le dimanche de la Pentecôte à une "célébration eucharistique communautaire avec la participation de prêtres, de pasteurs et de laïcs", geste trouvé "regrettable" mais non condamné par l'archevêque de Paris.

la plupart des membres du jury étaient de vieux imbéciles. Un doyen de la faculté des sciences était bien et comprenait les choses. »

Devant un tribunal sérieux tout cela se serait évanoui. J'ai bien rigolé à certains moments. On a reproché à Dany d'avoir occupé un local en citant la date et l'heure. Il a répondu au Président de l'Ecole Normale Supérieure: « Voilà bien la preuve que vos accusations sont mensongères. Ce jour-là j'étais au lit, je ne vous dirai pas avec qui. Ça vous étonne qu'on fasse l'amour à 3 heures de l'après-midi ! » Et le professeur Touraine d'ajouter avec un sourire épanoui: « Il y a un certain rajeunissement dans l'Université ! »

« Le mercredi, certains universitaires ont pris contact avec le Ministère de l'Education Nationale. Alain Peyrefitte est un de mes camarades de l'Ecole Normale. Ce cabinet et ce Ministre n'ont jamais eu l'idée de ce qui se passait. Pour eux c'est comme si ç'avait eu lieu au Pakistan. Je suis allé au Ministère; avec 2 membres du Cabinet qui ont préparé le texte de la déclaration que Peyrefitte a lue et qui a été retransmise à la radio à 6 heures. Texte dans lequel il annonçait la réouverture de la Sorbonne. Nous retournons à la Fac des Sciences pour annoncer la détente. Geismar, Sauvageot font l'annonce aux étudiants réunis mais il flotte un sentiment de frustration dans l'air. Débordé par sa gauche, Sauvageot fait une déclaration un peu risquée disant que les étudiants coucheraient à la Sorbonne le lendemain soir. »

« Parmi les 3 leaders étudiants, ma sympathie va à Cohn-Bendit. C'est un Inventeur, un Catalyseur. Ce n'est pas un chef.

« Les conneries du Ministère ! Le vendredi ce fut effarant. Dans l'après-midi, négociations avec le recteur Roche menées par l'avocat de l'UNEF, Me Saada, gaulliste. Le gouvernement était fuyant, ne comprenait pas qu'il fallait parler. Cela a donné lieu à cette manifestation idiote: le 10 mai, rue Gay-Lussac. Le général, pour empêcher de déranger sa conférence Kléber, a refoulé les étudiants boulevard St-Michel, ce qui était intelligent ! Que voulez-vous, la société française fonctionne en raison du Monarque ! Les premiers dépavages

furent faits dans un esprit agressif, attaquer la Sorbonne. Je suis sûr que cette situation aurait pu être évitée. Je rencontre un ami professeur à Tours qui comme moi, inquiet, dit: « Il faut trouver à leur dire quelque chose sinon ils feront une connerie ». Dites-leur: On n'entrera pas dans cette putain de Sorbonne tant que les copains ne seront pas libérés. Dispersez-vous: occupez tout le Quartier Latin. C'est Dany qui le leur dira. A ce moment-là, j'envisageais que cela pouvait se transformer en une immense fête populaire, avec bal dans la rue, on aurait bu et dansé, ç'aurait été sensationnel.

« Dany est un démocrate athénien. Comme Périclès, il a horreur de la violence. Compromis entre la suggestion de Cohn-Bendit et le tir de pavés, les manifestants construisent des barricades défensives. A un seul endroit Dany a dû discuter fort avec des types pour les empêcher de continuer à sortir des barricades pour lancer des pavés. Le sentiment général derrière les barricades ? C'était un peu utérin: découverte de la Communauté. « *Ils* ont pris la Sorbonne, nous avons pris le Quartier Latin. » Vers minuit des flics par erreur sont sortis entre 2 barricades, les étudiants les ont raccompagnés. Ce que je craignais était que les étudiants attaquent. »

« Envoyons du monde chez le recteur, ai-je dit à Geismar, même si ça ne sert à rien. Avec Motchane, prof de sciences, Baquet, professeur d'anglais à la Sorbonne, 3 étudiants dont Cohn-Bendit, nous sommes arrivés chez le recteur, qui a fait une gueule de 25 cm de plus que d'habitude en voyant Dany. Nous avons été accompagnés par un Commissaire de Police assez bien. Le recteur Roche, très « père noble », digne comme les généraux français quand ils signent une capitulation, nous a fait dire: « Je recevrai les professeurs ». Nous: « Nous irons chez le Recteur pour lui dire que nous n'entrerons pas sans les étudiants ». Il a commencé par nous parler de choses sans valeur. « Ou il faut retirer la police ou prononcer très fort le mot Amnistie », lui avons-nous répondu. Il s'est absenté pendant 15 minutes et en revenant dans son bureau il m'a dit: « Le Ministre veut vous parler ». Il était une heure du matin. J'ai eu avec lui un entretien téléphonique assez long, le dernier avant l'attaque. J'ai proposé

à Peyrefitte: « Tu retires progressivement ta police et nous engagerons des signes de département ». Il m'a répondu : « Aucun Ministre de l'Intérieur ne peut reculer devant l'émeute ». C'était l'échec total. Après un premier incident: un car de police lapidé place Edmond-Rostand, dès notre arrivée aux barricades les premières lacrymogènes étaient lancées. »

L'affrontement allait durer 5 heures, être si violent que la police reculerait à quelques reprises sous l'assaut des manifestants — et faire de nombreux blessés de part et d'autre.

« Ensuite je suis retourné à Nanterre. Là nous sommes entrés dans une période extraordinaire de confusion. Pendant que le 22 mars faisait des choses intéressantes, nous perdions notre temps à Nanterre à parler. Tous les départements se sont donné un Comité Paritaire, sauf la sociologie qui se voulait un lieu de contestation permanent. Dommage car aujourd'hui Nanterre n'a rien. NANTERRE FUT LE FEU: LA OU IL Y A LE FEU IL Y A LES CENDRES. Le terrorisme idéologique contient en germe l'autodestruction... Tandis qu'en Médecine ou aux Hautes Etudes, les gens ont travaillé sur une réforme constitutionnelle; c'est à ce niveau qu'ils ont contesté. Chez nous projets mal élaborés, 10% de votants: tout cela, de la bêtise.

« Ce que je pense de la Convention Nationale des Universités de France qui vient d'avoir lieu à Nanterre? C'est peut-être comme ça que ça doit se passer ! Alors ne jouons pas sur les mots, il n'y a plus d'Université.

« Le mouvement va reprendre en septembre mais le gouvernement est trop bien prévenu, il ne laissera pas la rue aux jeunes. Que peut-il arriver ? Ou l'Université sera transformée en fort Chabrol, endroit entièrement coupé du monde, où on jugera les cours sur leur contenu idéologique, ou comme l'a fait le mouvement ouvrier, les gens réfléchiront et théoriseront.

« Mon pronostic: plus le mouvement étudiant sera enfermé dans l'Université, plus la tendance terroriste sera forte. Plus il aura de contacts avec les ouvriers et plus il sera intégré;

ce sera l'alliance de l'extrême politisation avec la vie universitaire. Je suis hostile au terrorisme individuel et que l'Université devienne une école de cadres pour partis révolutionnaires.

« Les professeurs ont défendu leurs habitudes mais il ne faut pas trop simplifier dans un sens: on a vu de grands patrons marcher à 4 pattes devant les étudiants. Je trouve ça dégueulasse. J'ai pris parti pour le mouvement étudiant mais je défendrai avec la même énergie les exigences propres au travail universitaire contre l'idéologisation. Il faut être dans le mouvement mais rappeler à l'intérieur du mouvement les exigences de la liberté individuelle.

« ... *Ce à quoi nous avons assisté n'est pas un fait sociologique mais historique.* Il ne s'agit pas d'un phénomène mais de plusieurs. La crise étudiante s'est enclenchée sur une crise sociale et sur une crise politique. L'originalité du phénomène en France: *l'enclenchement.* Pour moi il y a eu 3 éléments.

« *Le premier,* l'élément central donc le plus important: le Mouvement étudiant est la 1ère mise en forme provisoire et imparfaite du nouveau conflit de classe dans la société industrielle. Dans notre société capitaliste, le "new industrial state" comme l'appelle Galbraith, il y a les grands appareils : économiques, sociaux, culturels, qui sont un potentiel considérable contre lequel se dressent les aspirations du particulier. Qu'est-ce qu'un étudiant dans ce système ? C'est un futur cadre de l'appareil qui est en même temps en situation d'éducation. Il a donc un pied dans l'appareil et un pied dehors. C'est comme l'ouvrier spécialisé qui a un pied dans l'usine, un pied dans son métier. Dans cette crise nous avons assisté à la première image de ce phénomène. Nous avons vu de jeunes ouvriers, techniciens, cadres, cadres culturels (L'ORTF) qui ont des éléments d'extériorité par rapport aux appareils, se révolter. La classe révolutionnaire est celle qui a ces 2 éléments. *A long terme, c'est le phénomène fondamental.*

« *Deuxièmement:* en France l'économie est relativement modernisée, la société archaïque. N'oublions surtout pas le

rôle de l'Etat (d'où la poussée insurrectionnelle). Etat policier, Etat gaulliste; où est la différence? [8] Le monde gaulliste n'a pas de véritable légitimité, c'est ce qui fait que les courtisans n'ont pas senti la société réelle, ils en sont trop éloignés.

Le professeur n'a pas perdu son sourire enchanté en racontant les divers aspects de la crise. « J'adore mon pays. En France, il n'y a pas de morale. Ça marche à coups de pied au cul. Enfant on vous fout une baffe, on vous dit: « C'est défendu », on ne vous dit pas : « C'est mal ». Le gosse peut penser ce qu'il veut. Chez le protestant, l'éducation crée des sentiments de culpabilité. Nous on a une intelligentzia forte parce qu'il y a un Etat fort : on se bat contre lui : c'est délicieux les barricades ! J'en ai fait en 44, j'en ai fait en 68 et j'espère que j'en ferai encore une fois. Je déteste les flics et j'élève mes enfants dans la haine des flics !

« *3e élément :* la faille. Toute société a des contraintes. La nôtre, celle de l'Etat fort, est très stimulante mais en même temps encadrante, manipulante. Ce qui se produit maintenant est un phénomène semblable à la faille surréaliste entre les deux guerres. Ce sont tous les gens que la société comprime qui explosent.

«Toutes les structures sociales ne sont pas mauvaises, et je suis contre un monde de l'instinct-roi qui mène au plaisir. Personnellement je suis d'accord pour transformer mais sans tout détruire.

« La Sorbonne est depuis sept siècles le symbole de toute résistance au progrès intellectuel en France. En ce qui me concerne, on pourrait bien en faire une caserne de CRS ! Au 16e siècle on a refusé d'y enseigner le grec, il a alors fallu créer le collège de France. Au XIXe, les mathématiques subirent le même sort. A chaque fois il a fallu créer une contre-université. La sociologie ne doit rien à la Sorbonne, tout à

---

[8] M. Touraine ne cache pas son hostilité: dès 1958, il se prononçait contre le retour au pouvoir du Général. La seule chose qu'il lui pardonne, c'est "Québec Libre". Il s'en explique par la suite.

l'Ecole des Hautes Etudes et au CNRS. Sans elles il n'y aurait jamais eu de sciences sociales en France.

« Ce que je reproche aux gens en place ce n'est pas de ne pas être de mon avis, c'est d'avoir fait des gestes *irresponsables.* « Sortez dans la rue, voyez ce qui se passe – ou alors démissionnez ». On ne reste pas physiquement dans un bureau où ce sont les flics qui font entrer les visiteurs. Le recteur Roche ne *devait* pas rester là. Je ne suis pas du tout un type extrême, j'admets très bien qu'on prenne des positions contraires aux miennes, mais ces gens que paralyse la peur de déplaire au patron, ce ne sont pas des hommes !

« Pompidou : radical socialiste de droite, le Guizot de l'Auvergne. Aucun acte politique en 6 ans. Debré, lui, qu'on soit d'accord ou non avec elles, a fait quelques grandes lois. Quant à l'Education Nationale, ils ont construit des bâtiments, mais pour ce qui est des réformes de structures . . . »

Le professeur m'a tout de suite donné rendez-vous quand je lui ai dit que j'étais Canadienne.

« Le Canada est un pays formidable : il y a des tas de trucs bien. Vous avez tellement évolué en quelques années. Je ne suis pas gaulliste mais alors le Québec Libre je suis pour. Mes compatriotes ont réagi de façon dégoûtante. « Ces fameux cousins, ils vont venir nous taper », tel était à peu près leur raisonnement ! Alors que vous n'avez pas besoin de ça : ca ne va pas si mal chez vous de ce côté, non ? Depuis 5 ans c'est formidable tout ce qui se fait par rapport au superpétainisme dans lequel vous viviez autrefois ! J'ai plusieurs étudiants canadiens : c'est une bonne génération, très bien formée intellectuellement. Le problème que nous avons ici se pose aussi chez vous. Les étudiants trouvaient un exutoire dans le nationalisme ; maintenant ils vont s'en prendre à Trudeau et faire sauter la théière.»

* * *

En quittant le professeur Touraine, je repensais à une idée qui m'était venue en réfléchissant sur les événements,

que nous n'avions pas été là très loin de « Liberté, Egalité, Fraternité ». La formule ne me satisfaisait pas entièrement et après réflexion, je gardai « Liberté, Fraternité » avec un point d'interrogation pour « Egalité ». Je décidai de faire un test pour vérifier ce qu'il fallait conclure. « Il y a récemment un professeur de Nanterre qui m'a parlé de vous », dis-je à M. Touraine. — « Ah ! qui esţ-ce ? » Je lui cite un nom. «Ce n'est pas un professeur, je les connais tous. Sans doute un assistant », répondit-il d'un ton imperceptiblement supérieur. Le réflexe de caste avait joué, nous n'étions pas vraiment à la veille des « lendemains qui chantent » !

3.

La radio était là

Les barricades du 10 mai et la répression qui suivit eurent des résultats vertigineux. Chaque étudiant même non politisé se sentait pris à partie en sa qualité d'étudiant même. La nuit du 10 mai vit aussi apparaître un phénomène nouveau qui allait jouer un grand rôle dans les semaines à venir.

Toute la nuit la radio avait été sur place, retransmettant en direct l'évolution du combat. A Radio-Luxembourg et Europe No 1, de nombreux reporters commentaient à chaud les événements. La TV pour une fois était battue à plate couture, surtout que l'ORTF de toutes façons ne parlait pas des événements. Pendant la nuit entière, les gens restèrent à l'écoute. « J'étais à Prague pour le tournage d'un film, me dit Georges Pierre, quand à deux heures du matin, il me sembla entendre la radio française. Sur Europe, les émissions se terminent à minuit, me dis-je, qu'y a-t-il de spécial ? Et c'est ainsi que j'entendis le bruit des lacrymogènes et que j'appris qu'on se battait à Paris ».

Chez les étudiants, un grand nombre était venu avec des transistors — et les habitants du quartier faisaient fonctionner leur appareil à tue-tête pour que les manifestants qui n'en avaient pas puissent entendre.

« Pour nous, journalistes, c'est une grande leçon », explique Patrick Pénault, 24 ans, reporter à Radio-Luxembourg. « En retour c'est assez effrayant car on se rend compte de

l'énorme responsabilité qui est la nôtre. Il faut peser chaque mot. Si vous dites une chose inexacte, les manifestants peuvent vous prendre à parti, et les forces de l'ordre aussi. Nous n'avions pas le droit de dire un mot de travers ».

Le gouvernement n'était pas très content. Il accusait les reporters d'intoxiquer l'opinion en donnant aux gens l'envie de descendre dans la rue. « Le reportage ainsi fait est plus vivant, donne une image trop vraie et donne aux auditeurs le désir de venir manifester : d'où les reproches ». Leur donner cette envie n'était pas difficile, comme on put le voir dans les jours qui suivirent .

« Jamais on n'a vu le Français se passionner autant pour l'information. Nous recevions sans arrêt des lettres — pour ou contre — et des coups de téléphone : « Est-ce que vous avez été blessé ? » me demandait-on. Sans presse ni télé, il ne restait que nous. La radio a passionné les gens, elle les a politisés en entrant très profondément dans la vie politique française. Il s'est vendu environ 400,000 transistors pendant les événements ».

« Ce fut une expérience unique à cause des moyens techniques et du nombre de gens utilisés. C'est la première fois que nous nous sommes servis des ondes courtes à cette cadence : nous faisions de l'information continue pendant plusieurs heures d'affilée, avec des voitures équipées pour permettre la retransmission directe sur antenne. Les 15 premiers jours, les voitures ont fonctionné, le gouvernement en a supprimé l'usage ensuite. On a continué à travailler par téléphone chez les gens. Ils se mettaient aux fenêtres pour nous offrir d'entrer chez eux. Là non seulement ils nous laissaient monopoliser leur téléphone mais encore ils nous offraient des sandwiches, du café ».

Patrick Pénault, ex-étudiant, ex-instituteur et professeur de CEG (1er cycle) dans la région parisienne. Il me reçoit à RTL le 17 juin. Il a une tête d'adolescent prolongé, un petit sourire sérieux sur un visage rondelet. « Je connaissais très bien la Sorbonne. Le patron, étant journaliste, a réagi en

journaliste. Malgré les pressions incessantes du gouvernement: il a pris le parti d'informer le public. Fait sans précédent, on coupait même les annonces publicitaires ! O révolution...

« Les transistors ont joué un rôle énorme, amenant un mouvement de plus grande sympathie envers les étudiants : les gens ont pris conscience de ce qui se passait. J'ai d'abord été surpris. Il y a encore 5 ans j'étais étudiant ; je suivais de très près les organisations et on ne s'attendait pas du tout à cette explosion, *de sens libertaire*, qui s'est très vite communiquée au reste de la population. Très vite elle a dépassé le cadre des revendications professionnelles pour se transformer en revendication politique et sociale. Cela a eu un tel impact que les gens ont eu envie de sortir du cadre traditionnel de leur vie. Même s'ils sont déjà retournés dans leur ornière, ils ne l'oublieront pas. Même beaucoup de gens contre ou hors du mouvement ont été saisis par cette sorte de frénésie de liberté et de contestation.

« Jamais on n'avait vu en France les étudiants prendre l'offensive. Les policiers, exaspérés par cette volonté de résistance et d'attaque ont réagi avec plus de brutalité que d'habitude. Je m'explique la haine des policiers qui ont eu de nombreux blessés. Aussi il y a cette dualité constante : le policier a un complexe d'infériorité et de culpabilité envers l'étudiant, c'est alors qu'on le sent. La preuve ? Ce sont les troupes les plus entraînées à se battre qui sont les moins brutales. Les polices classiques : municipale et gendarmes mobiles nous ont beaucoup plus nui dans notre travail que les CRS.

« J'ai vu plusieurs photographes matraqués. On m'a enlevé mon micro. Mais j'ai vu aussi des officiers rattraper leurs hommes, j'en ai même vu un menacer de sa matraque ses hommes pour les empêcher de s'acharner sur les manifestants. Il ne faut pas oublier non plus que pendant toute cette période, il y a eu des discussions sérieuses dont on commence à voir les résultats. Malgré la chute d'activité du mouvement étudiant, l'Université deviendra originale, trouvera une formule nouvelle. En province, le travail est encore beaucoup plus sérieux. »

L'événement fait naître des poètes parmi les étudiants. Le CRAC recueille leurs oeuvres. Le poème suivant, anonyme, a été publié dans Le Monde. Il reflète bien l'ambiance des jours de mai.

On ne peut pas écrire

Tu comprends
On ne peut pas écrire
Dans ce vacarme
Qui emplit tout

Depuis une semaine
Je regarde l'avenir éclater
Dans les yeux
Il n'est vraiment pas possible
d'écrire

Il faut savoir marcher longtemps
Dans un Paris inquiet
Pour le comprendre
Etre entré partout

Avoir avalé tous les mots
Dans les amphithéâtres
Les professions de foi
Et les proclamations

Avoir parlé
A n'importe qui dans la rue
Dormi à peine, pas le temps
Prié dans les cortèges
Manqué d'argent avec les autres
Partagé
Une demi-baguette de pain et du chocolat

Tu te souviens, il y a aussi
La musique
Est-ce un hasard ?
Partout Chopin sur les pianos
Cette musique romantique

Ils croient, les autres
Qu'il s'agit d'une kermesse
A disperser sous une pluie
Moi je sais
Qu'on ne doit surtout pas
S'endormir

A ce moment précis
Où la nuit se retire
Sous peine de manquer
Le rendez-vous de l'aube
La vie toujours en marche
Et jamais fatiguée.

le 23 mai 1968

La mode en tout est un facteur tellement puissant que les étudiants quittaient leur pays pour venir occuper quelque chose à Paris. Délaissant en toute urgence révolutionnaire leurs occupations respectives, débarquèrent un après-midi au British Institute, situé en face de la Sorbonne, un cinéaste et quelques étudiants anglais. Ils avaient prévenu le directeur qui ce jour-là resta simplement chez lui, et ils autorisèrent le personnel à ranger ses affaires. Après avoir descendu l'Union Jack et planté un drapeau rouge, le premier geste qu'ils eurent leur aurait valu les applaudissements des séparatistes : ils descendirent le portrait de la reine Elizabeth. Celui de Winston Churchill prit également le chemin des oubliettes.

« C'est avec le Comité d'Occupation de la Sorbonne et les jeunes travailleurs que nous avons investi cet endroit. Il y a 18 mois nous avons occupé l'Ecole Scientifique à Lon-

dres. Récemment les étudiants français sont venus dans l'Essex, ils ont été très applaudis. »

Quand j'arrivai, le British Institute était occupé depuis un quart d'heure et le « Comité Directeur » répondait aux questions d'une vieille dame, sans doute correspondante de quelque hebdomadaire spécialisé dans le tricot, qui écoutait avec une attention attendrie leurs explications. C'était une scène... typiquement anglaise ! « Nous avions besoin d'un centre d'accueil pour les Anglais, les Scandinaves, les Américains, les Hollandais. L'Ambassade Britannique est venue nous dire que nous ne devions pas rester ici : nous y habiterons. »

Quant aux étudiants canadiens, ils n'eurent pas d'activités particulières, tout au moins qui aient fait du bruit. De Montréal la Faculté des Sciences Sociales envoya une lettre pour marquer sa sympathie et rappeler qu'elle avait aussi fait grève. Des Canadiens ont pris part aux diverses manifestations : il y en eut sans doute avec les étudiants, il y en eut en tout cas, drapeau à feuille d'érable au poing, dans la grande parade gaulliste. La section parisienne de l'UGEQ envoya une lettre aux journaux qui parut entre autres dans le Figaro, dans lequel elle priait le président de la République française de ne pas se servir des « français du Canada » étant donné qu'il laissait expulser un Canadien français chercheur au CNRS, arrêté pendant les manifestations. Le professeur Kastler, prix Nobel, et le CNRS protestèrent également contre cette mesure. En vain; ce chercheur fut reconduit à l'aérogare d'Orly. A la Maison des Etudiants Canadiens de la Cité Universitaire, 50% des étudiants étaient partis, soit en vacances, soit en voyage et il fallut l'ardeur de 2 modérés pour éveiller les esprits à l'importance des événements. Le président des résidents, un étudiant de l'ESSEC très lié avec l'Ambassade et avec M. Tanghe, directeur de la Maison, n'avait nullement l'intention de suivre l'exemple des Espagnols, Mexicains, Argentins ou Brésiliens qui, dans des circonstances locales particulières, avaient investi leurs pavillons. Mais il était attentif au déroulement des activités et participait aux discussions.

Début mai, l'opinion favorable aux étudiants.

Les brutalités policières provoquèrent la naissance d'un curieux phénomène : un vaste sentiment maternel à l'égard des étudiants qui avaient été battus. C'est dans la fièvre de tendresse qui suivit qu'on pardonna les voitures incendiées : quant aux braves petits qui avaient jeté des pavés à la tête des sales flics «quand il y a les voleurs chez soi, on les appelle Messieurs les agents », on était fier d'eux.

Les témoignages étaient sévères pour les forces de l'ordre. Les doléances partirent dans ce sens. Tant qu'ils n'eurent pas compris que les étudiants avaient mis le feu aux poudres, les journaux emboîtèrent le pas d'après le sacro-saint principe qui règle le tirage : il faut toujours donner au lecteur ce qu'il désire. Les rédacteurs en chef eurent d'autant moins de difficultés que les journalistes piaffaient à leur tour d'impatience à l'idée d'écrire la vérité : ce n'est pas tous les jours qu'ils sont payés pour cela ! Les reporters s'en donnaient à coeur joie, ils allaient partout, et la lecture des journaux de ces semaines agitées, de tous les journaux, demeure une source capitale d'information pour l'étude des événements. Même l'éditorialiste de France-Soir commençait à se poser des questions ! Personne ne résistait plus à la Fronde. Il faudra attendre un coup de frein du pouvoir pour que les plumes reprennent le chemin du sensationnalisme, disparu en mai. Pendant quinze jours, ce fut la glorification des étudiants, les interrogations muettes, le regard chargé de sens, vers le pouvoir. Tout d'un coup on sentit, le corps entier du pays sentit que le gouvernement flanchait. Alain Peyrefitte, ministre démissionnaire de l'Education Nationale n'avait sans doute pas un carnet de rendez-vous très chargé à partir du 11 mai ; les autres ministres avaient grise mine, on ne se disputait plus les portefeuilles, on aurait même plutôt aimé s'en débarrasser, on songeait à l'avenir, un avenir terriblement obscurci par un présent délicat à interpréter. Que ça n'était pas drôle, l'envers de la médaille ! « Il y a eu un moment entre le premier discours manqué du général de Gaulle, et le second, réussi . . . » dira plus tard Raymond Aron, sociologue et médecin de famille de la bourgeoisie française. Nous

en étions aux jours qui précédaient le discours manqué, l'annonce du référendum. Pas plus habitués que les étudiants à prendre des décisions par eux-mêmes mais soucieux de leur avenir immédiat, les députés de la majorité avaient perdu la tête : le général partait en Roumanie !

Dans ce climat fiévreux, l'opposition présenta une motion de censure. Le Parti Communiste, qui est au monde ouvrier ce qu'est le gaullisme au monde bourgeois (ces deux entités parallèles se rencontrent, se chamaillent parfois mais évitent de se détruire) lança un avertissement : il présenterait les mêmes revendications économiques à tout gouvernement qui se formerait si la motion de censure était acceptée. Cela ralentit considérablement l'enthousiasme de la gauche, qui fut tiède dans sa plaidoirie et, malgré un climat artificiellement dramatique (il était retransmis sur l'antenne), au cours duquel Edgar Pisani remit sa démission, la censure ne fut pas votée.

4.

Le 13 mai, les étudiants occupent la Sorbonne...

La fête commence à la Sorbonne.

Pendant ce temps, dans la cour de la Sorbonne, on se serait cru à mille lieues de l'Assemblée Nationale. Les étudiants discutaient de problèmes : Contestation, Révolution, Autogestion, Université Critique, auprès desquels la motion de censure paraissait bien pâle, et ils le faisaient en manifestant à l'égard des « vieux » parlementaires une indifférence totale.

La jeunesse n'était plus un mythe. Elle était un monde à part, qui disait m.... à l'autre.

Ce fut l'entrée dans la période divertissante, on vivait dans la splendide intensité du moment, comme quand les parents sont partis à l'enterrement d'un lointain cousin et qu'on invite les petits copains à la maison : le réfrigérateur est plein, on fait venir des amis qui amènent à leur tour les amis des amis (à la Sorbonne ils en vivaient environ 3,000 personnes). On se fait un phalanstère, les parents des amis qui sont restés viennent voir comment ça fonctionne dans ce rêve de leur jeunesse : fraternité, discussions, rêve éveillé. On invite même des ouvriers, plus tard des chômeurs. On fait des projets, on échafaude des systèmes pour perpétuer le charme de cette ambiance innocente, on remplace les vieux meubles

par des drapeaux rouges et noirs, on transforme les salles en accueil pour les beatniks de la rue de la Huchette, en un mot on se débrouille. Tous ceux qui sont au même moment libres peuvent venir. On chante, on discute, on s'agite : on a même des copains, des gens très bien qui s'occupent particulièrement de ça. Ils se sont donné eux aussi des initiales : ça fait, le nom l'indique, initié. Il faut savoir – ceux-là s'appellent le CRAC, bien trouvé pour un comité révolutionnaire d'agitation culturelle. Le CRAC présentait des films à la Sorbonne. On y donna plusieurs fois le très intéressant « Chat dans le Sac » de Gilles Groulx. Il y a un sociologue très répandu, Lapassade, qui fit fortune dans les happenings verbaux et la compréhension avancée de la jeunesse: il y a Jean-Jacques Lebel, le veinard, que la police belge vient de hisser sur le piédestal des héros en le condamnant à 2 mois de prison pour avoir montré des femmes nues dans un spectacle improvisé au Festival de Knokke-le-Zoute – bref, on s'amuse.

Au service de Presse, les journalistes se ruent en quête de nouvelles sensationnelles. Dany par-ci, Dany par-là, on s'arrache la vedette du 22 mars. Depuis qu'il a décidé de faire payer les interviews, la TV américaine lui a même offert $3,000. pour une exclusivité. C'est pratique : il parle non seulement français et allemand mais aussi anglais. Il dit des choses généreuses mais pas trop dangereuses, c'est dans le ton du moment et il n'y a pas de quoi déclencher des émeutes aux USA. En plus ce n'est pas un dégonflé. Il l'a prouvé à plusieurs reprises, puisqu'il a été 2 fois suspendu à Nanterre, ensuite arrêté à Paris et gardé à vue sous une accusation rocambolesque de menaces verbales de mort contre un type du mouvement Occident, relâché, et que pendant les événements il s'est toujours trouvé en première ligne. Dès qu'il disparaît de Paris on se demande : où est-il allé ? Rejoindre une fille, car elles lui courent toutes après et il ne déteste pas la détente charnelle ? ou voir son frère, l'anarchiste aîné Gaby Cohn-Bendit, professeur d'allemand à St-Nazaire et ami des

---

(1) Le CRAC présentait des films à la Sorbonne. On y donna plusieurs fois le très intéressant « Chat dans le Sac » de Gilles Groulx.

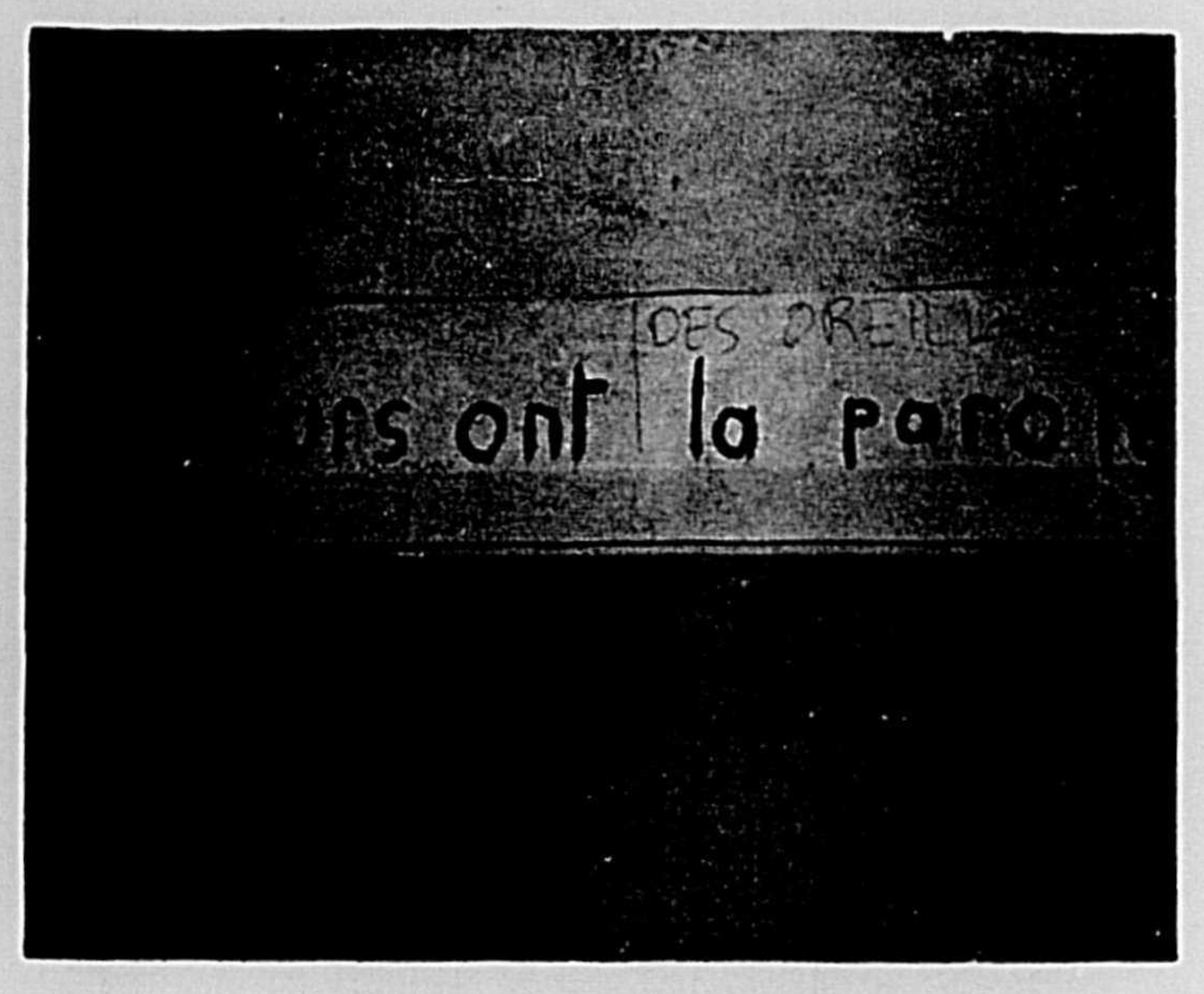
dockers ? ou e nAllemagne chez ses amis du SDS, le groupe de Rudi Dutschke ?

Dans ce climat peu ordinaire, on se rencontre, on analyse. Ensuite un second groupe fait l'analyse de l'analyse jusqu'à ce que tout le monde s'engueule. Mais les disputes ne durent pas. De nombreux tracts sont distribués gratuitement. Tout le monde se donne à fond,[2] et la fête se poursuit avec son étrange enchantement de chose fugitive, unique, imprévisible. Il y a partout des étudiants, boîtes de conserve à la main qui font la quête « Pour nos blessés »: le public est très généreux. Il y a aussi les camelots improvisés qui vendent les nombreux journaux nés depuis le 3 mai : L'Enragé, publié par Jean-Jacques Pauvert et qui se vend à merveille ; Le Pavé ; Action, hebdomadaire de l'UNEF passé en cours de route sous la direction de Jean-Pierre Vigier, attaché au CNRS et frais exclu du PC, qui en a fait un quotidien ; il y a aussi les différents « Cause du Peuple », « Voix Ouvrière », « Lutte étudiante », « Lutte Communiste », tirés à la ronéo . . .

Dans le hall d'entrée rue des Ecoles, des stands pour la vente de sandwiches et de rafraîchissements. Les fauchés sont libres de manger. Le public donne ce qu'il veut. Des beatniks sont assis un peu partout ; la foule défile devant les inscriptions et graffitis de toutes sortes. Sur une colonne, la recette du cocktail Molotov, que le 22 mars avait déjà distribuée à Nanterre aux professeurs ! Peints sur les murs ou inscrits sur des papiers collés, les citations de la Sorbonne sont fort lues et commentées. La plus fréquente : *Interdiction d'interdire.* Liberté, c'est le mot clé de l'enchantement. Tout le monde l'a vivement ressenti — dangereusement, jusqu'à un certain dimanche de Pentecôte . . . mais ceci est une autre histoire.

---

[2] Sauf les irréductibles sceptiques, parmi lesquels il faut bien me ranger. Ce ne sont pas les propos révolutionnaires qui m'impressionnent mais la sincérité et l'intelligence des gens qui les énoncent. Leur proportion est-elle plus forte ici que dans les autres groupes sociaux ? Il y a lieu d'en douter . . . A l'exemple du professeur Touraine, le seul être qui m'ait vraiment touchée est Cohn-Bendit. Il possède un ensemble de qualités assez original; il est intelligent, il est espiègle et *il n'a pas peur des imbéciles.*



Banderole que l'on trouvait dans toutes les Facultés occupées.

« J'aspire à être moi, à marcher sans entraves, à m'affirmer seul dans une liberté. Que chacun fasse comme moi, et ne vous tourmentez plus alors du salut de la révolution. Elle sera mieux entre les mains de tout le monde qu'entre les mains des partis.»

Ecriteau Sorbonne, 20 mai.

Signé : Ernest et les flambeurs de la rue Gay-Lussac.

Comité Enragés-Internationale Situationniste. Groupe anarchiste.

* * *

« On demande volontaires pour le balayage »
Ecriteau permanent.

* * *

« Quand les masses merdoient, les bureaucrates louvoient »

* * *

« Le bureau d'agitation culturelle informe la population que Claude Roy, Marguerite Duras, Sartre, Jean Vilar essaieront de se faire entendre le lundi 20 mai dans le grand amphithéâtre ».

Placard affiché dans la cour.

* * *

« En combattant les monstres, gardons-nous de devenir monstres nous-mêmes. »

Nietzsche-Sorbonne.

* * *

« A tous les homosexuels, voyeurs, masochistes, revendiquez pour que cesse la persécution. »

Début d'un texte vu à la Sorbonne, rapidement disparu.

* * *

« ESPERANCE : ne désespérez pas, faites infuser davantage ».

Henri Michaux —

Citation affichée dans la cour de la Sorbonne, peinte à l'encre sur papier blanc.

* * *

« Il faut systématiquement explorer le hasard »

murs Sorbonne escalier C.

* * *

« Lorsqu'il eut 12 ans, Chico décida qu'il avait appris tout ce qu'il fallait savoir sur les sciences appliquées et quitta l'école. »

Sur papier noir, porte d'entrée de l'amphi Descartes,
Citation de *Harpo* Marx.

* * *

« Sorbonne, rue des Ecoles — école de la rue ».
Comité Gavroche révolutionnaire.

* * *

« Ici salle des gazés ne recevant et ne fonctionnant qu'aux moments « chauds» — (bonbonnes d'oxygène)
porte entrée infirmerie Sorbonne mai.

* * *

« Quand le dernier des sociologues aura été étranglé avec les triples du dernier bureaucrate, aurons-nous encore des « problèmes » ? »
Inscription mur.

* * *

« Décolonisation totale de la vie quotidienne ».
réclame l'Internationale Situationniste.

* * *

« Vive l'Occitanie Libre. »
« Vive la Catalogne Libre. »
« Appel du Front régionaliste Corse »
« Appel du Peuple Kurde, etc.
Inscriptions cour-Sorbonne.

* * *

Il y a même une lettre provenant du Général Headquarters de l'Armée de Libération Galloise qui se termine par ce mot d'ordre :

« Du Québec à l'Oman, de l'Irlande à la Palestine, front uni des peuples opprimés par les impérialistes anglo-saxons.»

* * *

« Les réunions d'information peuvent se tenir n'importe quand, n'importe où, sur n'importe quoi, mais prévenez-en le secrétariat de coordination pour la répartition des salles »— *papier affiché à la Sorbonne.*

Il y avait en effet au premier étage escalier C (ma mémoire est-elle parfaitement fidèle ?) un service de coordination qui divisait chaque matin les amphis en fixant les horaires et les lieux de réunion. C'était pratique pour les journalistes qui, tant que dura ce système, trouvaient répertoriés tous les renseignements quotidiens dont ils avaient besoin. Le service de presse, lui, était à l'étage au-dessus. Marie-Paule en était la principale animatrice. Petite brune coiffée à la mode 1925, d'humeur égale, posée, elle recevait la presse et la TV du monde entier avec l'aplomb d'une publiciste chevronnée. Membre du Comité d'occupation de la Sorbonne, étudiante en sociologie à Paris (on l'avait mise à Nanterre quand elle arrivait de sa province mais elle avait demandé son transfert à Paris), elle était déjà active dans les formations politiques avant les événements. Elle participa au premier groupe qui occupa une salle de Sorbonne pour y tenir un meeting interdit, meeting qui eut un succès mitigé — et, quoique n'ayant aucune expérience du journalisme, elle se retrouva au poste d'attachée de presse qu'elle exerça avec assez d'efficacité pour obtenir les éloges de France-Soir. « Je connais les journalistes pour leur avoir donné des renseignements lors de nos premières manifestations. Aussi trou-

vai-je tout naturel de continuer à les recevoir pendant les événements.» « L'expérience que vous avez prise à la Sorbonne ne pourrait-elle pas vous aider à trouver du travail dans ce métier d'attachée de presse ? » lui demandai-je en la retrouvant par hasard dans un café en juillet. Ma question ne lui sembla pas saugrenue. « C'est difficile de toute façon », répondit-elle simplement. « Pendant l'occupation de la Sorbonne, j'avais la sagesse de rentrer tous les soirs chez moi pour sortir de cette atmosphère de vase clos. Chaque soir, les 15 membres du Comité d'Occupation se réunissaient. Après quoi je partais prendre une douche et manger : détente nécessaire, car le travail prenait environ 12 à 14 heures par jour ». Faire l'école buissonnière à l'école même, quel luxe !

D'autres étudiants s'étaient installés corps et biens à la Sorbonne. Au service des tracts, où l'on tirait environ 30,000 copies par jour au point qu'il finit par y avoir une pénurie d'encre à stencil et de papier, un jeune stagiaire en journalisme, très gentil qui me procurait toute la documentation nécessaire, ne bougeait pas, lui, de son domaine. Il dormait dans quelque coin perdu, se nourrissait sur place de sandwichs, — « la salle à manger de la Sorbonne peut contenir 22 personnes assises, et il y a plus de 2,000 personnes qui mangent ici ! » — de café et, il faut le dire, pâlissait chaque jour davantage. A la fin il avait l'air tellement fatigué, usé par le séjour dans une atmosphère confinée qu'on souhaitait presque la fin de la fête pour qu'il se permette de respirer un peu. Mais la vie familiale paraissait bien terne à côté de la magie qui régnait ici dans l'air, avec le va-et-vient constant des membres des Comités d'Action qui apportaient leurs textes. Marie-Paule, à la Presse, devait régler des problèmes dans le genre de : « Comment reconnaître les photographes qui sont autorisés à prendre des photos, puisque nous interdisons maintenant les caméras, à cause des inspecteurs de la Préfecture qui viennent plus nombreux tous les jours ? » Quand le photographe titulaire d'une autorisation plus souvent qu'autrement verbale, se trouvait pris par un membre du service d'ordre plus porté au soupçon (c'est un phénomène qui se développa assez rapidement), on le rame-

nait au SP. Identifié par les responsables, il repartait travailler, toutes difficultées levées. A la Sorbonne, on était toujours aimable. A l'école des Beaux-Arts, on pria le reporter d'un grand quotidien américain d'aller se faire voir ailleurs. Il n'en est pas encore revenu !

On venait en famille voir les dégâts des manifestations et les étudiants. Un dimanche après-midi, le quartier était rempli comme d'habitude de papas-mamans-enfants contemplant les vitrines brisées,[3] la devanture béante d'un cinéma, les arbres sciés à hauteur de la rue des Ecoles. Un revendeur de livres d'occasion offrait « au rabais pour 25 cents un roman de Delly au titre approprié : « Comme en un beau rêve d'été ». A St-Germain des Prés, un vieux peintre du dimanche avait planté son chevalet de façon à avoir une longue perspective sur le boulevard. Je m'approchai pour voir le sujet de sa « croûte »: au premier plan, un jeune brandissant un pavé pendant qu'une ligne noire de CRS à boucliers s'avance sur lui, tout cela bien léché. Ça changera les touristes de l'éternel Sacré-Coeur de Montmartre !

Comme nous étions loin de l'ennuyeuse Sorbonne où j'avais eu l'idée saugrenue de m'inscrire en 1955. La mine rébarbative des appariteurs, la solennelle platitude des cours, surpeuplés on se demandait pourquoi, m'avaient laissé un tel souvenir qu'au début des événements je ne voulais même pas y remettre les pieds.

Au début, un dortoir avait été installé au rez-de-chaussée. En passant on pouvait voir les vêtements sécher sur les cordes à linge. Quant à l'infirmerie, des médecins bénévoles s'en occupaient. Il y eut un sérieux problème quand le Comité d'occupation apprit que le médecin qui s'était spontanément présenté pour diriger l'infirmerie était attaché à la Préfecture de Police. Réunion, menace d'expulsion. Un jeune infirmier assez naïf qui attendait dans le hall le résultat des

---

[3] Les vitriers ont dû faire fortune au Quartier Latin ! Heureusement les assurances remboursent ce genre de dégâts. De toute façon, il est délicat, quand on est commerçant et qu'on a une clientèle à 70% étudiante, de dénoncer le "vandalisme". Si bien qu'il n'y eut jamais de protestations.

négociations était bien triste : si les choses ne s'arrangeaient pas, il devrait partir. Quelques jours plus tard, ce local était devenu « centre d'accueil de jeunes chômeurs. » J'eus là encore une conversation assez charmante. Un de ces chômeurs, un grand garçon assez joli, beauté populaire mièvre et fruste avec des cheveux châtains crépus, me racontait : « Mademoiselle, je suis chômeur et j'ai la chance de vivre ici une expérience formidable. J'ai toujours éprouvé le besoin de communiquer avec les gens, alors je me suis lancé dans la chanson et je suis allé un jour à l'Olympia, passer une audition. M. Coquatrix m'a dit de revenir plus tard. Je ne savais pas que je ferais mes débuts à la Sorbonne ! » Son premier rôle : rétablir l'ordre dans les discussions au grand amphithéâtre. Il prenait cela très au sérieux et si on n'entendait rien de ce qu'il disait, on pouvait sentir qu'il vibrait à chaque mot ! Un autre chômeur, plus jeune, vint nous retrouver. « Nous nous installons ici pour rester. Le Comité d'Occupation ne nous fera pas le coup qu'il a fait aux infirmiers ! » Ces sentiments me parurent un peu hostiles pour des hôtes à qui on offrait un refuge. La suite confirma qu'ils n'avaient pas l'intention de se laisser déloger.

Les étrangers à la Sorbonne.

Contagieuse, la contestation étudiante était aussi très hospitalière. Les déserteurs américains en France eurent un local à la Sorbonne, où ils donnèrent en mai une conférence de presse. Ils étaient 5 ou 6 : des étudiants dont un Noir. Tout se passait en anglais. Les Comités Viet-Nam National locaux leur apportaient une aide précieuse et le gouvernement français leur accordait droit d'asile ainsi que permis de travail. Animés par des convictions morales, intellectuelles, religieuses ou par manque de conviction, ils publiaient des revues destinées à promouvoir le mouvement de désertion, particulièrement actif en Allemagne. Ils semblaient beaucoup se plaire en France, qui dans l'ensemble leur réservait un bon accueil. Il vint également des étudiants hollandais, de l'ère « post-provo ». Un écriteau à la porte d'une salle annonçait leur arrivée ; je tombe sur un Amsterdamois qui parle français. Première question: « Les Provos ? » — « N'ayant pas de

base politique, ce mouvement s'est dissous. Nous sommes dans une autre phase. Nos problèmes ? Le Plan MARIS. L'Université hollandaise sera transformée dans le sens du plan Fouchet, qui prône l'efficacité d'abord ; les étudiants veulent l'efficacité aussi mais comme moyen, non comme but. Le plan a été secret : c'est le contre-espionnage des étudiants qui l'a saisi. A la tête, il y aura 3 technocrates administrateurs qui donneront les directions de l'enseignement selon les besoins des chefs des usines, les professeurs n'étant pas autorisés à poursuivre les recherches qui leur semblent valables mais celles qui correspondent à l'orientation donnée par les directeurs.

« C'est pourquoi le SVP, mouvement syndicaliste étudiant, assez politisé, se concentre pour le moment sur la structure de l'Université, afin de la changer. Sur les 70,000 étudiants qu'il y a en tout en Hollande, le SVB compte 3,000 membres dont 400 très actifs. J'appartiens au bureau du syndicat. Le SVB revendique, par exemple, en médecine, des discussions entre professeurs, assistants et étudiants pour l'orientation des sujets de cours. La réponse des assistants est très positive, celle des professeurs très partagée. Quant à la population elle n'est pas assez informée politiquement pour sentir l'importance de l'Université sur le plan social. A la mi-mai nous avons occupé un amphithéâtre et la bibliothèque pour discuter. Nous avons invité les ouvriers à discuter avec nous, ils sont venus. Dans toutes les grandes usines de Hollande, des contacts commencent à s'établir entre les directeurs et les ouvriers : la structure autoritaire des usines ressemble à celle de l'université.

« Je suis étudiant en sciences économiques mais chez nous le mouvement est parti de Sciences Po : sociologie, politique et philosophie. A la fin mai, au moment des examens, les étudiants de cette Faculté ont organisé une kermesse invitant les professeurs et les ouvriers ; un professeur a refusé de parler avec les étudiants, qui ont déchiré leur feuille d'examen. La remise en question des examens n'est pas courante en Hollande. A la Sorbonne, ils ont fait tout ce que nous souhaitions, c'est très inspirant ». Ce qui l'a le plus frappé,

c'est l'organisation des Comités d'Action étudiants-ouvriers dans tous les arrondissements. Foyer d'expériences, de discussions, de mise en cause par les étudiants eux-mêmes de leur avenir immédiat ,la Sorbonne aura été tout cela. A Nanterre, pour sortir du ghetto, les étudiants ont un dimanche ouvert la Faculté aux habitants de la ville. Les gens sont allés, surtout les gosses pour qui les pelouses du campus sont un terrain de jeu idéal. Les enfants ont tant goûté la chose que les mamans sont allées gronder les étudiants : « Pierre, ou Jacques, ou Georges est introuvable. Il faut qu'il rentre avant 8 heures » et les futurs sociologues, pour éviter toute « contestation », de partir à la recherche des mômes qui jouaient à colin-maillard entre les bâtiments !

A la Sorbonne, un des services les plus appréciés fut la Garderie d'Enfants. Dirigée par une institutrice d'école maternelle assistée de personnel bénévole, la Garderie accueillait les enfants de toutes les mamans qui venaient discuter dans les commissions. J'ai vu des garçons de 16 à 18 ans promener dans leurs bras des fillettes de 5 ou 6 ans qui faisaient d'eux ce qu'elles voulaient. L'initiative répondait semble-t-il à un besoin pour les étudiantes et les professeurs mariées, qui souhaitent la voir se perpétuer. Elle dura pendant une bonne partie de l'occupation.

Au début de l'occupation, les étudiants décidèrent de mettre en vente les fresques de Puvis de Chavannes qui ornaient l'un des amphis. Quelques peintres rappliquèrent dare-dare pour applaudir : « Excellente idée. D'ailleurs nous vous donnerons de nos toiles pour les remplacer ». Il y eut quelques oeuvres exposées dans les halls (il fallait faire sa cour...) mais le climat n'était pas aux plaisirs de la vue. Quand le goût de contester les prit, peintres et sculpteurs parlèrent d'investir quelques importantes galeries : ça n'aboutit pas.[5] Certains travaillèrent à l'atelier d'affiches populaires de l'Ex-Ecole des Beaux-Arts : on reconnaissait leur style dans de très jolies affiches...

---

[5] Les artistes ont le doigt entre l'arbre et l'écorce. Révolutionnaires ou pas, il n'y a que la bourgeoisie qui a assez d'argent pour les faire vivre.

Un jour le feu prit à la toiture de la Sorbonne. Un briquet malveillant ? Les pompiers vinrent en grand nombre, et les badauds. Chacun s'amusait à ramasser un souvenir parmi les diplômes jaunis : certificats de mathématiques datant de 1920, etc., qui, lancés des combles, volaient dans des nuages de fumée.

Les pompiers, toujours très cordiaux à l'égard des étudiants, se mirent à bavarder avec eux quand l'incendie fut maîtrisé. Avisant le beau casque en métal du pompier avec lequel il parlait, un tout jeune étudiant, sans doute un lycéen, se mit à le flatter : « Ah ! quelle belle chose vous avez sur la tête. En quoi est-ce fait ? En cuivre ? Vous ne voulez pas me le prêter ? » . . . et avec une pointe d'hésitation amusée dans la voix : « Où est-ce que vous les entreposez ? » — « Vous aimeriez bien le savoir, lui répondit d'un ton narquois le pompier ; ça vous serait plutôt utile dans les manifestations ! Mais je ne vais pas vous le dire ! »

Les « chapelles » à la Sorbonne.

L'occupation de la Sorbonne amena dans la cour intérieure une multiplicité de groupes révolutionnaires, d'habitude rivaux mais réconciliés à leur tour dans l'ambiance générale. On vit même, chose incroyable, un jeune homme aux cheveux sur les épaules vendant l'Humanité !

Ces groupes vivent d'habitude dans une semi-clandestinité très propice à l'exaltation. Ils ont deux ennemis à titre égal : le gouvernement bourgeois et le parti communiste. Pendant le mois de mai, ils firent une cure d'air à Sorbonne. Dans la grande cour, chacun avait déployé sa bannière et de gigantesques portraits de Marx (jamais de portrait de Engels : était-il moins photogénique ?), Lénine, Trotsky, Che Guevara et Mao. Chaque groupe avait un stand où on trouvait la littérature révolutionnaire classique. Le drapeau noir flottait à égalité avec le drapeau rouge sur la chapelle ; aux fenêtres également. Les anarchistes y avaient veillé. De l'autre côté de la cour, le Mouvement de Libération de la Palestine faisait un voisinage souvent animé avec les représentants d'Israël, tandis qu'à l'entrée de la salle des amphis

Descartes-Guizot-etc., « Bible et Révolution » attirait à son tour les curieux.

La présence des pro-chinois a fait couler beaucoup d'encre et, d'une façon générale, la question de savoir si les mouvements actifs en mai avaient reçu des subsides de l'étranger. Dans un entretien avec Hervé Bourges[6], deux membres du Mouvement du 22 mars, Daniel Cohn-Bendit et Jean-Pierre Duteuil apportent des précisions intéressantes à ce sujet: « L'Aurore a affirmé récemment: Les chefs sont des anarchistes, l'argent vient de Pékin. Alors nous avons publié toutes nos sources de revenus.

« Lors des assemblées générales il a été décidé que toute interview devait nous être payée, pour que nos sources de revenus soient claires. Pour nous il est exclu de recevoir de l'argent de l'étranger, des partis comme de forces situées hors des partis. Il existe des groupes pro-chinois : qu'ils reçoivent une aide de l'Ambassade de Chine n'a rien d'anormal. Si l'URSS aide le PC, c'est normal aussi. En ce qui nous concerne, il semble que la CIA se soit intéressée à nous ces derniers temps : certains journaux et associations américaines, filiales et intermédiaires de la CIA nous ont proposé des sommes importantes. Inutile de vous dire l'accueil que nous leur avons fait . . . »

Un peu de pagaille chez leur vieil ennemi de Gaulle n'était pas pour déplaire aux Américains, mais les perspectives d'une société sans classes, du pouvoir aux travailleurs et autres slogans dans le même esprit apparus sur banderoles dans les défilés allaient quelque peu modérer leur satisfaction. Quand le Parti Communiste manifesta sa force en déployant dans les rues de Paris ses troupes, c'est-à-dire l'ensemble des gens qu'il pouvait mobiliser pour une action politique, le revirement américain fut subit. On passa l'éponge sur les frasques du général qui fit de son côté amende honorable en accueillant avec une inhabituelle bienveillance le nouvel ambassadeur des Etats-Unis. Les communistes — MM. Waldeck-Rochet, Séguy, etc., en seront peu flattés — avaient

---

(6) Extrait de "La Révolte Etudiante". Ed. du Seuil, Paris.

servi d'épouvantail. Quant à la Chine Populaire elle eut un grand effet sur le spectacle continu de Paris en mai et juin. En version française et romancée, la Révolution Culturelle devint une manifestation joyeuse, pleine d'explosions, de discussions, d'idées d'où toute brutalité était absente. Elle ressemblait peu à ce que m'avait raconté de la vraie révolution culturelle un ami qui revenait effondré de Pékin.

En Chine même, Pékin Information no 23 du 10 juin consacra aux événements un article intitulé « Les révisionnistes français démasqués à nouveau comme de détestables traîtres à la classe ouvrière ». Ce vocabulaire d'excités fleurit encore là-bas. Le rédacteur anonyme faisait du PC, la bête noire de tout le monde, une critique pas toujours inexacte mais en des termes qui relevaient comme d'habitude plus de l'injure que de l'analyse. Faire de la publicité pour les ennuis des gens qu'on n'aime pas ou dont on n'a rien à tirer politiquement, c'est de bonne guerre et de pratique courante. En réalité, la lutte des « bons étudiants » comme les méchants « capitalo-communistes » fut un peu plus nuancée que Pékin n'a bien voulu le dire. Penser que Mao est souvent considéré comme le symbole d'une aventure politique se situant à l'extrême pointe de la liberté ! Si on lisait dans un journal français des hommages à de Gaulle n'atteignant que le millième de l'adoration vouée au Président Chinois par sa presse officielle, les étudiants iraient sans doute déculotter le directeur du journal ! Dans le même numéro de Pékin Information on parle de « notre grand commandant en chef infiniment respecté et bien-aimé le Président Mao », à l'occasion d'un article ayant trait à la décoration à titre posthume du camarade Men Ho, mort pour le peuple en essayant des fusées destinées à la dispersion des nuages. D'abord énumération de ses nobles qualités : fidélité infinie au Peuple (avec un grand P), au Parti, à la pensée de Mao-Tsé Toung et à la ligne révolutionnaire du Président Mao. Puis, conclusion : « tous les camarades de l'armée doivent lever encore plus haut le grand drapeau rouge de la pensée de Mao, étudier et appliquer celle-ci de façon vivante, suivre de près le grand plan stratégique du président Mao, mettre en pratique intégralement ses récentes

directives et accomplir de nouveaux exploits pour le peuple dans la lutte grandiose pour couronner d'une victoire générale la grande révolution culturelle prolétarienne ».

Mais c'est le propre des révolutions que de chercher leurs héros très loin [7]. Che Guevara est encore celui qui présente le plus d'avantages : jeune, aventurier, anti-conformiste et mort. L'Internationale Situationniste avait découvert les Zengakuren, association d'étudiants socialistes japonais unis aux jeunes ouvriers. Toutefois, elle soulignait aussi l'importance de la contestation étudiante aux Etats-Unis. Alors que pour les groupes politiques de la cour de la Sorbonne, l'Amérique semble une notion aussi confuse que la Patagonie. On sait qu'elle représente le Mal, c'est tout et ça suffit. Paresse ? Légèreté ? Fanatisme ?

* * *

Héros et vedettes sont tellement en demande qu'il n'est pas toujours facile d'échapper au culte de la personnalité. Comme le dit Jacques Sauvageot à propos de l'UNEF : « En réalité nous travaillons en équipe et d'ailleurs nous cherchons à nous exprimer de plus en plus par des déclarations collectives, mais la presse a besoin d'un interlocuteur attitré, d'un « gadget ». Alors, c'est moi le gadget ».

Et si le bureau de l'UNEF délègue Jacques Sauvageot, c'est au fond parce qu'il possède le plus d'aptitudes pour expliquer les positions du syndicat étudiant. Nous sommes dans un cercle vicieux. Pendant les événements, les gens du 22 mars, qui ont toujours été sans chef, se sont soudain voulus sans porte-parole. Mais si le mouvement du 22 mars est connu, un seul de ses membres est célèbre : Daniel Cohn-Bendit. Parce qu'il a de l'autorité et de la séduction.

On ne fait pas un grand bout de chemin même pendant les révolutions sans tomber en plein dans les contradictions. C'est leur charme de ressembler à la vie . . .

A un moment les types du 22 mars ont dit : « Nous sommes tous Cohn-Bendit », ce qui voulait dire : Messieurs les

---

[7] D'où sans doute le proverbe: A beau mentir qui vient de loin.

Journalistes, dorénavant, vous vous contenterez de n'importe lequel d'entre nous ». Mais quand les TV se sont présentées à une conférence de presse du Mouvement annoncé la veille en Sorbonne par Dany et qu'ils ne l'y ont pas trouvé, ils sont tous repartis. Ils n'avaient rien pu tirer de clair des militants qui les avaient reçus. Les « égalistes » du Mouvement avaient voulu oublier cette dimension qui n'entre pas automatiquement dans l'analyse de classe : celle du rayonnement personnel. Le rôle que joue l'aspect individuel de la personnalité troublera toujours les calculs théoriques des techniciens et fera toujours l'envie des ambitieux auxquels manque cette grâce spéciale. J'ai eu l'occasion de rencontrer trois types du 22 mars. D'abord un insupportable grand prétentieux, aux Arts Décoratifs : dégingandé, « méprisant le bourgeois », style fils-à-papa sans éducation, la veulerie peinte sur son visage béat ; un second très gentil, avec lequel j'ai assez longuement bavardé, cheveux blonds bouclés, lunettes cerclées de fer, visage très doux, mais qui en me racontant l'histoire et les buts du mouvement avait l'air de réciter une leçon apprise avec une angélique application – et enfin Daniel Cohn-Bendit, le personnage le plus évident de ces journées. Un petit fait amusant lu dans le Canard Enchaîné quand il reparut après la grève, en juin. Un rédacteur était allé à Marseille pendant le mois de mai et dans un restaurant, la patronne lui a proposé : « une bouillabaisse à la Cohn-Bendit... parce que la sauce est enragée ! »

5.

Les grèves commencent

On a beaucoup parlé à partir de la fin mai des voitures incendiées par les étudiants et cela c'était normal. Ce qui fut extraordinaire, ce furent les jours où on n'en a pas parlé !

Le Français a un sens tellement aigu de la propriété que la première chose qu'il construit lorsqu'il achète un terrain, c'est la clôture. Cette constatation, qu'on pourrait qualifier de malveillante venant d'une étrangère, ce n'est pas moi qui l'ai faite. Au cours d'une conversation récente au Cercle Culturel de Royaumont où j'ai passé les 15 premiers jours de juillet, quelques Français: un ingénieur général professeur à Lyon, un professeur de Nanterre, un spécialiste d'animation culturelle et quelques autres personnes abordèrent ce sujet et firent la réflexion qui précède. Ce sentiment de la propriété est tellement puissant que voyant il y a quelques années dans le film « Les Amants », Jeanne Moreau, amoureuse troublée, abandonner sa voiture sur le bord de la route *sans fermer la porte à clé,* je cessai de croire au film. Même pour retrouver le plus superbe des amants, ça semblait un phénomène inconcevable pour un tempérament français. D'ailleurs quand la presse un peu désintoxiquée de son climat de joie des premiers jours recommença à parler des étudiants qui avaient incendié les voitures, l'opinion publique commença à s'agiter.

Pourtant j'ai rencontré un homme dont la voiture avait été brûlée: il me raconta la chose en souriant. Quelqu'un (c'est Adèle Lauzon, je crois, qui vint à Paris en mai) a même vu un homme remettre les clés de sa voiture aux étudiants en leur disant : « Faites-en ce que vous voulez ! » C'est cela qu'on appelle l'euphorie, quand les gens sont tellement portés par l'instant présent qu'ils vivent avec une spontanéité, un désintéressement absolus, comme si demain pour une fois n'existait pas. Et c'est pour cela sans doute que mai laissera des souvenirs uniques à bon nombre de gens qui l'ont vécu. C'était une expérience fatigante, mais qui ne se renouvellera peut-être jamais; c'était l'innocence, le Paradis, la liberté.

Les habituelles drogues: TV, voiture, étaient au rancart. La TV avait eu l'idée géniale de faire la grève. Depuis les années que les travailleurs intellectuels de l'ORTF râlaient en disant que la soumission dans laquelle on les faisait vivre était épouvantable, ils ne pouvaient décemment plus reculer. Pour une fois, ce lourd mécanisme (il comprend des techniciens, des réalisateurs, des comédiens, des auteurs, des pigistes permanents et occasionnels, des producteurs indépendants, des journalistes, du personnel administratif, des employés) parvint à se mettre en branle et la grève fut déclarée.

« Mon fils qui a fait les barricades » . . . dit l'un des reporters sportifs lors de la conférence de presse donnée en Sorbonne par les grévistes de l'ORTF. Le père ne pouvait plus guère hésiter ! Ça ne vint pas vite. L'habitude d'obéir semblait plus ancrée dans ce milieu qu'ailleurs; est-ce parce qu'un journaliste ayant accepté trop de choses se détériore de lui-même ? ou la crainte était-elle plus forte, l'insécurité plus grande devant un patron — l'Etat — avec lequel les liens de travail sont très mal définis, ce qui se traduit par une infinité de cas particuliers, que la Direction peut presque résoudre individuellement ? Enfin, une action collective fut décidée. Dans un tract intitulé: « L'ORTF EST EN GREVE. POURQUOI ? », étaient données les raisons et les but.



Affiche de l'Atelier des Beaux-Arts que l'on retrouvait sur les murs de Paris au moment où les CRS stationnaient en permanence autour de la Maison de la Radio.

L'O.R.T.F. est en grève... Pourquoi ?

Les Journalistes de la radio et de la télévision vous l'expliquent :

Plus de 12,000 techniciens, ouvriers, employés, journalistes, réalisateurs et vedettes ont cessé le travail. Ils veulent être au service des 30 millions d'auditeurs et de téléspectateurs et non pas d'une propagande partisane. *L'O.R.T.F. doit être le reflet fidèle de la France et des Français, de ce qu'ils font, pensent, aiment et souhaitent.* C'est d'ailleurs ce que prévoyait la loi du 27 juin 1964 portant statut de l'O.R.T.F. qui assignait à l'Office de Radiodiffusion et de Télévision Française, « objectivité et exactitude de l'information, possibilité donnée aux grands courants d'opinion de s'exprimer par son intermédiaire ».

Journalistes de la radio et de la télévision, nous entendons exercer notre métier librement. Nous avons toujours cherché à le faire. Mais les pressions du gouvernement et de la direction de l'O.R.T.F., choisie par lui, vous privaient d'une partie de l'information que nous avions recueillie à votre intention.

Une crise grave a éclaté dans le pays. Conscients de nos devoirs envers vous, nous avons tout fait pour vous tenir au courant jusqu'au jour où nous en avons été totalement empêchés. Nous avons alors refusé de vous fournir une information tronquée et, *tous ensemble,* nous avons protesté en arrêtant le travail.

Aujourd'hui le problème est posé. *L'O.R.T.F. doit être indépendant de tout gouvernement et de tout parti.* Il ne l'est pas encore:

- son conseil d'administration est nommé par le gouvernement,
- son directeur général aussi,
- les directeurs de la radio et de la télévision sont, en fait, désignés de la même façon.

L'O.R.T.F. reste la chose du gouvernement

Le pouvoir peut:

– supprimer une émission comme « La caméra explore le temps » contre la volonté des téléspectateurs,
– éliminer des journalistes estimés du public,
– censurer des émissions comme la séquence « Panorama » sur les mouvements étudiants,
– substituer à des reportages effectués dans le monde ouvrier, paysan ou universitaire des déclarations officielles sur le même sujet...,
– détourner l'attention des Français de la situation intérieure du pays vers les problèmes de l'étranger...,
– donner l'antenne à la majorité, la refuser à l'opposition et même à l'opinion publique.

Il en sera ainsi tant que l'O.R.T.F. sera soumis au gouvernement. Il en sera ainsi *quel que soit le gouvernement.*

Pour que cela change, pour assurer aux Français une information complète et impartiale, *le personnel de l'O.R.T.F. a proposé un statut qui prévoit* :

– la nomination des dirigeants de l'Office par des représentants des toutes les forces de la Nation,
– la possibilité pour tout groupe politique, syndical, économique, philosophique ou religieux de faire appel à un conseil d'arbitrage en cas de manquement à l'objectivité.

Ce statut est réaliste: des juristes l'ont étudié, des groupements politiques, des syndicats, des associations culturelles lui ont apporté leur soutien. Il devra faire l'objet d'un projet de loi; les députés que vous allez élire seront appelés à le voter.

Exigez donc de vos candidats, de vos associations, de vos syndicats, qu'ils prennent position. *Cette bataille vous concerne tous.* Les grévistes de l'O.R.T.F. luttent pour vous; ils ont besoin de vous.

* * *

Là aussi, quand tout le personnel de la Maison de la Radio se fut mis en grève, il se créa vite une ambiance joyeuse. Pendant une semaine, chaque jour avait lieu une promenade silencieuse autour du « palais Gruyère », à laquelle participaient soit des artistes ou des écrivains ou des syndicalistes ou des étudiants, et le public. On appela cela l'Opération Jéricho. Le septième jour, toutefois, pas de miracle: les murailles ne s'effondrèrent pas. Et le gouvernement conserva toujours une position dure. Plusieurs cars de CRS ou de gendarmes stationnaient en permanence devant l'ORTF. Mais quand venait à passer Jacques Santi ou quelque autre héros de feuilleton télévisé, les agents lorgnaient leurs vedettes préférées avec l'envie rentrée de demander des autographes.(1) Ils avaient de toute évidence plus de respect pour les acteurs que pour les étudiants !

Les grèves commencent ... et les difficultés

D'ailleurs, les pauvres étudiants n'étaient pas bien accueillis partout. Ils étaient un peu comme ces chiens affectueux qui sautent sur les genoux des dames avec leurs pattes trempées: on commençait à les trouver encombrants. Une première idée qu'ils eurent après la libération de la Sorbonne, ce fut d'investir l'ORTF, rue Cognacq-Jay. C'est sans doute le seul moment où la situation aurait pu être dangereuse, car le gouvernement semblait déterminé à ne pas laisser tomber les moyens de l'information entre les mains des manifestants. Tant pis pour les provinciaux qui ne verraient de la révolution que ce que les contestataires locaux voudraient bien leur faire sur place ! Enfin, quelques heures avant la manifestation prévue pour 7 heures le soir, il fut annoncé qu'elle suivrait un parcours différent. Pour leur enlever de la tête l'idée d'attaquer l'ORTF, on ne pouvait pas amener les manifestants n'importe où. Il fut décidé de canaliser leur énergie baladeuse vers l'usine Renault. Ce n'était

---

(1) Ça doit être un curieux état que d'être condamné par son uniforme à faire peur aux autres, et à ne pas pouvoir manifester des sentiments humains.

pas mal choisi. Les ouvriers, la coopération avec les ouvriers: on avait beaucoup parlé de cela depuis le début des événements et ainsi fut donnée l'occasion à plusieurs étudiants de voir en chair et en os des « gars de chez Renault ». Si les types de Renault qui allaient à la Sorbonne se trouvaient un peu perdus dans cette pagaille splendide d'enfants que, comparés aux métallurgistes, on appellerait gâtés, les étudiants recueillirent chez Renault un accueil qui aurait pu les faire réfléchir sur les possibilités immédiates de la société sans classe. Par ordre des syndicats et aussi un peu par méfiance envers ces fils de bourgeois qui, même bien intentionnés seraient un jours leurs patrons (du moins le sentent-ils ainsi et c'est ce qu'on n'oubliait pas de leur rappeler), les ouvriers n'osèrent pas les laisser pénétrer dans l'usine. On s'envoyait la main, on échangeait des cigarettes mais « vous n'entrerez pas chez nous » — tel fut en définitive l'accueil reçu par les étudiants, qui étaient environ un millier. Le prétexte était la responsabilité envers les machines.

Pourquoi alors insister ? Indéniablement, c'était dans la nature des choses. L'ouvrier est le héros de la mythologie sociale du XXe siècle. Ça ne lui rapporte pas grand-chose d'être un mythe mais il y a des fatalités historiques auxquelles on n'échappe pas ! Son sort est d'attirer tous les "politiques" désireux d'une action revendicative, pour lesquels en général l'analyse prime l'action et la contestation, très souvent sublimation de la vaine critique, est une nécessité permanente.

Toutes les initiatives politiques se basent sur la classe ouvrière, car elle est devenue dans la société industrielle l'élément mobile capable de peser dans la balance. En France, c'est le Parti Communiste qui représente habituellement cette masse, qui canalise ses revendications, guide ses options politiques et organise son intégration dans le système économique général. Cela donne au PC une grande force, une arme de première grandeur, d'autant qu'il est très vilain d'être anticommuniste; cela signifie, vous dira l'Humanité, être antiouvrier.

Or les communistes n'aiment pas qu'on joue avec *leurs* ouvriers, et les étudiants allaient quand même chez Renault. Qui pis est, les jeunes travailleurs auraient voulu les y accueillir. Dans la société communiste très hiérarchisée, très titrée, où joue une discipline monolithique, les « grands-prêtres » n'ont pas l'habitude de voir leurs mandements contestés. Laids comme des petits-bourgeois dont la médiocrité moyenne s'étale sur leur visage, dans la lourdeur de leur démarche intellectuelle et dans leur manque intégral d'élégance humaine, ils n'admettent pas que le bon peuple aille porter ailleurs que chez eux sa fureur révolutionnaire.(2) La révolution sur laquelle ils se basent a été faite il y a 50 ans à 3,000 milles de chez eux. Depuis, ils attendent que le pouvoir veuille bien leur tomber dans les bras – encore ont-ils des doutes sur ce qu'ils en feraient, confortablement installés comme ils sont dans une opposition négative grâce à laquelle ils ne prêtent pas le flanc à la critique. Leur psychologie consiste uniquement à faire sentir qu'ils possèdent dans la classe ouvrière une masse de pression à l'intérieur du pays. A ce titre, ils jouent un rôle précis: ils sont un facteur d'équilibre international, reprenant la politique russe dont ils sont un écho assourdi sans chercher à l'imposer, ce que les Etats-Unis ne toléreraient pas, comme il a été perçu plus haut. Mais pour qu'ils puissent jouer parfaitement ce rôle, la masse qu'ils représentent doit être homogène et marcher sous une seule férule. En voulant se faire inviter chez Renault. les « agitateurs étudiants » menaçaient cette unité.

L'Humanité était enragée contre les « gauchistes ». « Si les étudiants envahissent la tour Eiffel pour s'emparer du poste de transmission radio (ou TV, je ne sais plus), avait dit un agent de police pour rigoler, nous en scierons les pieds ». L'Humanité, elle, n'avait pas le coeur à rire : elle accusait les étudiants de faire des « provocations » telles

---

(2) "Les vieux militants prolétariens expliquent aux jeunes travailleurs écoeurés que le PCF est devenu un parti bourgeois, qu'il a reçu des "piqûres d'amollissement". Texte affiché à la faculté des Sciences, le 30 mai.

qu'elles obligeaient les policiers[3] à avoir une attitude répressive, les étudiants portant la responsabilité de cette répression.

Cette logique tortueuse et fumeuse servit aux campagnes antiétudiantes de M. René Andrieu, rédacteur en chef du Quotidien du Parfait Ouvrier. Mais elle ne fut pas du goût de tout le monde. Un tel respect des valeurs établies choqua nombre d'ouvriers et de syndiqués. Aragon, directeur des Lettres Françaises, hebdomadaire communiste assez édulcoré sur le plan politique, voulant prouver qu'il n'était pas, comme le lui avaient dit les amis de Cohn-Bendit, une « vieille barbe », consacra aux étudiants un numéro spécial. Les autres intellectuels du Parti craignaient la défection de leurs semblables ! André Barjonet, secrétaire du Centre d'Etudes Economiques et Sociales de la CGT démissionna avec perte et fracas, les militants se mirent à outrepasser les consignes, certains délégués délaissaient les directives centrales pour chercher au mieux des solutions à la base; la situation était « anormale ».

---

[3] Peut-être affiliés à la C.G.T. !

6.
Les leaders du mouvèment étudiant

Devant la vague de grèves qui s'étendit après la nuit des barricades, les leaders étudiants ne se faisaient pas d'illusions sur le pouvoir d'attraction de leurs problèmes: ils savaient que le mouvement ne pouvait vivre que de revendications universitaires, quelle que soit la profondeur de la crise à l'Université. Aussi débordèrent-ils rapidement vers l'agitation politique et la contestation.

La répression avait fait l'unanimité du mouvement étudiant, et 3 groupements se retrouvèrent à la tête: UNEF, SNES Sup et Mouvement du 22 Mars.

D'abord l'UNEF

Vice-président de ce syndicat qui somnolait jusqu'alors, Jacques Sauvageot entra avec satisfaction dans la lutte: il sut prendre des responsabilités. Notamment lorsque la Préfecture de Police dénonça la participation de blousons noirs aux manifestations, le vice-président de l'UNEF les couvrit en disant qu'ils avaient autant que les étudiants le droit de contester une société qui les brimait. Habile mais ne reculant pas facilement, il était un de ceux dont les mots d'ordre furent le plus suivis. Il rencontra Cohn-Bendit pour la première fois dans un car de police lorsqu'ils furent arrêtés ensemble dans la cour de la Sorbonne. A cette époque, avait déjà eu lieu l'incendie de la permanence des Lettres par

un commando Occident. Il n'y eut pas de poursuites contre les auteurs de cet attentat et le Mouvement n'eut pas le sort de ceux d'extrême-gauche: il échappa au train d'interdictions de juin.

Pour prendre contact avec Sauvageot, il suffisait d'aller aux bureaux de l'UNEF rue Soufflot. Au deuxième étage d'un immeuble bourgeois, le paradis du célibataire ! Des mégots partout, des cendriers vides, des tasses de café fatiguées, peu de chaises, des liasses de documents en équilibre précaire conservés par une couche de poussière. Il y a un bureau d'accueil avec cette affiche: « On n'entre pas sans raison valable » mais il n'y a personne au bureau d'accueil. Je finis par tomber sur un jeune type: il est de Lyon et ne peut pas me renseigner. Un autre visiteur: un cheminot de la région toulousaine venu porter un poème d'éloge à la révolution. On s'occupe de moi à la fin et Jacques Sauvageot lui-même me fixe rendez-vous pour le lendemain.

Né à Dijon il y a 25 ans, il a fait ses études dans cette ville: licencié en droit, en histoire et en histoire de l'art, et il prépare un 3e cycle d'Histoire de l'art, toujours à Dijon. « Monté » à Paris depuis qu'il est à la tête de l'UNEF, a gardé une petite pointe d'accent. Milite dans le syndicat étudiant depuis 5 ans, a d'abord été président de Corpo, puis élu à l'Assemblée Générale et depuis novembre 1967 exerce la fonction de vice-président. Le président étant démissionnaire depuis mars 1967, c'est lui qui est chargé de ce rôle. « Comment les événements ont-ils évolué ici ? »

« L'Assemblée Générale de l'UNEF en avril 68 a été interrompue par des éléments d'extrême-droite et reportée sine die. »

Sauvageot n'est pas très grand mais il a un joli visage aux traits bien coupés, assez personnel, avec de fort beaux yeux bruns au velouté méditerranéen. La bouche n'est pas d'un homme souriant: elle marque une pointe de mécontentement qui sans doute est là pour la vie. Il a un débit très

rapide, est très affirmatif et on peut dire à la longue qu'il y a plus de paroles que d'idées dans sa conversation. Mais les idées sont intéressantes.

A Hervé Bourges qui lui demandait[1] s'il avait été surpris par la soudaineté et l'ampleur de la mobilisation étudiante, il répondit:

« La révolte étudiante était inévitable et prévisible: il suffisait d'analyser la situation de l'université française, celle aussi des universités étrangères, et les luttes qui ont éclaté en Italie et en Allemagne, par exemple. L'université joue dans la société et en particulier dans l'économie un rôle de plus en plus important. Elle détient le monopole de la formation intellectuelle et de la recherche qui conditionnent étroitement tout développement économique. Cela veut dire que tout le système économique doit de plus en plus tenir compte de l'université et avoir une influence de plus en plus directe sur elle. Cela signifie donc que l'université en système capitaliste est de plus en plus soumise aux critères de cette société. *On demande aux étudiants d'avoir un certain esprit critique alors que les études sont telles qu'elles ne leur permettent pas de l'exercer. Par ailleurs, les étudiants se rendent compte que plus tard ils n'auront pas la possibilité de jouer dans la société un rôle qui corresponde à leur formation.* Ce double phénomène est, je crois, la cause profonde de leur révolution. Dans un avenir proche, le monopole le plus important de toute société sera celui de l'enseignement parce que le développement économique lui est surbordonné. De plus, il y a dans tous les pays, et non pas seulement dans les pays capitalistes, une volonté chez les étudiants de refuser tout asservissement idéologique. Sur ce fond de malaise croissant, la conscience que le pouvoir allait instaurer une *sélection* extrêmement dure à la prochaine rentrée nous donnait à penser qu'il y aurait alors une explosion brutale. Aussi les responsables de différents groupes et nous-mêmes à

[1] Hervé Bourges, "La Révolte Etudiante".

l'UNEF, nous nous tenions prêts à organiser le mouvement à la rentrée. »

Il s'organisa de lui-même et bientôt allait naître une revendication généralisée:

Pouvoir étudiant

« Le pouvoir étudiant peut-il exister à l'état absolu ? » demandai-je à M. Sauvageot.

« Bien sûr que non. La formule est ambiguë. Elle exprime d'abord la revendication du pouvoir et une volonté de contestation permanente accordée aux étudiants grâce au *droit de veto* sur toute décision prise dans l'université; elle exprime en second lieu notre volonté de jouer un rôle actif dans l'enseignement. » Diriger, s'intégrer, contester: nous voilà encore dans les contradictions !

« D'abord, décider et organiser les études et les activités. La formulation de cette revendication date de plusieurs années. En particulier elle est faite par la Fac des Lettres depuis 4 ou 5 ans. Ensuite la contestation. Dans la société capitaliste, l'Université ne peut que préparer les cadres, satisfaire les besoins de l'organisation. Dans la mesure où l'Université peut s'ouvrir aux travailleurs, elle devient socialiste et permet une attitude critique: comprendre ce qu'on fait et pourquoi on va le faire ». Il reste à prouver que la présence des fils d'ouvriers rend l'Université socialiste !

« Le pouvoir étudiant est-il la même chose que le pouvoir ouvrier ? »

« Non. La notion de pouvoir étudiant est, je le répète, ambigue, elle n'a de sens que s'il y a le pouvoir ouvrier. »

« C'est un peu ce qui s'est fait à Pékin ? » lui demandai-je.

« Situation chinoise, connais pas, me répondit-il avec grand empressement, c'est très difficile à juger. Les deux points a) contestation permanente et b) volonté de jouer un rôle actif, sont plus ou moins contradictoires et en même temps simultanés...»

« N'avez-vous pas un peu flirté avec Mendès-France ? »[2]

« L'UNEF n'entretient pas de relations avec les organisations politiques. Il n'en reste pas moins que notre action implique une certaine ligne politique et qu'elle peut partir d'une analyse assez semblable à celle du PSU. Certains militants de l'UNEF sont PSU, dont moi. »

« Cela ne vous gêne-t-il pas, étant donné l'attitude fermement négative des étudiants à l'égard de tout ce qui est élection ? »

« On entre dans le jeu des forces politiques d'une façon ou de l'autre. Les étudiants sont extrêmement politisés, et le PSU refuse de s'allier au parti communiste. Il cherche à profiter de la tribune qu'offre la campagne électorale, organisant des meetings contradictoires pour développer une ligne qui se rattache le plus au mouvement étudiant. »

« Lorsque nous avons organisé la manifestation à Charléty, nous avons fait notre propre service d'ordre, il n'y a pas eu de provocation policière et nous avons attiré dans le calme 30,000 personnes. C'était là un phénomène important. Non seulement se trouvaient réunis là des gens qui avaient fait les barricades mais à chacun apparaissait la possibilité d'un parti nouveau, contestataire, refusant le PC. Quand nous avons appelé à une manifestation à la Gare de l'Est après la mort de Gilles Tautin, notre idée c'était de renouveler Charléty. Le gouvernement a rendu impossible cette réunion: il voulait éviter qu'on voie des travailleurs à côté des étudiants. Il a procédé habilement en empêchant la manifestation de prendre forme, et en repoussant les groupes assez brutalement, il est parvenu à créer un climat d'excitation. »

---

[2] Un soir à la Sorbonne une bruit courut: Mendès-France va parler. On bat le rappel des journalistes. Au moment prévu, pas de Mendès. Canular ? Projet avorté ? A Charléty, il est présent. Comme de Gaulle en 1958, il ne dit rien. Il se contente d'apparaître. Mais il en faudrait plus pour séduire les étudiants, et les quelques tentatives faites de le pousser à la faveur des événements ne rencontrent pas de climat psychologique favorable. Il restera sur la touche, et le gouvernement fera de son mieux pour que PMF ne soit pas réélu à Grenoble. Aucune concession d'aucun côté. L'ère n'est pas aux modérés libéraux.

N'eût-il pas mieux valu alors trouver une autre formule? En effet, cette manifestation marqua le début de la lassitude. Le pouvoir avait bien joué son jeu: les étudiants avaient-ils, eux, manqué d'imagination ? Mais de sentir que vous pouvez faire descendre la foule dans la rue, n'est-ce pas là une perspective parfois irrésistiblement grisante ?

« Par qui les décisions de l'UNEF sont-elles prises ? »

« Le bureau se réunit tous les jours pour discuter: il comprend 10 membres. »

« Pouvez-vous dès maintenant (nous sommes le 14 juin) faire une synthèse de ce qui s'est passé ? »

« Rien n'est fini, nous pensons à l'Université d'été. Les axes principaux de la réforme de l'enseignement que nous demandons: *refus de la sélection, autonomie, suppression des examens,* nous les maintenons. Nous réaliserons des Universités Populaires dans un certain nombre de Facultés, qui seront un lieu de discussions politiques et syndicales.

« Nous maintiendrons une liaison permanente entre les luttes étudiantes et les luttes ouvrières. Le Service International de l'UNEF réunira bientôt ses Etats Généraux. A l'automne, nous verrons. »

Les enseignants réagissent à leur tour

Alain Geismar, directeur du *SNES Sup,* syndicat de l'enseignement supérieur. Maître assistant à la Fac des Sciences en physique, Ingénieur des Mines, docteur en physique des solides, membre du Comité National de la Recherche Scientifique. Parisien de naissance, âgé de 29 ans, le visage rond, les cheveux noirs bien plantés: un nerveux rentré, l'air pas très épanoui. Je le rencontre aux Arts Déco[3] où le Mouvement du 22 Mars a une permanence. Il est en blue jeans et s'est assis sur un coin de table avant de me demander pour qui j'écrivais. Pour la presse écrite j'ai eu droit à une conversation gratuite. La veille, Radio-Canada avait dû donner un cachet. Au fond c'est normal. Radio-Canada paie les gens

(3) Ecole des Arts Décoratifs, rue d'Ulm.

s'ils interviennent dans une émission dans le cadre de leurs occupations professionnelles. Geismar fait la révolution. A voir les résultats obtenus, on ne peut nier que ce soit professionnel ! Les journaux ne paient personne[4]. D'aileurs je ne manque pas d'interroger Geismar sur la valeur du principe qu'il a énoncé. Il n'en est pas entièrement convaincu. C'est lui qui m'apprend que la TV américain a offert $3,000 à Dany Cohn-Bendit. « Ça crée des problèmes », ajoute-t-il.

Le tiers des professeurs fait partie du syndicat du SNES Sup. Les difficultés viendront pour Geismar surtout des communistes, réformistes et « anticontestataires », qui l'amèneront à donner sa démission.

« Pendant une première période, nous avons d'abord contesté l'Université puis est survenue la réaction sentimentale des ouvriers. Par la suite, voyant que le Pouvoir canait, nous avons fait un front commun avec eux pour mener la lutte. Quand cette lutte a atteint un certain degré de radicalisation, le problème du pouvoir s'est posé consciemment chez les étudiants et plus inconsciemment chez les ouvriers. Le durcissement de la bourgeoisie nous a menés à la phase actuelle. » Geismar est, disent ceux qui le connaissent, le plus politique des 3 leaders.

« *Comment vous êtes-vous adapté à ces conditions nouvelles ?* »

« Ce sont les structures de l'action qui se sont formées d'elles-mêmes. Maintenant l'action est minoritaire dans la population, ce qui impose la coordination à tous ceux qui sont prêts à aller jusqu'au bout. Le parlementarisme implique qu'on joue le jeu alors que notre opposition envers la campagne électorale est absolue. »

« Je milite dans les Comités d'action pour essayer d'arriver à la coordination des activités. J'utilise mon caractère marginal, n'étant membre d'aucun parti, pas même du PSU puisque je l'ai quitté il y a 3 ans. J'y avais adhéré au moment de la guerre d'Algérie. »

---

[4] Sauf leurs rédacteurs, bien sûr.

Après avoir mené une action d'avant-garde à la tête du SNES Sup, Alain Geismar, bien que réélu, a soudain décidé d'abandonner la direction du syndicat. « J'ai résigné mes fonctions au SNES Sup, parce que ce que je faisais gênait à la fois le SNES et le mouvement. Quand je parlais, c'était toujours à la pointe du mouvement global et cela embarrassait le syndicat. Il était très difficile de tirer une ligne claire entre mes options personnelles et celle des enseignants que je représentais. »

« *Que ferez-vous dorénavant ?* »

« Je prépare maintenant la coordination militante. Cela est possible dans la mesure où je suis accepté par tous les groupes, car je ne défends aucune « boutique ». La confrontation idéologique se fait dans l'action. Il y a eu mouvance permanente: l'action est menée maintenant par des gens résolus. Moi je suis capable de faire la liaison entre les différents groupes. Actuellement nous en sommes à la divergence barricade-portefeuille ». Hélas, les portefeuilles ne sont pourtant pas de bois mais ils pèsent plus lourd que les barricades ! On le verra bien vite.

« Le soir je fais le tour des réunions et participe aux débats des Comités d'action, qui sont de plus en plus répandus dans les quartiers. » — En quoi ils consistent ?

« A partir du moment où il y a un minimum d'analyse qui leur est commune, des gens acceptent de se réunir sans que cela implique la renonciation à l'idéologie propre à chacun. Ils sont regroupés par districts, facultés, entreprises et quartiers. »

Oecuménisme de gauche ? C'est là une tentative difficile à réussir et il ne semble pas qu'au grand jour en tout cas les CA aient abouti.

« La nouveauté du système c'est l'instauration de la démocratie directe. J'ai eu la curiosité d'assister à plusieurs assemblées de ce mouvement initiateur du 22 mars, dans lequel on compte un certain nombre de leaders, au sens sociologique du terme, mais pas de chefs, pas de bureau,

moins encore de bureaucratie, où tout le monde parle dans « tous azimuths »: l'assemblée ne vote pas, il se dégage un certain nombre de lignes de force et n'importe lequel des militants du mouvement peut les exprimer. Il est impossible de savoir si ce genre d'expérience est généralisable à l'échelon d'une société; il n'en demeure pas moins que le principe de la délégation de pouvoirs à un bureau d'organisation, à un député, à un conseiller général, est remis en cause ». Entretien avec Hervé Bourges, Ed. du Seuil.

Le Mouvement du 22 Mars

Cette réflexion d'Alain Geismar donne bien le sens de ce que fut ce Mouvement si divers et si peu orthodoxe.

Par sa souplesse même, il a joué un rôle plus grand que les autres organisations et son attitude désintéressée fut peut-être son facteur le plus corrosif. Analystes capables de saisir les rapports de force au cours de l'action, de monter en épingle les faits psychologiques importants et de les transformer en arguments de choc, ses militants exaltent tout ce qui est spontanéité et publicisent chaque solution individuelle ayant une *valeur exemplaire:* c'est là une notion qui revient souvent dans leur vocabulaire. Il est normal qu'ils se soient opposés à la CGT, organe ouvrier d'un parti où toutes les décisions prises dans des cas particuliers doivent être le reflet d'une interprétation générale, où il existe donc un nivellement, une destruction de l'individualité par sa refonte dans le tout.

Après avoir vu son principal artisan expulsé du pays, ce groupement a récemment été dissous par le gouvernement français.

De quoi est-il composé ?

« Nous ne sommes pas des enragés. Ce terme tendrait à prouver que nos motivations sont simplement d'ordre passionnel. Ni des révolutionnaires, car nous n'avons pas un programme d'action défini. Le terme qui conviendrait sans doute le mieux, c'est celui de révoltés. Oui, nous sommes en

révolte. Oui, nous en avons marre. » Déclaration de Cohn-Bendit le 4 mai.[5]

« Nous ne voulons pas non plus attendre des largesses, des cadeaux: le droit de recevoir des filles dans nos pavillons, celui d'avoir une salle. Il faut maintenant compter avec nous. Nous ne voulons pas qu'on nous impose un destin, nous voulons le choisir. Même si on nous promettait le paradis nous le refuserions. CAR NOUS VOULONS LE PRENDRE. » Cohn-Bendit.

« Nous ne sommes pas un mouvement syndical. Nous ne nous préoccupons pas uniquement des problèmes propres à l'université, mais de ceux de la société. C'est à la suite d'une analyse politique calme, raisonnée, que nous avons abouti à la conclusion que le seul changement intéressant était celui, révolutionnaire, qui affecterait la société. Etant dans l'université, nous nous y battons, mais nous savons que tout est lié. Notre critique de l'Université ne peut qu'aboutir à une critique de la société, d'où la nécessité d'étendre notre action et de déborder le cadre universitaire. » O. Castro, Table Ronde à Radio-Luxembourg, 17 mai 1968.

« Nous refusons un monde où la certitude de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de périr d'ennui. » Cohn-Bendit.

Avec le jeune anarchiste nanterrois, le péril n'était pas grand !

Le Leader du 22 mars

La seule fois où j'ai vu Cohn-Bendit, ce fut lors de la conférence de presse qu'il donna la nuit du 28 mai à la Sorbonne, lors de son retour clandestin en France. J'étais à la maison en train de lire, heureuse d'être restée sage pour une fois, quand j'entends aux nouvelles de 23 heures: « Conférence de presse à la Sorbonne sur le retour de CB en France. » Je me rends donc au service de Presse, croyant qu'on allait simplement confirmer la nouvelle et donner quelques détails quand surgit dans la salle déjà remplie de reporters de tous

---

(5) Extrait des "Citations de la Révolution de Mai, recueillies par Alain Ayache", Jean-Jacques Pauvert, ed.

pays, un membre du Comité d'Occupation qui nous prévient: *Dany parle au grand Amphi.* Il viendra vous voir dès qu'il a terminé. Le fameux rouquin, « l'anarchiste allemand » comme l'appelle l'Humanité qui n'ose pas l'appeler « juif », va donc venir là dans quelques minutes. Ma curiosité est très vive. Déjà il a été interviewé à la Télévision par des journalistes triés sur le volet et il a échappé à tous leurs pièges, dit-on: mais je ne l'ai pas vu.

Nous attendrons jusqu'à une heure, les journalistes grognant à qui mieux mieux. Nous sommes si nombreux qu'il a fallu nous reloger dans une bibliothèque. Il y a en face de moi un escabeau. Quand Cohn-Bendit arrive, pressé de toutes parts, il trouve plus simple de s'installer sur cet escabeau. Cela me permettra de l'observer tout à mon aise. Il est plus grand que j'aurais pensé, porte un pull bleu et s'est teint les cheveux en noir. « Who died your hair ? » demande un Anglais. « A very beautiful girl », répond-il, conscient de l'effet qu'aura cette boutade.

Faire savoir que la Révolution n'est pas sévère: c'est de la bonne publicité ! Dany (les journalistes l'appellent par son prénom) a le front large des têtes bien faites, le regard intelligent et lucide, des yeux très bleus. Quant au reste du visage, avec les joues bien en chair, la bouche rieuse qui souligne le regard malicieux, il y dure quelque chose d'enfantin. Dans son attitude générale, une certaine spontanéité chaleureuse sert de contrepoids à la maturité intellectuelle. Il mène sa conférence de presse comme un vieux routier, profitant avec une totale placidité de la tribune qui lui est offerte, comme si les journalistes assemblés étaient des écoliers, (ce qu'ils sont généralement. Quand ils grandissent, il écrivent des livres !)

Quelques journalistes cherchent à savoir par quelle frontière il est rentré, si possible qui l'a conduit, qui l'a aidé et autres questions insidieuses. Il évite les réponses qui mettraient en cause d'autres personnes mais sans se fâcher, il répète quelques idées-thèmes: le travail des ouvriers est pénible ; puisque la France accueille des travailleurs étrangers, elle doit leur accorder des droits politiques égaux à

ceux des Français; « C'est Fouchet qui a semé le désordre et non moi, alors qu'on reconduise Fouchet à la frontière ». Est-il possible que le pouvoir ait peur de lui ? Sont-ce là des propos incendiaires ? Hélas les messieurs au bec pincé qui ont obtenu son expulsion veulent que ce soit lui le responsable... Aux dernières nouvelles, Cohn-Bendit a engagé une procédure judiciaire contre son arrêté d'expulsion. Ce garçon volontaire et combatif n'est pas enclin au fatalisme. Après tout, Fouchet n'a pas été reconduit à la frontière, mais il a été accompagné jusqu'à la porte de sortie du Ministère de l'Intérieur.

Le Parti Communiste et les mouvements étudiants

Pas plus respectueux de la gauche que de la droite, Cohn-Bendit s'est fait un ennemi mortel du Parti Communiste. Lors du défilé du 13 mai, au cours duquel près d'un million de personnes formèrent cortège dans les rues de Paris pour protester contre la répression, il déclara: « Ce qui m'a fait plaisir cet après-midi, c'est d'être en tête d'un défilé où les crapules staliniennes étaient dans la remorque ».

Il n'est pas exagéré de dire que ces propos d'un anarchiste de 23 ans déplurent. Surtout que pendant les événements le Parti Communiste fut pris de court. Il avait cru le 3 mai à un phénomène passager et ne tarissait pas d'injures et d'insinuations sur ces « gauchistes et ces anarchistes », ennemis mortels des Soviets depuis que ceux-ci, prenant le pouvoir en Russie grâce en partie aux anarchistes, avaient mis au rancart des petits rigolos qui ne croyaient pas aux bienfaits économiques de l'Obéissance aveugle.

Mais il fallut vite déchanter. Les formules du 22 mars étaient plus populaires que les siennes. Les ouvriers déclaraient spontanément la grève, occupaient les usines sans attendre les mots d'ordre des syndicats, qui ne purent faire autrement que de suivre. C'étaient surtout les jeunes ouvriers qui adoptaient des positions radicales et c'est sur leur initiative que l'usine Renault de Cléon fut occupée, faisant rapidement tache d'huile et amenant des réactions en chaîne dans tout le pays. « Ce sont les grévistes qui ont élu directement les comités de grève que la CGT s'est en-

gagée à consulter », admettait plus tard Georges Séguy, sont actuel président. Les groupuscules d'enragés contaminaient à un rythme effrayant les travailleurs ! Les communistes très tôt ressortirent la célèbre phrase prononcée en 1936 dans une situation analogue par Maurice Thorez: « Il faut savoir finir une grève ». Difficile quand on ne l'a pas commencée.

Les syndicats, CGT mais aussi CFDT, CGC,(6) etc, étaient dans une situation délicate: la base demandait des comptes, la confiance passive ne régnait plus. Les ouvriers ne voulaient plus se contenter des revendications professionnelles habituelles, c'est-à-dire augmentation de salaires, mais ils entendaient porter la grève sur un plan politique et certains commençaient même à mettre en cause les structures économiques. La fièvre de la Sorbonne avait gagné leurs rangs. A Nantes, la ville tout entière fut un moment entre les mains des grévistes. Le 22 mars donnait son entier appui à ces initiatives et de toutes parts le PC était débordé sur sa gauche.



Affiche sur les murs de Paris.

(6) Confédération Générale des Cadres, syndicat apolitique.

Le mouvement général s'élargit sous la pression des faits

Sous la poussée des événements, les cloisonnements commençaient à tomber à tous les échelons sociaux. Même les cadres, traditionnellement liés à la direction, mettaient en question leur syndicat jugé trop modéré. Ils envahirent les locaux du Comptoir National du Patronat Français et dans plusieurs entreprises se joignirent, à leur grand étonnement, aux manifestations ouvrières !

La fronde grondait dans tous les azimuts. Les structures autoritaires en prenaient pour leur grade: « Les grands-papas à la casserole », tel semblait être le leit-motiv national. (Quand tout le monde aura jeté sa gourme, en restera-t-il quelque chose ?)

Lors d'une conversation à l'Institut de Sciences Politiques avec un membre du 22 mars, l'apparition d'un terme nouveau me frappa. « Les gens de la Société Alsthom sont venus nous voir: ils nous ont demandé de leur dire ce qu'était *l'Autogestion*. Alors des étudiants ont pris contact avec des ingénieurs-conseils et il y a des commissions à la Faculté de Droit qui étudient le problème. Chez Alsthom, ils n'étaient guère syndiqués, ce qui a rendu plus facile cette action. Leur demande a été admise par le délégué CGT. CFDT est aussi d'accord pour un certain type d'autogestion réformiste, de style suédois. On a étudié le cas yougoslave. On ne veut pas de socialisation par le haut mais par la base. »

« La grève à Alsthom est surtout politique: ils luttent pour les libertés syndicales. Il y a environ 10 à 15% d'ouvriers syndiqués en France. La CGT regroupe 50% de ces syndiqués. Lors des grèves, les non-syndiqués s'adressent aux syndiqués pour inscrire leurs revendications sur les cahiers. Mais les syndicats sont des formes sclérosées. »

« Nous soutenons les grévistes. On va les voir, à la Snecma, dans les assurances, mais ce serait irresponsable de notre part d'insister auprès des travailleurs pour qu'ils continuent la grève. »

« Le mouvement du 22 mars s'est occupé de les ravitailler en prenant contact avec les producteurs de pommes de terre, on a aussi réussi l'opération poulets, achetés au prix coûtant. »

La guerre est déclarée entre « groupuscules »: UNEF, SNES Sup, 22 Mars et le PC

Cela faisait beaucoup de fantaisie aux yeux d'un organisme sérieux comme la CGT. Pendant longtemps le puissant service d'ordre de cette centrale ouvrière a repoussé sans amabilité les éléments extérieurs qui voulaient participer aux différents cortèges et tout a été fait pour empêcher que les groupes politiques trotskystes ou anarchistes ne prennent contact avec les ouvriers. (Un jeune danseur de ballet qui appartient à une organisation de ce genre m'a raconté qu'il va à la porte des usines distribuer des tracts, mais il en est chassé par les cégétistes dès qu'on l'aperçoit.)

Mais cette fois il faut faire contre mauvaise fortune bon coeur. L'agitation à la base est trop sérieuse. Sous cette influence et à son corps défendant, la CGT est obligée de politiser la grève alors qu'elle n'a pas d'autre hâte que de reprendre en main ses groupes et de les ramener au bercail, munies d'un supplément de beurre à mettre sur les épinards. Sinon quel effet ferait ce manque de sérieux sur les messieurs bourgeois avec lesquels on se retrouvera à la Chambre ? On verra donc pendant quelques jours s'ajouter aux revendications professionnelles des slogans antigaullistes. « Voyez-vous, Messieurs, je crois qu'il est temps de siffler la fin de la récréation » aurait dit le président de Gaulle à ses ministres à la fin du Conseil du 28 mai. Pour le PC il faudra patienter encore assez longtemps avant de lancer le coup de sifflet. Aux entretiens de Grenelle, menés avec combativité par Georges Pompidou au nom du gouvernement, on voit sortir Georges Séguy, l'air très satisfait de lui-même. Mais l'annonce des accords ne plaît pas à tous les ouvriers. Benoît Frachon se fait huer chez Renault et ne parvient à se faire entendre qu'en changeant illico de disque et en suggérant la poursuite de la grève. C'est encore pire quand, l'Etat ayant malgré les

accords de Grenelle fait investir par les CRS l'usine nationalisée Renault à Flins, Alain Geismar et les étudiants viennent soutenir les ouvriers. [7]

Quant à Dany Cohn-Bendit, il est devenu la bête noire. "Les manifestations en faveur de Cohn-Bendit ne peuvent être que division, diversion, provocation". Humanité, 24 mai. "Nous constatons un renouveau de publicité à l'égard de ce personnage, animateur de ce que l'on appelle "le Mouvement du 22 mars". Nous n'avons pas l'habitude de nous livrer à des discriminations sur la nationalité des individus. La position de la CGT à l'égard des émigrés est assez connue. Cependant il est douteux que le comportement d'un ouvrier espagnol, portugais ou italien travaillant en France ait fait l'objet de tant de sollicitude avec la complaisance du gouvernement". Déclaration de Séguy, reprise dans Le Monde du 25 mai.

Un troisième groupe mord sur la gauche du PC. Après la CFDT, dont la tactique d'alliance avec les étudiants concurrence la CGT, sur le plan politique, le PSU grignote l'électorat.

Le Parti sans doute est un organisme stable qu'une crise secoue sans le détruire. Par ailleurs il représente une part trop importante de l'électorat pour qu'on s'attende constamment à le voir prendre des positions d'avant-garde. Mais cette fois, non seulement sa politique hésitante lui vaut des pertes de voix, encore devra-t-il, fait sans précédent, subir de l'intérieur de vives critiques. Dans une brochure distribuée à la Sorbonne et intitulé : "Où était le Parti ?", des militants posent avec vigueur leur interrogation.

Où était le parti?

Où était le Parti durant ces journées décisives? Il faut être clair: il n'était pas là. Relisons l'Humanité. Le 3 mai, dans un article truffé de mensonges, Marchais dénonce les

---

[7] "A Flins, les groupes Geismar organisent une provocation contre les grévistes de chez Renault", titre l'Humanité le 8 juin.

pseudo-révolutionnaires unifiés dans "ce qu'ils appellent le "Mouvement du 22 mars Nanterre", dirigés par "l'anarchiste allemand Cohn Bendit (1)" et "dont l'agitation va à l'encontre de l'intérêt de la masse des étudiants et favorise les provocations fascistes". "Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes" ajoute péremptoirement notre clairvoyant secrétaire à l'organisation, qui plus loin affirme que:

> *"il est bien évident que nous ne confondons pas les petits groupuscules gauchistes s'agitant dans les Universités avec la masse des étudiants."*

L'après-midi même ont lieu les arrestations des principaux leaders gauchistes, et la réaction spontanée de quelques milliers d'étudiants. C'est le premier affrontement violent des étudiants contre les flics du pouvoir. L'Humanité du lendemain est un véritable festival; Georges Bouvard est indigné:

> *"Mais comment qualifier ceux qui par leurs agissements irresponsables, leurs violences, leurs injures ont provoqué cette situation? ... Les étudiants sont à même de vérifier où le pouvoir trouve finalement ses meilleurs alliés, comment on peut faire son jeu, tout en se proclamant "super-révolutionnaire."*

L'U.E.C., groupuscule hautement représentatif du milieu étudiant proclame, avec la Fédé de Paris:

> *"Ils « les gauchistes » facilitent la tentative du pouvoir, de la presse, de la radio-télévision pour isoler les étudiants de la population. Par leurs mots d'ordre aventuristes, par leur conception de l'action violente de "petits groupes", ils n'offrent aucune perspective concrète et freinent la mobilisation massive des étudiants qui seule, peut faire reculer le pouvoir."*

La municipalité de Nanterre y va également de son couplet télécommandé:

> *"Certains groupuscules composés en général de fils de grands bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn Bendit, prennent prétexte des carences gouvernementales pour se livrer à des agissements*

visant à empêcher le fonctionnement normal de la Faculté « dégradation des locaux, interruptions des cours, proposition de boycottage des examens, etc.»".

Le lundi 6 mai, Georges Bouvard déplore que le mot d'ordre de grève illimitée ait été lancé par l'U.N.E.F. et le S.N.E.S.-sup. Comment dans ces conditions préparer ses examens! Il rassure toutefois ses lecteurs en énumérant les villes où le mot d'ordre ne sera pas suivi — sans préciser que ces villes sont celles où les Associations Générales d'étudiants sont tenues par des camarades de l'U.E.C. ou des "apolitiques" de la F.N.E.F.

Pendant ces bavardages, le mouvement s'organise et le lundi soir, ce sont 15.000 manifestants qui se heurtent à la police avec le courage que l'on sait. Les militants du Parti sont stupéfaits: rien à la lecture de l'Huma ne leur laissait deviner l'ampleur du mouvement. Le lendemain, l'Huma titre: "le responsable, c'est le gouvernement!" et pendant quelques jours, la position vis-à-vis des gauchistes sera modérée; on ira jusqu'à écrire que le gouvernement est totalement responsable. Seulement, par sa politique, il a favorisé les agissements des groupes irresponsables, alors que, pour G. Bouvard:

"la juste cause des étudiants et de l'Université n'a pas de meilleurs défenseurs que les communistes."

C'est facile à écrire dans les colonnes de l'Huma, c'est malheureusement beaucoup plus difficile à défendre sur le terrain. Après les manifestations de mardi et mercredi soir — manifestations qui rassemblent maintenant près de 30.000 étudiants et universitaires — le B.P. dépêche l'intellectuel libéral Aragon, pour essayer de renouer contact avec ce mouvement. Aragon se fait copieusement siffler par les quelques milliers d'étudiants qui tiennent un meeting spontané sur le Boul'Mich : Aragon tend son coeur sensible aux étudiants, mais refuse de s'expliquer sur les articles de l'Humanité.

En fait le tournant est pris, semble-t-il, dans la journée du mercredi. Le matin, la déclaration du Parti publiée dans l'Huma parle encore

"des agissements des aventuristes dont les conceptions n'ouvrent aucune perspective aux étudiants et n'ont rien de commun avec un véritable mouvement de progrès et d'avenir, avec un véritable mouvement révolutionnaire."

Le soir, les étudiants communistes appellent à la manifestation, suivis par le Bureau Fédéral. A partir du lendemain, les gauchistes disparaissent de l'Humanité. Dans la rue, par contre ils se multiplient: le vendredi soir 50.000 manifestants aboutiront au Quartier Latin; et c'est spontanément que s'élèvent les barricades, malgré les efforts de quelques militants dans la ligne perdus dans cette marée: une centaine de militants U.E.C. qui s'époumonnent à crier: "Pas de pavés!". Mais rien à faire face à cette tornade gauchiste. Les provocateurs sont ce soir des dizaines de milliers et nos braves camarades vont se coucher. A 2h15, 15.000 manifestants sont chargés par les flics. La bataille est longue: il faudra 3 heures aux milliers de C.R.S. et Gardes Mobiles pour réduire la résistance. Pendant ce temps, de toute part viendront des appels contre la répression, même de curés. Mais pas du Parti. Le Parti aurait pu menacer le pouvoir de la colère des travailleurs, mettre son poids énorme en balance face à la répression. Rien de tout cela. Position logique, certes, on avait dénoncé les provocateurs, on n'allait pas maintenant les soutenir — ce qui aurait été, objectivement faire le jeu du gouvernement... Mais la position était intenable, si intenable que finalement on a dû se rallier à la proposition faite par l'anarchiste durant la nuit de grève générale.

Au matin, les manifestants sont défaits, mais remportent quand même la victoire: le gouvernement doit céder.

Nous reviendrons sur cette situation nouvelle, mais nous savons maintenant, "l'Huma" en main, que le Parti n'en était pas l'accoucheur. Où était-il? Un pas en arrière des masses. La situation nouvelle nous place-t-elle ipso-facto à l'avant-garde?

7.

Les manifestations

"Les forces de l'ordre pour la manifestation du 24 mai – 29 compagnies de CRS, 73 escadrons de gendarmes mobiles et tous les effectifs disponibles de la police municipale, soit en tout quelque 20,000 hommes" – les journaux

Ma première visite à la Faculté de Médecine remonte à la nuit du 24 mai. Ce fut ma plus longue "nuit révolutionnaire". L'après-midi précédent, à la Sorbonne, je rencontrai un ingénieur du son avec lequel j'avais déjà travaillé à Radio-Canada , et qui faisait équipe avec un cameraman de CBS, la compagnie de TV américaine. "Nous avons comme assignation de surveiller la naissance de manifestations spontanées, me dirent-ils – si ça vous amuse de nous accompagner." Cela se passait pendant la grève de l'essence et depuis une semaine que je n'avais pu prendre un taxi pour aller où que ce soit, l'invitation ne pouvait se refuser. Nous voilà donc tournant dans les rues du 13e arrondissement, autour de la gare d'Austerlitz puis plus tard place Denfert-Rochereau, en suivant sur le transistor la progression des différents cortèges. Il ne se passe rien de spécial et nous

allons dîner au Procope, dans le quartier St-Germain. A peine avons-nous terminé le café que sur Europe no 1 on entend le bruit des lacrymogènes, sur Europe... et dans le quartier. Nous sortons vers la place St-Michel: il est onze heures environ. Le pont St-Michel est bloqué par des CRS en tenue de combat: casques, fusils, lance-grenade avec derrière eux leurs immenses cars. Au moment où nous arrivons par la rue St-André des Arts, quelques tas d'ordures ont été allumés par les manifestants – qui sont assez nombreux sur le boulevard à partir de la rue de la Huchette, en allant vers le carrefour St-Michel St-Germain. Les grenades lancées du pont font des éclairs dans la nuit: depuis quelques jours bon nombre de lampadaires ont été cassés et la rue est sombre. Nous sommes, le cameraman, l'ingénieur du son et moi le long de la fontaine, derrière 7 ou 8 manifestants qui en avant-garde vont jeter des pierres en direction de la police attroupée. Les grenades sont lancées à la main par des policiers qui se détachent du peloton: elles arrivent assez peu nombreuses. On les aperçoit avant qu'elles retombent et éclatent, ce qui permet de les éviter, ça vaut mieux pour la santé. Des bruits courent selon lesquels la police aurait utilisé des grenades offensives et au cours d'une conférence de presse, le docteur Kahn a formellement accusé les pouvoirs publics d'avoir lancé des grenades dangereuses dont personne dans les hôpitaux ne connaissait la composition, si bien qu'on n'a pas pu soigner les blessés. Il n'y a pas eu, que je sache, de démenti formel. On a parlé de gens rendus aveugles pendant de longues périodes par des éclats et un jeune homme que l'on a d'abord cru mort d'un coup de couteau au cours d'une manifestation aurait eu selon un journal et le rapport du médecin-légiste, une artère tranchée par un éclat.

Nous n'en étions pas là Bd St-Michel mais j'avoue que l'atmosphère de violence ne provoque en moi aucun phénomène de sympathie. N'ayant pas l'intention de lancer des pavés ni d'en recevoir, il fallait que la curiosité fût grande pour me maintenir dans ce no man's land qui séparait les agents des manifestants. Mais je tenais à bien comprendre

le climat d'une manifestation et voir à quoi correspondaient ces brutalités policières dont on avait tant parlé.

Pendant que derrière nous brûlent les tas de papiers, les manifestants ont arraché un poteau supportant un panneau publicitaire qu'ils ont jeté sur le feu. Sur le panneau, cette annonce: Foire de Paris mai 1968. "Voilà une excellente introduction pour vous", dis-je au caméraman, qui a filmé l'image.

Au bout d'une dizaine de minutes, nous traversons la place en direction du pont où sont les CRS. Nous nous installons à côté d'eux. Je tiens précieusement à la main ma carte de presse — on nous pose une question pour la forme et on laisse le cameraman travailler. De ce côté-ci, nous sommes dans l'obscurité complète. A un moment un caillou lancé par un manifestant siffle à mon oreille : je ne l'ai pas vu arriver. Les policiers peuvent à tout moment recevoir sur la tête des projectiles, qu'ils ne peuvent voir venir. Parmi les CRS un officier donne des ordres. D'une voix mesurée, avec l'esprit très clair et de la suite dans l'action. Je regarde à la dérobée ces policiers : dans l'ensemble ils ont l'air d'être là en professionnels. Ils ont des réactions techniques, pas d'hostilité. Du moins pas encore : il est onze heures trente. Seul un agent plus âgé que les autres, non-gradé, visage assez bovin, a l'air surexcité. Il ne doit pas faire bon tomber sous sa main en position de faiblesse. Il donne déjà l'impression d'avoir perdu le contrôle de ses nerfs.

Au bout d'un moment, bien que je tremble intérieurement, de l'air le plus innocent possible, je demande au capitaine s'il est possible de traverser le point pour rentrer chez moi. Le « bovin » grogne déjà en me regardant, un des chefs me dit que ce n'est pas prudent et je rebrousse chemin. D'ailleurs, comment dormir dans une nuit pareille ? Je longe les quais en direction de St-Germain des Prés dans l'espoir de trouver un café ouvert. Les rues sont désertes : les 2-Magots, la Brasserie Lipp, le Flore, le Drugstore sont fermés. Un peu plus loin près de la rue des Sts-Pères, dans un café déjà fermé, de la lumière. Je connais le propriétaire pour avoir

habité tout près ; il m'ouvre la porte et je me retrouve avec 2 ou 3 autres personnes : un client attardé, un cousin du patron, jeune homme de Clermont-Ferrand dont c'est la première visite à Paris et qui a bien hâte de rentrer chez lui, et le garçon du café qui attend une accalmie pour réintégrer son domicile. Dans ces circonstances où les gens sortent spontanément d'eux-mêmes, la conversation s'engage, ponctuée bientôt par le bruit des grenades lacrymogènes qui se rapproche (pour combien de millions de bombes a-t-on lancé sur Paris ?) : les manifestants remontent vers St-Germain, ils sont de plus en plus nombreux. Vers 2 heures du matin, on aperçoit des flammes qui s'élèvent à 500 mètres, à la hauteur des platanes qui bordent le trottoir du boulevard. Cet incendie dans la nuit sur toute la largeur de la chaussée est un spectacle déconcertant. Gâtée par la succession d'événements hors du commun qui se déroulent depuis quelques jours, je ne me rends pas encore très bien compte de la réalité. Le lendemain arrivera le choc en retour. Pour l'instant la rue est dans une animation indescriptible. Pierre Cardin regarde la barricade brûler : « Que pensez-vous de ces événements ? » —« C'est triste, triste » répond-il du ton d'une personne qui parlerait d'un autre monde. Pourtant il a un magasin en face de l'endroit où nous sommes.

Vers 4 heures, le bruit commence à diminuer, j'entreprends de rentrer à la maison. En passant devant la Faculté de Médecine, il règne une animation fébrile. Un poste de secours aux blessés a été installé sur place. Il y a beaucoup d'incidents dans la nuit entre policiers, CRS, gendarmes et infirmiers bénévoles non porteurs de l'insigne officiel de la Croix-Rouge. Certains ont été matraqués, d'autres arrêtés : ils auraient aidé les manifestants et « gêné le travail des agents ». Un étudiant en médecine accueille tous les nouveaux arrivants en leur demandant : « Avez-vous été témoins de brutalités ? » Très en forme, il enregistre les déclarations au magnétophone : la vie est belle !

Un jeune infirmier bénévole, l'air très doux et raisonnable, lui, rapporte qu'il a vu un photographe se faire ma-

traquer après qu'on lui eût cassé ses appareils. Tout le monde est sur le qui-vive, on attend les blessés : au bout de 30 minutes, je n'en ai pas vu arriver un. Je sors pour voir si le champ est libre. Les rues sont nettoyées et dans le petit matin je prends le chemin du retour. L'odeur qui se dégage dans ces rues étroites est étouffante : odeur ammoniaquée des bombes lacrymogènes, restée très fortement dans l'air, qui pique les yeux. Arrivée à la maison, je n'ai pas la tête à dormir mais j'ai mon content du spectacle ! Des amis m'ont invitée à la campagne. Malgré la grève de tous transports, j'ai promis d'y aller et serais bien fière de tenir ma promesse. Le moment est particulièrement choisi pour aller respirer l'odeur de l'herbe. Un pyjama, la brosse à dents dans un sac de voyage et autostop à 5 heures du matin (il fait jour) jusqu'à Bréval, direction Mantes, 75 km ouest de Paris. Le premier automobiliste qui passe s'arrête : un jeune homme en grève qui me parle des problèmes particuliers de son entreprise : matériel électrique, et me laisse au pont de St-Cloud d'où grâce à 3 autres automobilistes j'arriverai jusqu'à destination. A Mantes, il faut marcher quelque peu pour retrouver la bonne route. Il est 7 heures et demie, il pleut. J'écoute mon transistor en marchant. Le Ministre de l'Intérieur, Christian Fouchet, déclare en ce moment même : « C'est la pègre qui est descendue dans la rue ». Les étudiants vont beaucoup apprécier la formule, surtout venant d'un ancien Ministre de l'Education Nationale qu'ils détestent !

Fouchet, comme Georges Pompidou, comme Alain Peyrefitte est un ancien de l'Ecole Normale Supérieure qui avec l'ENA (Ecole Nationale d'Administration mise sur pied en 1946 par Michel Debré) fournit les cadres du gouvernement actuel, les technocrates, comme on les appelle. Quand je suis allée à Normale Sup' ces jours derniers, cette grande école qui est le nec plus ultra de la formation universitaire, le fin du fin, le suprême chic (son plus célèbre élève est Jean-Paul Sartre), les étudiants grévistes qui étaient là ont commencé par offrir de me vendre un exemplaire de leur journal : « La Lutte du Peuple » – et à ma question sur ce qui se passait dans leur Ecole m'ont répondu : « Cela ne nous

intéresse pas. L'UNEF est d'avis qu'il faut fermer cette école et nous avons des choses plus sérieuses à faire que de rester ici » ! On voit l'ampleur du fossé qui sépare les anciens des nouveaux !

La déclaration de Christian Fouchet sous la pluie matinale dans la campagne normande, après une nuit blanche très agitée... comme tout cela paraît étrange, irréel devant ce pré où les vaches paissent sagement. Tout d'ailleurs est étrange. Il y a tellement d'inhabituel qu'on ne le distingue plus. En arrivant près de Mantes, il y a une manufacture de papier cellophane. A la porte une grande banderole de cellophane rouge : « c'est curieux, me dis-je, ils utilisent une seule couleur, le rouge, pour faire leur publicité. » Passant un peu plus loin devant une usine, il y a cette fois un drapeau rouge : il me fallut cela pour réaliser d'où était venue la banderole de l'usine de cellophane, aussi en grève, aussi occupée. Les ouvriers, dehors, avaient l'air de bonne humeur. Arrivée chez mes amis, il était à peine 8 heures et il fallut aller chercher la clé du porche chez les voisins. Ils m'accueillirent très gentiment, malgré l'heure matinale; me posèrent des tas de questions, me laissèrent raconter ce que j'avais vu. J'étais, sans m'en apercevoir, très volubile. Je ne pus dormir de la journée. Dès que je fermais les yeux, je revoyais le spectacle de la barricade en feu. Pourtant cette nuit il m'avait semblé plus « naturellement extraordinaire » [1] qu'impressionnant. J'eus beaucoup de peine à chasser ces images qui s'emparaient de mon esprit dès que j'essayais de dormir. J'étais même incapable de regarder la TV dès qu'on parlait des événements aux nouvelles !

Au bout de 2 jours, la tension nerveuse avait disparu et je revins à Paris pour les nouveaux chapitres.

Chaque matin, je me disais : Aujourd'hui, tu ne sors pas, tu restes chez toi; mais il aurait fallu avoir cent ans pour ne pas vouloir aller de visu former sa propre opinion sur une suite d'événements qui serait de toute façon plus tard

---

[1] Tout en ce mois de mai était « naturellement extraordinaire. »

bien difficiles à comprendre. Puiser au hasard le maximum d'informations me semblait la seule chose utile. Au début j'étais un peu effrayée...

Les manifestations commencèrent début mai. En rentrant de la séance de minuit au cinéma Luxembourg,(2) j'entendis les premiers tirs de lacrymogènes et vis les premiers étudiants dans la rue. (3) Le lundi 6 mai, vers 4 heures de l'après-midi, sortant pour aller faire des courses, manifestation place Maubert, à 2 pas de chez moi. La patronne du café-tabac, qui refuse d'ouvrir aux étudiants, me laisse entrer. J'ai tout de suite compris qu'il fallait assurer ses arrières dès qu'on se trouvait dans l'enceinte d'une manifestation. Heureusement, les événements se déroulaient presque toujours dans mon quartier. Il semble que les autorités aient tenté de canaliser l'agitation au Quartier Latin.

Ce lundi, des manifestants ont mis le feu à la petite cabane où les ouvriers de la voirie rangent leurs outils. Les pompiers sont venus. Le feu éteint, ils cherchent à repartir par la rue Lagrange. Les manifestants leur bloquent le chemin. Il y a en particulier un grand type au visage mou et à l'air bagarreur qui semble très porté sur la contestation physique et veut empêcher les pompiers de passer. Est-ce un provocateur ? ou un imbécile ? Les pompiers, qui en ont vu d'autres (on a déjà commencé à les appeler à peu près à tous les quarts d'heure depuis 3 jours pour éteindre des débuts d'incendies) et ne veulent surtout pas être confondus avec les policiers, n'insistent pas. Ils dirigent l'énorme voiture rouge sur le trottoir pour éviter de déranger le tas de matériaux entassés au milieu de la rue.

---

(2) Cinéma du Quartier Latin. Il eut pendant 3 jours le même sort que l'Odéon: "occupé", avec présentations de films. Détail: le très enthousiaste journal Combat s'éleva contre cette occupation par l'intermédiaire de son critique de cinéma, ami du propriétaire. La Révolution, c'est amusant quand ça embête les autres...

(3) Ma première réaction fut l'agacement. Quand j'étais à la Sorbonne, les étudiants me semblaient aussi végétatifs que les professeurs étaient clos dans leur monde étriqué. La sous-alimentation de l'esprit paraissait générale.

Il y aura eu des provocateurs, semble-t-il, mêlés aux manifestants. Dangereux, mais ça justifie l'intervention des forces de l'ordre. Encore un personnage, le provocateur ! Il adore « foutre la pagaille » tout en étant du côté de l'ordre : il fournit de la pagaille sur mesure. En général ce sont des excités naturels, très antisociaux et lâches, qui jouissent à la fois du bordel qu'ils provoquent et du fait que d'autres seront punis à leur place. L'idéal !

La construction des barricades.

Un étudiant de l'Ecole d'Architecture m'a raconté celles du 10 mai. « C'était formidable : on arrivait les mains dans les poches, on se sentait tout de suite chez soi, les gens commençaient à vous passer les pavés, les habitants du quartier vous offraient des sandwichs ! » Mais à mesure que les incidents se multipliaient, que les forces de l'ordre se durcissaient, les combattants tenaient moins longtemps. Quelqu'un qui participa à des barricades le 23 mai me raconta son expérience. « Nous étions d'abord deux cents dans la rue. Il y avait les flics en face. Nous avons commencé à construire une barricade ; à ce moment, environ 100 personnes sont restées à l'arrière. Premiers tirs de grenades, 50 personnes nous quittent. Quand la police a chargé, nous n'étions plus que 20. » Le soir où l'UNEF lança le mot d'ordre de réunion à la Gare de l'Est, pour protester contre la mort du lycéen Gilles Tautin mais aussi pour « renouveler Charléty » comme expliqua Sauvageot, je décidai de m'y rendre, La manifestation était-elle interdite ? En tout cas il fut vite évident qu'elle ne prendrait pas forme. Prévue pour 7 heures, déjà à 6 heures les abords de la Gare étaient cernés par d'importantes troupes de police. On pouvait encore passer, à condition de ne pas avoir l'air jeune et de ne pas porter les cheveux longs, car tous ceux qui répondaient à ce signalement se retrouvaient dans des fourgons.

La foule grossissait tout de même à vue d'oeil. C'était habile de l'empêcher de se regrouper car, en faisant refluer d'importants groupes de manifestants dans plusieurs directions différentes, cela créait des tas de foyers d'agitation. Ex-

cités par un début de bagarre (ils avaient été bombardés de lacrymogènes et chargés), les manifestants allaient se disperser dans toute la ville, et faire une multitude de dégâts isolés qui allaient être utilisés contre eux. Il n'y eut pas de véritable danger, les forces de l'ordre dominèrent constamment la situation. (C'était d'ailleurs à prévoir étant donné le peu de préparation de la manif': on faisant venir les gens un peu n'importe où sous les prétextes un peu rapidement évoqués.) De cette manifestation date le revirement d'opinion. Vers 8 heures, sous les premières charges, certains manifestants prennent le chemin de la Gare du Nord, les autres en grand nombre, redescendent vers la Seine. Connaissant la chanson, je dîne dans le quartier et redescends en direction de chez moi vers 11 heures, sûre d'y trouver de l'animation. C'est encore la fête : partout des barricades improvisées se dressent, mais les manifestants ne les défendent plus. Ils se mettent à courir dès que la police avance. Depuis qu'elle a utilisé des bulldozers, ils ont cessé de croire aux barricades – mais l'habitude est prise.

A un moment, rue St-Jacques, je discute avec un « cadre » sur le malaise qui règne dans sa catégorie. Il lisait Le Monde et la conversation s'est engagée – la froide politesse française ayant été remplacée par une soif de confrontation d'idées qui rapproche même les inconnus. Les CRS sont à 50 pas, les manifestants chahutent un peu plus haut. « Monsieur, dis-je soudain à mon interlocuteur, les patrons de café ont fermé leurs portes mais nous pouvons entrer dans ce restaurant où l'on me connaît ». A peine ai-je prononcé ma phrase et refermé la porte qu'une ligne de CRS au pas de charge faillit nous « froler ». « Je ne sais comment vous remercier, mademoiselle ! » En effet il valait mieux être ici que dehors.

L'atmosphère des manifestations variait d'une fois à l'autre. Fouchet avait parlé de la pègre. Tout le monde sait que la pègre est trop soucieuse d'honorabilité pour poser des gestes aussi antisociaux. Ce qu'il y avait par contre, c'étaient des blousons noirs. Jeudi, le 23 mai, vers 6 heures du soir (j'étais gâtée: grève de métro, autobus, taxi, tous théâtres fer-

més, mais spectacle continu dans mon quartier), angle rue St-Jacques et Boul. St-Germain. On dépave. On arrache les poteaux de signalisation (il n'y aura plus un seul feu rouge à ce carrefour), on démantèle les grilles du métro, on désocle les bancs de pierre. Les trottoirs sont noirs de badauds. Des messieurs d'âge respectable regardent ce qui se fait dans la rue avec dans les yeux une pointe d'envie. Je ne suis pas sûre qu'ils n'aient pas retroussé leurs manches et n'y soient pas allés de leur petit pavé.

Même M. Grimaud, le préfet de Police, ne s'est pas fait faute de rappeler que quand il était jeune il avait lui aussi participé à des bagarres contre la police ! Mais cette fois ce qui étonnait c'était la violence des affrontements. Il y avait presque autant de forces de l'ordre que de manifestants et ces derniers plus d'une fois firent reculer la police. Quand au nombre de blessés, il fut très élevé de part et d'autre. Le pouvoir n'y allait pas de main morte.[4] Donc, ce jeudi, il y a

---

[4] Il y avait semble-t-il dans le gouvernement les "colombes" et les "corbeaux". Certains passaient même de l'un à l'autre. Quant aux policiers, leurs conditions de travail étaient extrêmement dures. "Les flics, on les paie pour qu'ils reçoivent des pavés sur la gueule", disent les bourgeois. Cette réaction me choquait beaucoup. Il n'y a pas dans la police que des excités qui rêvent de fracasser des crânes avec leur matraque. Dans la fameuse nuit des barricades, tout fut fait de la part des autorités gouvernementales, auxquelles les policiers obéissent, pour créer une situation explosive. Le fait de laisser monter les barricades était en lui-même chercher la provocation. Un soir de juin, j'eus l'occasion de parler avec un jeune CRS, car le cri de ralliement des étudiants: CRS-SS, me laissait sceptique. "Que pensez-vous des brutalités ?" Son supérieur était juste assez éloigné pour qu'il puisse parler tranquille. "Nous pouvons réprimer n'importe quelle manifestation, avec sévérité mais sans que se produisent des incidents comme le 10 mai. Mais si nous laissons construire des barricades, alors c'est forcé que la situation tourne mal."

—Pourquoi les laissez-vous construire dans ce cas ?" —"Nous obéissons aux ordres qui nous sont transmis par radio". —Qui a donné l'ordre de laisser construire les barricades ?". —"Cette fois ça venait de très haut". L'Union des sydicats de police a critiqué cette tactique: "La violence des engagements a été rendue inévitable par le processus mis en place, qui a démontré postérieurement que toutes

peu d'étudiants à cet endroit précis. Les blousons noirs vont trouver une occasion sensationnelle d'en découdre avec les flics, qui ne sont pas tendres avec eux d'habitude. J'abandonne mon poste pour rentrer à la maison. Dans ma rue, dans ma toute petite rue (elle comprend à peine 15 maisons), deux garçons sont en train de monter une barricade avec des parpaings d'un chantier en construction juste en face de chez moi. Ils ont arraché la clôture, pris quelques couvercles de poubelle (ça sert de boucliers): l'un des deux a une chaîne autour de la ceinture. Il a d'ailleurs une allure qui eût enchanté Jean Cocteau. Grand, la taille fine, la chevelure blonde, le corps bien saillant dans un pantalon étroit, un joli visage de voyou; l'autre est plus le type costaud, carré d'épaules, d'attaque. Un des habitants de la maison passe et les voit : il rentre nos poubelles en silence pour ne pas qu'elles servent aux manifestants. Je ne dis rien non plus. Pourtant toute la soirée on entend encore le bruit des lacrymogènes. Ce soir-là je ne dors pas. La barricade sera abandonnée après avoir commencé à flamber; (heureusement que les maisons à Paris sont construites en pierre); les manifestants se replieront rive droite et il y aura encore des bagarres toute la nuit, en particulier l'incendie de la Bourse.

Il y a des moments où on se demande si tout le monde n'est pas ravi. Les garçons se sentent bien en forme après quelques barricades. Le dépavage est une technique qu'ils ont vite mise au point. D'ailleurs, les lendemains de barricades, les employés de la voirie viennent repaver les rues : comme ça les munitions restent toujours disponibles !

---

solutions tendant à limiter, voire à éviter les heurts, n'avaient pas été étudiées ou négociées avant les affrontements." déclarait-elle dans un communiqué à la presse. "Vous ne faites donc jamais grève ?" demanda à un agent parisien une jeune comédienne canadienne. "Si. Nous faisons la grève de la circulation." En effet, le 5 juin, de 8 heures du matin à 11 heures du soir, la circulation fut paralysée par un embouteillage monstre !

Violences policières.

Les journaux ont publié de très nombreux témoignages là-dessus. En particulier *Le Monde :* passants inoffensifs matraqués, arrêtés, blessés arrachés de leurs civières, filles déshabillées. Je n'ai rien vu de cela, peut-être parce que je ne me suis jamais trouvée à la fin d'une manifestation.

Pourtant j'en ai vu une dizaine. Au cinéma, j'ai vu des brutalités : dans les actualités, une femme par terre, un policier qui s'avance pour lui donner un coup de pied au visage. Autre scène, sans violence mais très révélatrice. Un homme d'un certain âge nargue un policier qui avance prudemment en se protégeant de son bouclier. L'homme n'a d'armes d'aucune sorte. Le policier reste sur la défensive jusqu'au moment où arrivent 2 autres en renfort. Là, à 3, ils partent en direction du manifestant — la caméra ne nous en montre pas plus.

Toutefois, malgré le nombre des affrontements, il n'y eut qu'un mort à Paris. Très souvent pendant les manifestations, délégués étudiants et officiers de police parlementaient. Il s'ensuivait des ententes respectées de part et d'autre. Il y eut des maladresses. Parfois aussi l'action de la police provoqua les manifestants. Le 24 mai à la fin du ressemblement à la gare de Lyon, le cortège reçut une sommation d'avoir à se disperser sur-le-champ. Alain Geismar réclama de pouvoir avancer vers la Bastille pour donner plus facilement l'ordre de dislocation. Il y avait à ce moment un déploiement considérable de forces de police et sans attendre, les lacrymogènes commencèrent à pleuvoir.

Mais rendre la police seule responsable de tout, n'est-ce pas déplacer le problème? Quelques jours après les barricades du 10 mai, Georges Pompidou déclarait au nom du gouvernement l'amnistie pour ceux qui avaient participé aux barricades. L'Union interfédérale des syndicats de police se sentit visée par cette décision. Elle publiait le 13 mai le communiquée suivant :

LE MONDE – 15 mai 1968

L'UNION DES SYNDICATS DE POLICE : le premier ministre a reconnu le bon droit des étudiants ; pourquoi n'avoir pas recherché plus tôt le dialogue ?

L'Union interfédérale des syndicats de police a publié lundi le communiqué suivant :

« Face aux événements dont la capitale est le théâtre depuis plus de dix jours. l'Union interfédérale des syndicats de police «S.G.P., S.N.P.T., S.N.I.P.,», qui groupe 80% des personnels en uniforme, s'est abstenue de tout communiqué afin de ne pas aggraver la passion ayant entouré ces manifestations.

» Elle rappelle que l'occupation de la Sorbonne par les forces de police a été faite sur la demande expresse du recteur et sur ordre du gouvernement et dégage ainsi la responsabilité des forces de l'ordre sur cette occupation qui semble être à l'origine des événements.

» Elle affirme que les policiers engagés ont agi sans haine à l'égard des manifestants, la violence des engagements étant rendue inévitable par le processus engagé et les conditions dans lesquelles ces manifestations se sont déroulées.

» Elle souligne que les membres du service d'ordre n'ont fait qu'exécuter les instructions reçues de l'autorité légitime, ceci avec patience et pondération, malgré les incessantes attaques qu'ils ont eues à supporter.

» Elle déplore que la succession quasi permanente des manifestations et des missions de police ait provoqué des affrontements extrêmement violents, causant ainsi de nombreux blessés.

» Elle apporte son soutien pour la défense de leurs droits aux fonctionnaires blessés et indique à ses adhérents que tout est mis en oeuvre pour que les intérêts moraux et matériels du corps policier soient préservés.

» *Elle considère la déclaration du premier ministre comme une reconnaissance du bon droit des étudiants et comme un désaveu absolu de l'action des forces de police que le gouvernement a ordonnée.*

» *Elle s'étonne, dans ces conditions, qu'un dialogue efficace avec les étudiants n'ait pas été recherché avant que s'engagent ces regrettables affrontements.* »

Il s'en fallut de peu que les policiers fassent la grève, en tout cas ils chargèrent un de leurs mandataires d'en évoquer l'éventualité même si ce droit ne leur est pas reconnu.

Une grève de la police vers le 13 mai !

Une occasion manquée ?

Mais les leaders étudiants n'eurent pas l'idée de tendre la main à leurs ennemis de la veille. Exaltés par les barricades, par le pouvoir provisoire de la rue, ils n'avaient qu'une préoccupation : contester jusqu'à la virulence, exercer l'esprit critique sur tout ce qui leur tombait sous la main. Cet exercice de l'esprit critique est d'ailleurs ce qui leur amena le plus de monde, car dans une société fortement hiérarchisée, le mécontentement à l'égard du supérieur peut toujours dépasser la satisfaction de dominer l'inférieur.

Après l'annonce du référendum, qui tomba à plat, le général de Gaulle aurait été au bord du découragement. Devant la tentation de démissionner qui l'effleura, un ami (« car moi aussi j'ai des amis », expliqua-t-il d'un ton qu'on ne lui connaissait pas) lui remonta le moral. [5]

La situation pourrissait d'elle-même mais le général pressentait peut-être déjà qu'il allait de nouveau être le maître du jeu. Entre lui et la nation, la partie était aussi subtile que serrée. Barricades contre portefeuille, il y eut des hésitations. A un moment tout paraissait possible... et il ne se passa rien. Peur de l'aventure ? Absence de solutions nouvelles ? Le

---

[5] Les exégètes des événements mentionnent le plus souvent le nom de André Malraux. Je donne le tuyau pour ce qu'il vaut, il fait un excellent sujet de conversation.

général, avec son intuition et le sens pratique du pouvoir qu'il possède de nature et d'expérience perçut-il dès lors que ce phénomène serait un tumulte, non une révolution ? Personne ne voulait de programme, ni l'UNEF, ni le SNESSUP ni le 22 MARS. Alors comment continuer le spectacle ? Dans une situation évoluant à un rythme aussi rapide, où les rapports de force se court-circuitent, se recoupent, se relancent, où personne ne peut rien prévoir 24 heures à l'avance, il eut fallu sans cesse provoquer des situation inédites. Pour passer de la contestation à la révolution — beau mot mais réalité évasive, il eut fallu des *condensateurs*. Les événements n'en firent surgir aucun. Il y avait eu des détonateurs (Nanterre, fermeture Sorbonne), pas autre chose. Ce n'était pas la guerre puisqu'il n'y avait pas d'armes, ce n'était pas la paix puisqu'il y avait les émeutes, c'était la bataille, la réaction nerveuse collective, partie d'un sentiment de frustration général.

Laissant Georges Pompidou régler tous les problèmes pénibles du présent, Pompidou qui ne sut pas jusqu'où on peut ne pas aller puisqu'il suggéra au chef du gouvernement de prendre sa retraite, le général de Gaulle préparait une action spectaculaire susceptible de faire réfléchir tout le monde. La manifestation gaulliste de l'Etoile qui réunit à son tour près d'un million de personnes prouva que tous les bourgeois n'étaient pas mûrs pour « Pouvoir Ouvrier,» « Pouvoir Etudiant »; elle vida les demeures dont les habitants étaient jusque-là restés cois, et l'annonce par Roger Frey de la mise sur pied de Comités de Défense de la République, Frey, ancien Préfet de police, homme dur et efficace, montra que le Pouvoir reprenait la forme. Après sa disparition mystérieuse de l'Elysée, le Général laissa planer la menace de la guerre civile : on lui en fit reproche mais, sans savoir si le contingent suivrait les ordres du haut-commandement militaire, tout le monde reprit le chemin des urnes pour « voter bien ». La droite, souple, avait su tirer le meilleur parti de la situation. « Le grand parti de la trouille » comme dit le Général, venait de nouveau chercher protection auprès de lui. Il y avait eu beaucoup d'erreurs secondaires mais en définitive, de

Gaulle parvint à maintenir sa solitude et à rester seul au-dessus de la mêlée. La gauche divisée, subdivisée et déconsidérée auprès des étudiants, se retrouvait encore un peu plus affaiblie après les élections. Mitterand et Mendès-France en reportant leurs ambitions sur le seul plan parlementaire, et le PC en jouant assez froidement l'union avec la gauche, d'ailleurs sans illusion sur le degré de sincérité que la FGDS mettait à cette alliance, avaient raté le coche.

Qu'adviendra-t-il demain ? Le pouvoir du général de Gaulle est autoritaire, les réactions de frustration qu'il a provoquées sont compréhensibles. Verra-t-on un renforcement de l'autorité ? Une soumission du pays ? Une situation impossible à stabiliser ?

Pourquoi essayer de prédire ? En avril on a cru au calme et ce furent peu après les événements de mai. Comment la nation réagira-t-elle en octobre ? Pansera-t-elle ses blessures en silence ? Rongera-t-elle son frein, prête de nouveau à éclater ? La volonté de contestation étudiante sera-t-elle brisée ? Cohn-Bendit reviendra-t-il en France, sera-t-il oublié, subira-t-il le sort de Rudi Dutschke, hypothèse avancée par quelques-uns ? Bien des éventualités sont possibles mais comme le général désire que l'Université établisse véritablement une sélection à l'entrée,[6] entendrons-nous jamais un dialogue ? La contestation étudiante est-elle en contradiction trop flagrante avec l'état de fait réel ? Est-elle au contraire accordée avec ce réel ? Est-il impossible de pratiquer des aménagements ?

Le général de Gaulle rappellera-t-il Pompidou ? Quand le prestige que s'était acquis le Premier Ministre après les accords de Grenelle sera un peu oublié, peut-être . . .

En mai-juin, les mots d'ordre des syndicats finirent par se limiter à des revendications salariales. Les accords de Gre-

---

[6] Même Christian Fouchet, que les étudiants détestent tellement, aurait tenté de gagner du temps dans la mise à exécution des volontés du Général en matière de politique universitaire. Alain Peyrefitte eut également ce souci.

nelle malgré les nombreuses réticences ouvrières parvinrent à désamorcer l'agressivité générale. Les occupations de Facultés permettaient aux étudiants de bien se fatiguer, tant et si bien qu'ils ne se défendirent pas lorsque la police vient réinvestir leurs locaux. L'approche des vacances fit le reste.

La question se pose pour la rentrée.

...J'ai connu un certain nombre de personnes, surtout des étudiants, qui ont jeté des pavés. L'un d'entre eux me fit cette réflexion à laquelle je ne repense jamais sans étonnement : « Dans notre société, si un psychiatre la conteste, quel sentiment peut-il éprouver à « traiter » un patient pour le rendre « normal »?» Cela me passionnant de susciter des confidences non pas forcément sur la participation des gens aux barricades mais sur l'ensemble de leur vie en général, je finissais toujours par isoler une « interdiction » qui jouait au niveau de la personnalité, si bien que la contestation était une image idéale pour la projection de conflits non contrôlés. Ce n'est pas là un jugement moral. Les conflits sont inhérents à la nature humaine et la forcent au mouvement. En plus ils sont producteurs de révolte et la conquête de la personnalité ne se fait pas sans révolte. On a toujours une idée romantique et idéale des révolutions, comme si elles étaient faites par des comités d'anges et d'humains désincarnés. (On peut très bien, pour qualifier les événements de mai utiliser le mot « révolution », alors même que la révolution n'a pas eu lieu. Disons que le pays a vécu la première phase révolutionnaire, idéaliste, et qu'il s'est avancé à un certain moment vers la deuxième phase, la radicalisation. Mais le processus n'est pas allé plus loin.)

On ne se doute pas de tout ce qu'elles font surgir. On y trouve un brassement de valeurs contradictoires, d'agitation et d'agitateurs qu'on pourrait appeler les « ouvriers » de la révolution, ceux qui font le travail dans la rue. Il y a des meneurs, des curieux, des peureux, des passifs, des emballés, des observateurs, des bagarreurs, des hésitants, des exaltés : il y a aussi des purs, des convaincus, des passionnés. Il y a des

gens froids qui se révèlent des lions, des intellectuels distingués qui retrouvent leur jeunesse, des bourgeois rangés que reprend le goût de l'aventure et des gens, en grand nombre, qui ont un compte à régler avec la société.

Ce sont rarement ceux-là qui arrivent à la cîme du pouvoir, ou même qui s'en préoccupent. En mai à Paris, personne n'était là pour prendre le pouvoir et il faut dire qu'à un instant, qui dura peut-être une seconde mais il y eut un instant où le pouvoir était à ramasser par terre. Le pays était à la merci d'une vague de fond. Mais aucun individu assez ambitieux, audacieux et génial dans l'art d'épouser les circonstances ne se présenta pour abattre le monde régi par le général de Gaulle. Seul un homme neuf venu de l'extérieur eût pu jouer un tel rôle. Dans la vieille intelligentzia politique, ni Mendès et encore moins Mitterand n'arrivèrent à être l'homme de la situation. Leurs habitudes parlementaires rendaient impossible qu'ils inventent le vocabulaire capable de galvaniser la foule, de monopoliser son effort. Il ne vint personne car la situation avait été plus violente que complexe. Trop spontanée, trop « permission », il n'y avait pas de quoi mettre en cause, par-delà le général, la société. D'ailleurs profondément, l'exemple communiste n'attire personne. Peut-être si le génie français avait été comme autrefois capable d'inventer des solutions nouvelles, originales, peut-être si le « mauvais esprit » qu'on reconnait si facilement à l'étranger aux Français où ils représentent le mépris de l'ordre établi, l'habitude de la critique et de la contestation, avait encore une fois inventé des idées capables de révolutionner l'Europe ? Après tout non seulement ils avaient fait 89 mais aussi ils avaient aidé à la victoire de la démocratie américaine, et cela sous la royauté : se laisseraient-ils griser en 1968 par l'atmosphère des clubs de Jacobins ? Cette nation nerveuse, capricieuse en même temps que remplie de sérieux dans le travail allait-elle trouver un chemin nouveau à travers sa richesse d'invention intellectuelle ? Il est tôt pour tirer une conclusion définitive mais la société de consommation sera

difficile à entamer. La vie y est trop pleine d'objets distrayants.

Le dimanche de la Pentecôte quand l'essence fut miraculeusement revenue, il ne resta pas beaucoup de monde à Paris pour contester. Il y en avait plus à Deauville.

A y regarder de près, les événements de mai ne furent qu'un ballon d'essai. Aucun de ses représentants n'avait l'ambition ni la force de le porter. Cohn-Bendit, même s'il fut un peu le héros de ces jours fiévreux a trop besoin des joies de ce monde pour s'abstraire dans le pouvoir. Sauvageot fera peut-être belle figure dans l'opposition : c'est un joli garçon (il a refusé en juillet un rôle à Hollywood. Les Américains sont incroyables !) et il a un air très absorbé qui ravira les dames : « Il pense à autre chose, » se diront-elles, pâmées ! Alain Geismar est très pugnace mais manque de charme. Serait-il assez radical pour conduire un mouvement ? Sa démission du Snes Sup à un moment très progressif laisse croire qu'il n'a pas une force de vision assez vive pour saisir les perspectives à longue échéance. La Fédération de la Gauche est non seulement divisée mais disparate. Alors pour l'instant, la France a une majorité accrue, un coût de la vie qui augmente gentiment et la nécessité de trouver une solution quelle qu'elle soit pour son Université.

Pendant les événements, l'atmosphère était sensationnelle. Mai-juin passèrent à la rapidité de l'éclair.

C'est très curieux de voir un phénomène comme les événements de mai soi-même, et *d'étudier* (à la Sorbonne, j'étudiais !) comment et par qui sont faits les mouvements sociaux. L'écart entre le romantisme et la réalité est fantastique et là, on pouvait transposer le fantastique dans le vécu. La réalité était formidable. Voir battre le coeur d'une société dans laquelle on vit, surtout le monde français habituellement couvert d'une carapace de réserve est un phénomène dont j'espère arriver à faire sentir combien il a été passionnant. Vivant en France depuis 8 ans, ayant travaillé avec des

Français, possédant quelques amis dont la demeure m'est ouverte, je continuais malgré tout à me sentir d'une certaine façon en marge. La rigueur qui se maintient toujours dans les relations, la forme de déduction et de raisonnement, un certain sérieux dans l'esprit, l'absence totale de familiarité, d'une certaine spontanéité de chien fou que nous, Canadiens français, avons souvent, la compartimentation des rapports : vous avez avec une personne, une relation professionnelle, mais hors cela vous pouvez disparaître sans qu'elle s'en soucie ; tous ces phénomènes qui m'avaient gênée jusque-là, j'ai pu enfin les interpréter sinon les comprendre.

Au fil des événements, on arrivait à tout saisir. Par exemple, le Français ne se croit pas chauvin. Pour en faire l'expérience, dites carrément à l'un d'eux : « Vous êtes un peuple chauvin » et vous entendrez des protestations pendant aussi longtemps qu'il pourra parler sans s'arrêter. Allez encore moins vous aviser de demander à quelqu'un, si la conversation vous amène à aborder le sujet : « Etes-vous bourgeois ? » A juger par la vivacité de la protestation, vous serez vite convaincus qu'il n'y a pas de bourgeois en France.

8.

La révolution et les Français

Pendant les événements, ces traits de caractère avaient disparu. Il régnait une effervescence généralisée qui les noyait, et surtout la confiance régnait. La vie quotidienne à Paris prenait une signification inhabituelle, une intensité jamais atteinte. Depuis tant d'années que j'habite cette ville, me heurtant à sa froideur, à son indifférence autosatisfaite, quel miracle apporta la révolution ! Subitement les gens s'abordaient, les sujets de discussion et de préoccupation les plus personnels éclataient. Evelyne Sullerot, qui habite le même immeuble depuis au moins dix ans racontait : « Pour la première fois, j'ai fait connaissance avec mes voisins ». Les gens réagissaient à nu. On dit que le Français est individualiste, ce n'était plus l'individu qui réagissait mais le membre du corps social. Et ce vent de liberté fut contagieux. C'est lui qui a fait trembler non seulement le gouvernement mais l'adhésion des membres de ce gouvernement. On n'obéissait plus : les verrous avaient sauté. Un soir je dînais au Balzar. C'est une brasserie près de la Sorbonne que fréquentent les gens des métiers intellectuels : professeurs, écrivains, acteurs... J'ai ouvert mon transistor. Mon voisin de gauche se penche sur mon épaule : Quelles nouvelles ? A ma droite, une dame entre 45 et 50 ans, les cheveux tirés derrière l'oreille, l'air russe. La conversation s'engage. Son fils a fait les barricades mais « silencieux comme la famille de son père », il n'a rien dit. Folle d'inquiétude, elle a fait le tour

des hôpitaux le 11 mai pour le retrouver. Il s'était réfugié chez des amis .« Jamais je ne l'aurais retenu. Je ne voudrais pas qu'il me le reproche un jour ». Elle me raconta un peu sa vie : elle était veuve, me parla de la famille d'un député gaulliste qu'elle connaissait bien, de la mère très peu admirative du général et des fils, militant dans les partis de gauche. « Mais l'ambiance à la maison reste cordiale, malgré les divergences d'opinions » m'assura-t-elle. C'était sans doute vrai car elle en était sincèrement émerveillée. Une conversation comme celle-ci entre inconnues est une chose impensable en temps ordinaire. Je revis cette dame quelques semaines plus tard au même endroit, avec son fils, mais il ne s'ensuivit qu'une brève salutation. Déjà les masques avaient recommencé à tomber sur les visages, le vernis social était de nouveau versé.

Le phénomène de mai a essentiellement été jeune, parce qu'il avait toutes les qualités de la jeunesse : enthousiasme, lyrisme, désintéressement, ardeur et goût de s'affirmer. C'est par la jeunesse qu'il fut irrésistible. Au rancart la résignation, on remettait tout en cause : en cela, ce fut unique. Même les lieux les plus sévères n'échappèrent pas à la fièvre. Le général directeur de Polytechnique, relevant du Ministère des Armées, fut obligé de fermer son école pour éviter qu'elle soit occupée par les élèves. Il n'est jusqu'à Christian Fouchet, Ministre de l'Intérieur, qui ne dut envoyer ses employés, les policiers, dégager son domicile, situé au dernier étage du Palais de Chaillot, que les ethnologues du Musée de l'Homme, le très sérieux écrivain Michel Leiris en tête, lui contestaient le droit d'occuper ! J'ai entendu une des personnes les plus autoritaires que je connaisse dire : « J'ai toujours été de gauche parce que je n'aime pas l'autorité ». C'est à des choses de ce genre qu'on constate le passage d'une révolution.

Au lieu de réprimander leurs fils ou leurs filles (car le petit monde des deux sexes manifesta vivement son existence) les bourgeois les écoutaient, tout étonnés du sérieux que manifestaient ces jeunes encore supposément à l'abri de la vie

mais qui avaient appris à réfléchir et à s'inquiéter du lendemain. Le problème du Viet-Nam revenait souvent dans leurs conversations. Etait-ce un simple dada, comme le supposait l'Internationale Situationniste ? Etait-ce plutôt que l'appréhension d'une guerre sur l'inconscient collectif est un phénomène très éprouvant ? Une menace indistincte est pire que le danger, et elle provoque des phénomènes d'autodéfense spectaculaires. C'est sans doute la signification des mouvements d'étudiants dans tous les pays, et celle de la mise en question de la politique américaine en Asie, considérée comme une inévitable maladie du capitalisme dans lequel tout le monde vit, maladie contagieuse elle aussi. Tous les héros de mai étaient des anti-américains : Che et son idée de créer partout des Viet-Nam, Castro dont l'existence continue à sembler un défi à l'Amérique, Mao, le plus idéal anti-américain dont on puisse rêver pour l'heure. L'UNEF a bien essayé d'intéresser ses membres au fascisme en Grèce mais cela ne correspondait pas aux schèmes d'inquiétude exploitables en ce moment. Ils cristallisent sur le Viet-Nam, et le refus de la civilisation actuelle qui déborde les cadres de la réaction individuelle vient sans doute du sentiment qu'elle peut conduire cette génération à une catastrophe. Je donne cette idée pour ce qu'elle vaut, mais il me semble l'avoir sentie.

Comme on le voit, dès qu'il est question du climat qui régnait à Paris en mai, on passe constamment de la joie à la réflexion sur le sens du monde dans lequel les gens sont amenés à vivre. Le cadre politique est continuellement débordé : on cherche à diagnostiquer le mal par-delà les implications du moment. Tous les pays se sont tournés vers la France en ces heures troublées. Elle a montré que dans le domaine des idées, elle n'avait pas fini de produire. Comme Paris conservait de charme pendant tout ce temps !

Même si dans les milieux intellectuels ou artistiques des gens se mirent à contester par peur d'être dépassés, pour rester dans le vent, là aussi se dessinaient des discussions imprévues, se créaient des contacts, se rompaient des barrières. Il suffisait d'essayer.

9.

Les derniers jours de la Sorbonne

Dans l'amphithéâtre Richelieu tous les soirs avaient lieu des discussions, soit sur un sujet donné : L'Autogestion, le front commun étudiants-ouvriers, une conférence de presse de l'ORTF en grève ou du Mouvement Citoyens du Monde avec Jean Rostand, ou alors sans thème et chacun se relançait la balle. C'était parfois vaseux, parfois très intéressant, surtout quand arrivaient à la tribune les analystes politiques professionnels. Selon leurs conclusions, on pouvait tout de suite voir à quelle chapelle révolutionnaire ils appartenaient. Il y avait en général un président de séance et ce fut souvent un barbu assez trapu qui d'une voix grave et toujours égale relançait le débat. Il était devenu une espèce de personnage officiel et anonyme à la fois. (A la Sorbonne, à l'Ecole des Beaux-Arts, à l'annexe Censier, on ne se connaissait que par son prénom, souvent un surnom.) Un soir, vers 1 heure du matin je le rencontrai dans la cour de la Sorbonne et entrepris de lui poser quelques questions pour satisfaire ma curiosité. Il était encore plus petit qu'il ne semblait à la tribune. « Je suis un noble breton », me dit-il « et je suis cadet de famille. J'ai été très actif dans le mouvement séparatiste puis après quelques déceptions j'ai abandonné et me suis retrouvé à Paris. Je suis à la Sorbonne depuis le début.» A cet instant, des éclats de voix au milieu de la cours (nous sommes sous le porche). Un Noir un peu gai est en train

de discuter avec quelques autres personnes et parce que sa voix claironnante s'élève un peu trop, les membres du service d'ordre de la Sorbonne se sont avancés vers lui en lui intimant de se tenir tranquille. A ce moment-là, déjà la presse fait état des « Katangais » de la Sorbonne, et je suis très curieuse de les voir à l'oeuvre. Il y a un jeune — 18-20 ans, assez surexcité qui brame: « Il n'a qu'à se taire. Pourquoi fait-il tant de bruit ? » et ses biceps à défaut de son cerveau commencent à trembler d'indignation. Le Breton évolue avec sérénité parmi ses troupes : il a grandi d'un centimètre sur ses ergots depuis que les représentants de l'ordre étudiant sont entrés en jeu. Au « défense d'interdire » succède le moins poétique « défense de gueuler ». Le Noir tout innocemment demande : « On ne peut pas discuter avec vous ? Est-ce parce que j'ai un peu bu ? Ce n'est pas un crime ! »

« Ce sont de jeunes chômeurs », diront plus tard les étudiants. (A la Faculté de Droit, j'ai aussi vu un matin, dormant sur une banquette, un fils de prolétaire portant un brassard de Service d'ordre : Si on les change en chiens de garde, ça ne rappelle pas un peu les flics de papa ?)

Après l'arrivée de 2 ou 3 autres surexités que ne calma pas ma réflexion sur leur surexcitation, le Noir partit. C'était déjà au début de la retombée du mouvement et les nerfs étaient à vif. J'avais vu un soir quelques garçons dans le square face à la Sorbonne maintenir avec grande difficulté un de leurs camarades qui faisait une véritable crise: ils l'avaient conduit à l'infirmerie. Le public était moins nombreux dans les amphis, les commissions plus secrètes et plus dispersées, les problèmes d'autorité recommençaient à surgir spontanément. Bientôt les étudiants ne sauraient plus que faire de la Sorbonne. Le 14 juin, le Comité d'Occupation, pour répondre à une campagne de presse particulièrement vive dans France-Soir, (après s'être un peu mouillé à l'égard des étudiant, le journal de Pierre Lazareff se redédouanait auprès des autorités en place) donnait une conférence de presse. Les 2 responsables qui prirent la parole devant un groupe assez important de journalistes ne m'étaient pas connus. Une con-

soeur, sans doute pour éviter à la police d'avoir trop de travail à faire à la Préfecture de Police, (on tenait sans doute à jour un « fichier Sorbonne ») insista pour connaître les noms des 2 jeunes gens. Ils déclinèrent leur identité et entreprirent leurs déclarations.

« La campagne de presse actuelle est une manoeuvre qui vise à briser, rendre impopulaire, voire inutile le mouvement étudiant », furent leurs premières paroles. « Nous ne nions pas la nécessité du nettoyage de la Sorbonne, et nous avons commencé à agir sur le plan médical et sanitaire. C'est encore minime par rapport à ce qui est nécessaire, car depuis quelques semaines de nombreuses maladies se sont déclarées, mais nous continuons notre effort avec l'aide des services compétents. » « Quant au « nettoyage » politique, les militants de Lettres étaient répartis à 95% sur des travaux ayant lieu à l'extérieur de la Sorbonne, qui ne servaient que de base de contact. Parallèlement et en même temps, quelques militants de l'extérieur s'intallaient ici, alors que le reste des occupants de la Sorbonne n'étaient pas politiques. Il y a aussi beaucoup de gens qui n'ont rien à faire à la Sorbonne et qui s'y sont installés ». (Les gens qui n'ont rien à faire, c'étaient d'abord les nombreux beatniks venus profiter du logement gratuit. On finit par les mettre à la porte de sorte qu'il resta à peine un noyau d'occupants lorsque la Police décida de vider la Sorbonne. On lui avait facilité l'opération). « Plusieurs de ces militants politiques s'étaient regroupés sur eux-mêmes, vivant comme des féodalités (allusion aux trotskystes, maoistes, marxistes révolutionnaires, anarchistes sortis pour une fois de leur semi-clandestinité et qui avaient été les piliers folkloriques de la Sorbonne en mai), n'ayant de fins que celles qu'elles se définissaient et ne travaillant pas sur les problèmes d'ensemble.» Mais le problème du moment, c'étaient surtout les Katangais : ils allaient immédiatement suivre dans la tournée des désaveux. La situation était plus délicate car il fallait compter avec des gars vindicatifs.

« Parmi les « Katangais », dont on a fait tant de bruit, il y a 3 anciens militaires, engagés obligatoires. L'un d'eux est peut-être allé au Katanga, ce sont des choses qui arrivent

dans l'armée ! Les autres sont de jeunes chômeurs. Les « Katangais » qui en général avaient eu des embêtements avec la société sont venus spontanément le premier jour nous aider. Ils se sont installés très vite, et il n'y avait pas moyen de les mettre dehors. Au début ils n'étaient pas nombreux et ils ont rendu d'énormes services pendant les manifestations, gardant les portes ouvertes lors des périodes d'affolement pour permettre aux autres manifestants de se replier. Par la suite, d'autres gens se sont joints à eux et nous avons eu quelques difficultés à leur faire comprendre qu'ils n'étaient pas les .maîtres de la Sorbonne. Ils refusaient de partir parce qu'ils ne savaient pas où aller : nous aurons une entrevue avec eux ce soir et nous croyons vous dire qu'ils partiront demain ».

« Quand au reste des problèmes, on a fait beaucoup de littérature. Vers le 20 mai, nous avons nommé des responsables anti-incendie. Ils ont pris contact avec les pompiers qui leur ont répondu : « Depuis 10 ans nous donnons des consignes élémentaires qui n'ont jamais été observées ». Les pompiers interviennent toujours plusieurs fois par mois ici. En plus nous avons été obligés de téléphoner à la Préfecture pour empêcher les agents de lancer des grenades offensives du côté de la section Chimie, où il y a un entrepôt d'air liquide qui suffirait à faire sauter le quartier. « Laissez faire les étudiants, disaient les ex-responsables, plus il y aura de bordels mieux ça vaudra ».

« A partir de la situation nouvelle créée par l'interdiction des mouvements par le gouvernement. nous proclamons que la Sorbonne est toujours ouverte à ces gens quelles que soient les intentions de l'Etat. Maintenant il est nécessaire que ces militants participent à nos activités après avoir pris le temps de réfléchir à leur situation nouvelle. Il va y avoir une nécessaire réorganisation, à partir de laquelle un certain nombre d'endroits seront fermés à la circulation. Nettoyer les lieux et faire sortir les gens qui n'ont rien à faire ici. Nous avons décidé en accord avec l'UNEF, le SNES SUP et les militants politiques que seule la Cour serait ouverte ».

La conférence de presse se termina vers 8 heures et le lendemain matin on pouvait voir dans les journaux des photos rocambolesques des événements de la nuit: des Katangais sautant par les fenêtres à 5 heures du matin à la suite de bagarres avec un Comité d'occupation décidé, et repartant en lançant l'anathème : « Nous reviendrons mais contre vous ! » à leurs hôtes de la veille. Certains se replièrent sur l'Odéon, auquel il restait encore quelques jours à vivre. A l'époque de cette campagne, les bruits les plus fous couraient. Chez le coiffeur, j'entendis une dame dire d'un ton aussi convaincu que dégoûté : « Il paraît qu'il y a des rats dans les couloirs de la Sorbonne ». On racontait beaucoup aussi que c'était devenu un centre de ravitaillement de drogues. Mais dans Paris-Match du 20 juillet, le commissaire Carrère lui-même, le grand ponte de la brigade antistupéfiants à qui l'on demandait: « Pourquoi la France, relais naturel de la drogue entre le Moyen-Orient et l'Amérique est-elle protégée du fléau?», a répondu, entraîné par son propos : «Je n'en sais rien mais c'est un fait. Nous avons aujourd'hui 1,200 drogués fichés. Dix fois moins qu'avant la guerre, quand les vieux coloniaux opiomanes vivaient encore. *On raconte beaucoup d'histoires.* Mais les rafles périodiques que nous faisons, l'hiver dans les cabarets et l'été sur les plages, sont pratiquement sans résultat. *Et quand on a fouillé la Sorbonne où, paraît-il, se faisaient des orgies de stupéfiants, on n'a rien trouvé du tout* ». Que voulez-vous ? Chez nous il y a le vin. Une certaine gaieté gauloise. *Le temps de la flânerie.* En France, on n'est jamais totalement malheureux.»

Ma dernière visite, un samedi soir. Le service de presse a changé de salle. L'atmosphère est triste. « Nous nous attendons à une action de la police dans quelques jours.» — «Vous avez été prévenus ? » — « Ce sont des choses qui se devinent. » Marie-Paule arrive. « Venez demain à 3 heures ici. Je vous parlerai de la façon dont nous avons fait marcher la Sorbonne depuis le début ».

Le lendemain à 3 heures, plus question de rendez-vous. Des cars de policiers encerclent le quartier. Le boulevard est bourré de monde. Place de la Sorbonne, des jeunes filles of-

frent des fleurs aux C.R.S., mais la poésie ne dure pas longtemps. Quelques drapeaux rouges et quelques drapeaux noirs apparaissent, puis le cri de ralliement : CRS-SS – Lancement de grenades lacrymogènes pour dégager. Charges. Le pare-brise d'une 2-chevaux vole en éclats. Je remonte vers la rue Gay-Lussac. Au milieu de la chaussée, une jeune fille à bicyclette hoquetant à travers les larmes qui lui coulent sur la figure : « Ah ! les salauds ! » et elle continue à pleurer. La réalité dépasse parfois la fiction. Ce dimanche on présentait au cinéma Panthéon compris dans le quadrilatère isolé, le premier film d'un étudiant de Sciences Po intitulé « Les Encerclés » ! Le lendemain, des équipes sanitaires de la Préfecture viendront faire le ménage et les grattoirs feront disparaître peu à peu toutes les affiches du lieu où avait été décrété *l'interdiction d'interdire.*

Malgré leur nombre, étudiants et badauds sont vite repoussé jusqu'à la rue des Sts-Pères. *La fête est finie.*

10.
La contestation dans l'Université

L'Université française a-t-elle vraiment besoin de réforme? Voici un extrait de l'Introduction du « Projet de Réforme Kangevin-Wallon » qui date de 1947 et ne fut jamais appliquée. Depuis 20 ans dans l'Université française, des gens criaient : Au feu ! A cette époque-là c'étaient les enseignants, et eux seuls, qui protestaient. Mais on ne les écouta pas davantage.

1

INTRODUCTION

L'ENSEIGNEMENT français est depuis longtemps réputé dans le Monde pour sa haute qualité et sa valeur culturelle. Chaque année nos universités accueillent un très grand nombre d'étudiants étrangers. Notre enseignement secondaire jouit d'un semblable prestige. Enfin l'enseignement primaire, organisé par Jules Ferry, fut l'une des grandes oeuvres de la IIIe République. Il se propose de donner à tout homme aussi humble que soit son origine, le minimum de connaissances indispensables pour faire de lui un citoyen conscient, pour enrichir son esprit et élargir son horizon. Enfin, l'enseignement technique, organisé après la guerre 1914-18, a connu un rapide développement.



Façade de l'Ecole de Médecine, rue des Sts-Pères. La banderole rouge "Pouvoir Etudiant" a été mise dès les premiers jours. Au mur, de nombreuses affiches collées.

Cependant, dès avant cette guerre, il était devenu évident que notre enseignement devait être réorganisé. Des tentatives partielles de réforme avaient été esquissées. Pendant l'occupation, divers projets furent élaborés, tant à Alger que par les Résistants de la Métropole. Aujourd'hui une réforme complète est nécessaire et urgente : l'organisation actuelle de notre enseignement suscite en effet des critiques justifiées et ne lui permet pas d'assumer pleinement le rôle qui devrait être le sien dans une démocratie moderne. Tout d'abord cette organisation ne répond pas à un plan d'ensemble clairement conçu et exactement mis en oeuvre. Elle résulte d'un passé historique au cours duquel des institutions diverses furent créées sans être coordonnées. A des législations anciennes, d'autres ajoutées et non substituées. De sorte que certains organismes se concurrencent inutilement ou font double emploi, cependant qu'il existe des lacunes et que l'enseignement ne répond pas à tous les besoins actuels. Le moment semble venu de procéder à une réorganisation générale pour remplacer cette construction disparate par un ensemble clairement ordonné et susceptible de satisfaire tous les besoins.

La structure de l'enseignement doit en effet être adaptée à la structure sociale. Depuis un demi-siècle la structure de l'enseignement n'a pas été profondément modifiée. La structure sociale au contraire a subi une évolution rapide et des transformations fondamentales. Le machinisme, l'utilisation des sources nouvelles d'énergie, le développement des moyens de transport et de transmission, la concentration industrielle, l'accroissement de la production, l'entrée massive des femmes dans la vie économique, la diffusion de l'instruction élémentaire ont profondément modifié les conditions de vie et l'organisation sociale. La rapidité et l'ampleur du progrès économique, qui avaient rendu nécessaire en 1880 la diffusion de l'enseignement élémentaire dans les masses ouvrières, pose à présent le problème du recrutement d'un personnel de plus en plus nombreux de cadres et de techniciens. La bourgeoisie, héréditairement appelée à tenir les postes de direction et de responsabilité ne saurait plus désormais,

seule, y suffire. Les besoins nouveaux de l'économie moderne posent la nécessité d'une refonte de notre enseignement qui, dans sa structure actuelle, n'est plus adapté aux conditions économiques et sociales.

Cette inadaptation de l'enseignement à l'état présent de la société a pour signe visible l'absence ou l'insuffisance des contacts entre l'école à tous les degrés et la vie. Les études primaires, secondaires, supérieures sont trop souvent en marge du réel. L'école semble un milieu clos, imperméable aux expériences du monde. Le divorce entre l'enseignement scolaire et la vie s'accentue par la permanence de nos institutions scolaires au sein d'une société en voie d'évolution accélérée. Ce divorce dépouille l'enseignement de son caractère éducatif. Une réforme est urgente qui remédiera à cette carence de l'enseignement dans l'éducation du producteur et du citoyen et lui permettra de donner à tous une formation civique, sociale, humaine.

Demeuré en marge de la vie, l'enseignement n'a pas tiré profit du progrès scientifique. L'empirisme et la tradition commandent ses méthodes alors qu'une pédagogie nouvelle, fondée sur les sciences de l'éducation, devrait inspirer et renouveler ses pratiques.

D'autre part, et à tous les degrés, l'enseignement méconnaît dans l'élève le futur citoyen. Il ne donne pas une importance suffisante à l'explication objective et scientifique des faits économiques et sociaux, à la culture méthodique de l'esprit critique, à l'apprentissage actif de l'énergie, de la liberté, de la responsabilité. Or, cette formation civique de la jeunesse est l'un des devoirs fondamentaux d'un état démocratique et c'est à l'enseignement public qu'il appartient de remplir ce devoir.

Toutes ces raisons justifient la nécessité d'une réforme profonde de nos institutions d'enseignement qui si elles ont dans le passé rempli avec succès leur mission doivent, pour rester à la hauteur d'une réputation méritée, se transformer et s'adapter à l'état économique et social actuel.

En province...

Pendant que le torchon brûle entre patrons et ouvriers, la contestation universitaire s'étend à toute la France. La province, fait exceptionnel, suit le mouvement de Paris. Quand aura lieu la Convention Nationale des Universités de France à Nanterre les 20 et 21 juin, 23 académies sur 24 seront représentées. Dans chacune, il y a occupation de facultés, réunions de commissions, publication de tracts, mise en place de structures nouvelles, en général des comités paritaires. Jamais les étudiants n'auront participé avec une telle fièvre aux activités universitaires. Maintenant qu'on les a tous délégués, quel sentiment éprouveront-ils à retourner dans l'Université telle qu'elle était en avril ?

Et à Paris.

A Paris, pendant 2 mois, les facultés étaient ouvertes à tous, le travail sérieux se faisait dans des commissions qui publiaient les résultats de leurs discussions et de l'une à l'autre la physionomie de ces travaux variait.

Il a été dit et répété que *tous* les étudiants se sentirent impliqués dans les événements. Même les facultés habituellement réputées conservatrices ou réactionnaires comme Droit, Sciences Po, Médecine prirent un tournant de contestation. Il n'est que de voir la masse des documents sortis en particulier de Médecine pour se convaincre de l'intensité et de la variété de réflexion.

LES MEDECINS
PEUVENT FAIRE
DES ORDONNANCES,
LES GAULLISTES NON!

Affiche provenant de l'atelier de l'Ex-Ecole des Beaux-Arts.

18 JOURS

DE

POUVOIR ETUDIANT

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

13 MAI 31 MAI

LE POUVOIR ETUDIANT

Le pouvoir étudiant se définit comme le droit de regard et de participation au niveau de l'enseignement.

– ce pouvoir est une action de masse, seules l'unité et la force numéraire pourront imposer aux tentatives de mandarinat le droit des étudiants.

– c'est la volonté d'être des adultes responsables, qui implique, compte tenu de l'influence toujours possible des enseignants sur nos décisions au sein de commissions mixtes, LE DROIT DE VETO défini comme un « a posteriori après étude approfondie ».

Son application implique :

- Le droit de réflexion
- La réunion de l'A.G.
- L'élaboration d'un contre projet

marquant ainsi le caractère positif du droit de veto, maintenant dans l'avenir l'esprit de contestation qui fait notre force.

A long terme, si l'on tient compte des résultats de la recherche pédagogique, le pouvoir étudiant avec droit de veto deviendra, chaque enseigné étant à divers degrés un enseignant, un pouvoir universitaire indépendant des pouvoirs publics quel qu'il soit.

Toute décision en dernier recours appartient à l'assemblée générale unissant professeurs et enseignés.

Fac de Médecine, bureau de presse, 5 juin, interview d'un étudiant de cinquième année. Un garçon sérieux, pondéré, que les événements ont amené à réfléchir et à faire « le tour du problème ».

« La Faculté comprend 22,000 étudiants. Il y en a entre 50 et 70% qui viennent soit travailler dans les commissions, où il y a toujours au moins 50% de présents, soit s'occuper ailleurs. Dans beaucoup d'hôpitaux, des commissions se for-

ment également. Les problèmes qui se posent à la Médecine sont depuis toujours brûlants. Le mouvement de la Sorbonne a permis d'ouvrir l'action. »

« Au moment où le mouvement étudiant a commencé, il y avait 2 grèves dans les hôpitaux : celle des internes en pharmacie et celle des médecins-psychiatres qui refusaient de corriger les concours tant que leur profession ne serait pas définie. Les Asiles dépendent encore aujourd'hui de la Préfecture de Police ! L'hôpital Sainte-Anne est très actif : on y pratique la suppression des lois sur l'internement ».

Médecine et contestation ? C'est par le biais de la situation de fait qu'à la Faculté on conteste politiquement.

Jusqu'au début de juin, les étudiants qui faisaient les commissions ne voulaient pas au départ les professeurs ». L'Ordre des Médecins s'est réuni un soir parce que les praticiens voulaient à leur tour contester, mais la réunion se termina par une pagaille indescriptible, dit-on, avec une panne d'électricité ! « Chez les professeurs, ce sont ceux qui ont des grades moins élevés qui réagissent le mieux, » constate mon interlocuteur. Ce phénomène est général. Il y a un hiatus dans la hiérarchie : un fossé à combler, une classe nouvelle à structurer.

« Nous remettons en cause l'*organisation*. La faculté et l'Hôpital doivent relever des intéressés, c'est-à-dire de la co-gestion, donc contrairement à la situation actuelle il faut obtenir une libération de la tutelle ministérielle. Nous considérons que le Ministère des Affaires Sociales et de l'Education Nationale n'ont pas à se mêler de nous. »

« Aussi les *réformes*. Je suis en médecine depuis 5 ans et j'en ai connu quelques-unes ! A commencer par la réforme Debré.

a) Pendant ma 1ère année d'études, réforme : elle a été supprimée au bout de l'année même.
b) la réforme Debré. Le projet Debré était cohérent en lui-même mais soumis aux différents services de Ministère qui « l'adaptaient » en s'inspirant des crédits, il sortit de la filière méconnaissable.

« Il faut changer les études médicales dans leur fond. Il y a un enseignement théorique qui donne des connaissances générales; il doit d'abord donner des applications pratiques. Nous éprouvons une méfiance légitime envers les enseignants; nous voulons aussi transformer les rapports du malade-citoyen avec le médecin. Les médecins ont voulu eux récuser le Conseil de l'ordre. »

Les services des comités fonctionnent 24 heures sur 24. Incontestablement les discussions permettent d'ouvrir des horizons. Surtout dans les hôpitaux, on arrive à parler aux infirmières et au personnel. Avant, non, c'était un réflexe de caste qui nous en empêchait. Nous essayons maintenant de faire participer les infirmières au travail de cogestion.

Affiches, banderoles, proclamations; ici aussi les étudiants ont pris possession des lieux.

« Les médecins peuvent faire des ordonnances, les gaullistes non ».

« Jeunes Femmes, soyez toujours plus belles. Le conservatisme est synonyme de pourriture et de laideur ».

Une banderole : « Détente au Comité d'agitation Culturelle ».

et, dans la tradition du langage vert des Carabins:

« Françaises, Français. Je suis dans la merde jusqu'aux genoux, mais comme je suis plus grand que vous, vous êtes dans la merde jusqu'au cou. Maintenant démerdez-vous ». Charles de Gaulle. Fac Médecine, service de Presse INTOX (Information Nocive et Toxique Orientée par X ».)



Affiche à la Faculté de Médecine. Les revendications professionnelles et politiques en une seule image.

« NON à la course au profit$ en médecine ».

Autre rencontre rue des Saints-Pères. Guy (il porte un médaillon d'identité sur son veston), est en 2ème année. En politique, il se classe parmi les modérés. « Mes parents sont pieds noirs; alors ils comprennent que nous contestions la politique du général! » Il passe 11 heures par jour, de 7 heures du soir à 6 heures du matin, à la Fac. Il m'explique longuement en termes concrets les revendications inscrites sur le Livre Blanc.

« Nous ne pouvons plus supporter les cours magistraux: avoir un monsieur qui vient nous déglutiner sa science, nous obliger à avaler une nourriture déjà mâchée qui ne nous demande aucun exercice intellectuel». Une indignation juvénile sous-tend le sérieux avec lequel il m'explique d'une voix lente l'insatisfaction qu'il éprouve devant l'état actuel de l'enseignement médical.

« Nous voulons regrouper par certificats les sujets parents afin de pouvoir les approfondir au lieu d'être des machines à répéter, abruties par un travail de mémoire qui n'a aucune valeur pédagogique. Aussi la recherche. Dans l'état actuel des choses, on ne peut s'orienter vers la recherche que les études terminées. Tout ce temps perdu ! Nous récusons tout le côté obséquieux, la soumission au grand Patron comme s'il était Dieu le Père. Nous voulons des études mieux planifiées, et non pas qu'on fasse de nous des bêtes qui se nourrisent pendant 5 ans d'exercices de mémoire. »

Lors d'une récente nuit, les étudiants en médecine avaient construit devant la Faculté d'énormes barricades, véritable fort Chabrol fermé de toutes parts. Les CRS n'ont pas attaqué. Après être restés jusqu'à 3 heures, ils sont repartis laissant les étudiants dans leur forteresse. « Ils ont voulu nous déconsidérer auprès de l'opinion », me dit-on à la Fac. Quant à Guy, il a vu cette nuit-là de très jeunes gens qui donnaient l'impression d'être prêts à mourir sur les barricades. En général ce n'étaient pas des étudiants mais des « desperados » de milieu plus humble. Il a été très troublé de cela.

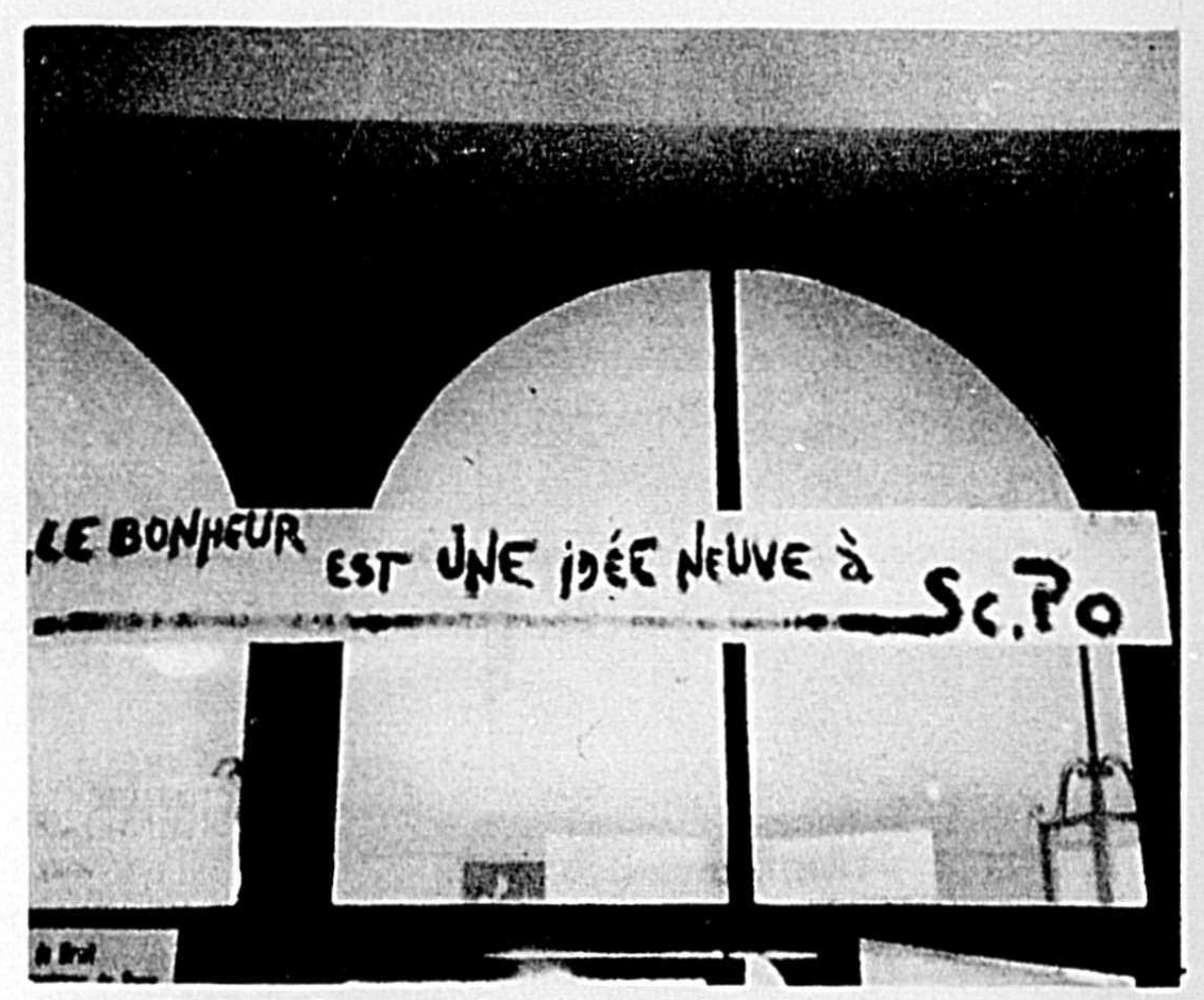
Si la crise universitaire semble difficile à comprendre, c'est qu'ici au Québec ou au Canada les universités ont un

mode de fonctionnement inspiré de celui des USA. Alors qu'en France la structure est un peu plus faite pour la glorification du professeur. L'image du Père apparaît à tous les niveaux dans ce pays, c'est vraiment lui qui a le dernier mot – ou qui l'avait. Il existe en France des professeurs nommés à vie, les titulaires de chaire: dire l'amour que leur portent les étudiants quand ils sont mal choisis...

Sur le plan universitaire, le problème se complique également à cause de 2 revendications différentes: celle des réformistes et celle des révolutionnaires. Les 2 éléments: assouplissement des structures universitaires pour une adaptation plus grande au monde actuel, donc reconnaissance de l'état de fait de la société capitaliste; ou fermeture de l'Université tant que le monde auquel elle s'accorde n'aura pas changé, ont été à la base de la précipitation des événements, et il n'est pas toujours facile de savoir où s'arrête l'une, où commence l'autre.

Les libéraux sont pour la première méthode: ils ne veulent pas tout démolir. L'Université française fournit des moyens de perception du réel, d'analyse claire des situations qui en font un instrument difficilement remplaçable; il transforme l'esprit en un précieux outil de travail. Au mieux son enseignement donne des armes très solides d'intégration sociale. Dans l'ensemble ce que j'ai pu tirer des revendications se situe dans la relation enseignant-enseigné, dans la transformation pédagogique du rapport professeur-élève, plus encore que sur tout autre point. Il est vrai que cela va à l'encontre de l'enseignement traditionnel où l'Agrégé, une Bête à Concours, fait la loi. Il y en a d'intelligents; s'il y en a de sensibles, ils doivent vite quitter ce monde du vernis et du brillant. Ils sont très puissants dans les hautes sphères, mais les mots d'ordre du Président de la Société des Agrégés, M. Bayen, ressemblent plutôt à tout ce que les étudiants contestent. « Corrigez sévèrement les épreuves du bac: pas plus de 50% de reçus ». « Système d'investissement où le déchet est considérable qu'une entreprise ayant un rendement aussi bas » disent les protestataires. « L'enseignement doit tenir compte de l'enseigné d'abord ».

Sciences Po



Les étudiants de l'Institut de Sciences Politiques paraphrasent Saint-Just (le bonheur est une idée neuve en France).

« Le bonheur est une idée neuve à Sciences Po » — banderole hall d'entrée.

17 juin. Sur toute la largeur de la rue, une banderole: « Sciences Po dit non à la dictature gaulliste ». Quelques jours plus tard, ils devront l'enlever, car « il est interdit d'accrocher quoi que ce soit au-dessus des rues ». Dans le hall, des gens et des portraits: Marx, Lénine, etc. Il y a la salle Camillo Torres, la Buvette Marx-et-Coca-Cola. Militants de gauche et étudiants. J'interviewe l'un d'eux.

« 3800 élèves. Jusqu'au 13 mai, Sciences Po n'avait de manifestants qu'à titre personnel. Le 10 mai, premières manifestations officielles: les étudiants qui devaient passer le di-

plôme final sont allés revendiquer au Ministère en refusant de se présenter à l'examen. Avant les événements, il y avait à l'Ecole: ⅓ d'élèves à gauche «SFIO PSU PC), ⅓ à droite et ⅓ apolitiques. Ces deux derniers tiers s'associant pour les élections, nous avons toujours des AG de droite. En période révolutionnaire, le Tiers gauche influence le Tiers apolitique.

« Une cinquantaine d'étudiants participent avec des banderoles de Sciences Po le 13 mai au défilé, et une cinquantaine à titre personnel.

« Le recrutement des élèves ici? La bourgeoisie non pas d'argent mais de magistrature: hauts fonctionnaires etc. et à côté, classes moyennes.



Portraits de Lénine, Marx, Trotsky, dans le hall du rez-de-chaussée de Sciences Po.

« Pendant la grande manifestation du 13 mai, nous avons décidé d'investir l'Ecole en sachant que nous serions suivis. Le 14, un comité de grève et des structures solides étaient mises sur pied. A l'AG, 90% des étudiants étaient venus. 2 listes en présence: une liste révolutionnaire qui propose la remise en question du statut de l'Ecole et de l'Université; une liste modérée qui propose de ne pas changer les examens. Le débat porte surtout sur les examens, problème qui inquiète les élèves. La première liste est élue à 60%.

« Les conférences de méthode (ancienne formule qui regroupe de 20 à 25 élèves pour des travaux pratiques) ont élu chacune un représentant qui siège au Conseil Etudiant. C'est une sorte de Parlement. Ils ont fait des réformes acceptables par le gouvernement, solides mais pas tellement révolutionnaires et de façon déjà bureaucratique. Au-dessus du Conseil Etudiant il y aura une Commission Paritaire: étudiants, enseignants, c'est l'organe exécutif. Il y a une très forte opposition des professeurs, qui sont de hauts fonctionnaires, des inspecteurs des finances, etc. La direction est d'accord. Les professeurs qui viennent du côté littéraire et historique sont plutôt favorables aux étudiants. A Sciences Po il y a une tradition libérale car depuis 1945 c'est une école pilote sur le modèle anglo-saxon. Pas de chaire mais des professeurs à contrat pour quelques années.

« Nos revendications? D'abord l'autonomie. Ne pas dépendre du gouvernement pour le choix des professeurs, des cours et l'organisation des études. Le Conseil d'Administration de l'Ecole est sous la tutelle de l'Etat. Ici, il y a 5 sections.

a) vers l'ENA. (Ecole Nationale d'Administration). Elle mène à la fonction publique, c'est l'élite.

b) le secteur privé: marketing, public relations.

c) économie et finances (entreprises privées et publiques).

d) politique et social: journalisme.

e) international: à peu près réservé aux étrangers.

« Nous revendiquons ensuite les LIBERTES SYNDICALES ET POLITIQUES à l'intérieur de l'école. Droit d'afficher, salles réservées pour les discussions, débats avec des syndicalistes. C'est un peu identique à la revendication dans les entreprises. En dernier lieu, nous réclamons une réforme de Sciences Po. Sur chacun de ces sujets, des commissions



Banderole sur la façade de Sciences Po réclamant l'autonomie.

internes à Sciences Po, étudiants avec professeurs venant à titre individuel ont travaillé et rendu compte de leurs travaux au Conseil qui adoptait ou non leurs suggestions. La Direction a reconnu officiellement la représentativité du Conseil Etudiant et il semble que les deux premiers points soient acquis. Quant à la réforme, nous voulons la démocratisation de l'Ecole, haut lieu de la bourgeoisie surtout par le recrutement. Il y a plusieurs projets: transformer Sciences Po en une sorte de Faculté des Sciences Sociales, ce qui diminuerait le côté Grande Ecole. C'est jouer contre nous puisque je sors cette année de Sc. Po, mais nous ne voulons plus de Grandes Ecoles, formant des esprits aristocratiques qui marcheront automatiquement avec la bourgeoisie. Pourtant j'ai été tellement formée par l'esprit d'ici: une certaine méthode de travail, un certain brillant de culture, qu'à la Sorbonne, je réagis quand on critique mon école. Il y a d'excellentes méthodes d'enseignement ici, ce sont les buts que nous contestons.»

« Dans l'état actuel, à la sortie du lycée il faut passer un concours d'entrée; il y a 30% de reçus. A la sortie, 2e concours avec 40% de reçus. Ces derniers résultats sont définitifs: on ne peut redoubler.

« Ce qu'on voudrait changer ? Transformer l'année préparatoire en 2 années de formation où on apprendrait les statistiques, l'informatique, et avoir un enseignement classique plus critique. Suppression des cours magistraux, même s'ils sont moins importants ici que dans les Universités. Quant aux 2 autres années, les consacrer à la formation et à l'orientation professionnelles. Il a été discuté au Conseil Etudiant de donner la possibilité aux syndicalistes de venir faire ici des stages de formation politique, pendant que de leur côté les étudiants iraient faire des stages dans les usines. Et nous avons le projet d'une Université d'Eté : ce serait comme une auberge de jeunesse qui accueillerait les étudiants étrangers et les ouvriers syndicalistes. Elle serait un lieu de discussion et de formation politique et syndicale, un lieu culturel : théâtre, cinéma, et un foyer international »

Je suis retournée assez souvent à Sciences Po. L'enthousiasme baissait à mesure que juillet approchait. Tout le mon-

de ici aussi avait besoin d'aller se mettre au vert. Les 2 mois écoulés avaient été si riches de sensation, d'exaltation que même de jeunes organismes commençaient à demander grâce. Puis fin juin les parents votèrent gaulliste et on partit en vacances pour « faire le point ».

Sciences Po fut le théâtre d'une attaque par un commando Occident un après-midi vers 4 heures. J'étais Boul. St-Germain à l'intérieur d'une boutique quand surgirent une bande de garçons casqués, armés de matraques, (1) s'avançant au pas de course vers la rue St-Guillaume où se trouve cette école. Quelques minutes plus tard arrivait un jeune homme la main sur son visage ensanglanté. Une ambulance vint le cueillir aussitôt. Des cars de police arrivés rapidement restèrent immobiles. Après avoir cassé quelques vitres, ces énergumènes furent expulsés et les étudiants gardèrent un "prisonnier" qui remis à la police, ne fit plus parler de lui.

Faculté de Droit

Une des grandes fenêtres de l'entrée a été brisée lors d'une attaque d'Occident. A l'intérieur, stands de distribution de tracts. Vers la fin, aux différents groupes plutôt de gauche s'étaient ajoutés (après les élections) monarchistes et Action Française. Le contraste était amusant!

C'est dans cette Faculté, généralement réputée pour son conservatisme, que se tenaient les commissions d'Autogestion. J'assistai à l'une d'elles, fort décevante. Après plusieurs réunions personne n'avait abordé une définition exacte du contenu de ce mot qui de toute évidence représentait de la

---

(1) Les violences physiques ne furent pas le fait des étudiants qui contestaient. Quelques commandos d'extrême-droite firent des actions de représailles en province, matraquant et blessant des étudiants qui "occupaient". Par la suite, pendant la campagne électorale, des poseurs d'affiches de l'U.D.R. se réclamant des Comités de Défense de la République attaquèrent des cheminots dans une gare de Paris et un colleur d'affiches communiste fut tué par une balle en province.

« dynamite » aux yeux des « commissaires ». Toutefois, on ne chômait pas là non plus. Dans cet immeuble très moderne où l'ensemble des étudiants avaient un air sérieux rarement vu à la Sorbonne, il se faisait un travail concret. Le Comité de Grève publia même en juin un ensemble de documents sur l'Université critique qui contenait 135 pages. Avec la précision de leur vocabulaire, les futurs avocats sont ceux qui appréhendèrent peut-être le mieux la substance de l'effort étudiant et la signification des événements.

Ce que nous exprimons à travers la destruction de certaines institutions, et de certains modes de réflexion, c'est le besoin de les dépasser. En cela seulement, nous contestons. Nous voulons remettre continuellement en cause ce qui a été acquis, et introduire l'utopie au sein du monde existant. Les étudiants sont alors fidèles à Rimbaud, en mettant en avant la poésie par rapport à l'action, et en faisant la lueur sur le projet humain. Ils refont l'itinéraire de Marx en allant sans cesse de la nécessaire utopie à la nécessaire rationalité.

COMMISSION UNIVERSITE ET SOCIETE

I – SOUS COMMISSION « SOCIOLOGIE »: la signification du mouvement

A) La contestation censurée

L'essence du mouvement actuel est la CONTESTATION. (Etymologiquement, le mot vient de « contestari » (XIVe s.): « plaider en produisant des témoins »; il n'a donc pas le sens exclusivement négatif qu'on lui prête aujourd'hui d'ordinaire; il est aussi porteur d'affirmation.)

La contestation implique à la fois la possibilité effective de faire valoir des droits, des intérêts, et l'exercice de la fondamentale liberté de l'esprit.

Dans la situation antérieure au mouvement, la contestation était sourde, tant au point de vue des comportements que du point de vue des structures dans l'Université et la Société. S'il y a toujours eu contestation, elle restait ces dernières années inconsciente, chez beaucoup (cf. angoisses, pathologie mentale); individuelle ou du moins inorganisée, minoritaire, c'est-à-dire qu'elle restait le fait de minorités conscientes, durcies en petits groupes politisés et parfois violents ou en groupes limitant leur objet politique à une question (racisme, défense de ceci ou de cela...).

Jusqu'ici la contestation se trouvait « censurée » par les cadres traditionnels de notre société: culture traditionnelle, croyance générale à un prétendu apolitisme, paternalisme de l'université et du régime politique, sclérose des grands partis traditionnels et de certains syndicats, et plus généralement, manque de mobilité des structures et des moyens d'expression.

Cette gélification des rapports socio-culturels et économiques, en face d'un progrès technologique rapide et d'une poussée démographique qui devaient de toute manière amener à une mutation de la Société, créait une tension diffuse, mais assez forte pour se libérer à la moindre occasion.

Amorcée à partir des faits de répression policière, la contestation des universitaires s'est d'abord exercée sur l'université elle-même et le type de formation qu'elle dispensait. Or la manière originale, nouvelle, dont s'est faite cette première contestation a fait découvrir et expérimenter un certain nombre de principes politiques nouveaux, par rapport auxquels a pu se faire la contestation, non seulement d'une politique gouvernementale, ou même d'un régime constitutionnel, ou même d'un système économique, mais de l'ENSEMBLE DES STRUCTURES ET DES RAPPORTS SOCIO-ECONOMIQUES, dans la Société industrielle.

La contestation de la société

Mettant pour la première fois en oeuvre le principe de la libre contestation, l'Université, dans les travaux de ses commissions et A.G. a été conduite, par le cours de sa propre

critique, à la critique de la Société où elle est insérée, et en ce qui concerne l'ex-Faculté de Droit, la convergence d'ensemble a été d'autant plus remarquable que les étudiants étaient issus de groupes sociaux et géographiques variés et avaient manifesté auparavant des convictions politiques et philosophiques ou religieuses diverses.

Ce qui est critiquable, ce n'est pas l'existence d'une société industrielle, mais bien son utilisation aliénante quant aux fins et aux moyens.

Au-delà des différences entre systèmes de répartition des biens produits, nous contestons la visée même de la plupart des systèmes économiques nationaux, de type occidental ou soviétique, orientés vers la consommation de biens matériels comme objectif à plus ou moins court terme, et quasi exclusif, visée qui fait de la rentabilité dans la production et du bien-être par la pure consommation, les valeurs ultimes, intangibles, sacrées. Nous reviendrons plus loin sur le droit du matérialisme, pratique ou idéologique, à s'ériger ainsi en religion.

Le centralisme irresponsable

Il suffit de consulter une carte de France pour apercevoir ce vice national qu'est le centralisme, que l'Histoire n'a fait que renforcer depuis Colbert, la Convention, Napoléon, jusqu'à... Charles de Gaulle. La pratique de la Ve République a encore accentué le phénomène, en tendant à faire identifier le pays à un homme, dont le gouvernement, s'il consulte parfois, ne tient pas compte des avis qui lui sont donnés. On vient de vérifier que ce type de politique portait en lui-même les germes de son propre échec. Ce qui est grave, c'est que le pouvoir gaulliste n'a pas l'exclusivité de cette structure, ni de ce type de comportement; il partage ce défaut avec la plupart des grands organismes français: partis, syndicats, administrations.

Un aspect positif de la révolution « mai-juin 68 » aura été pour beaucoup de Français, l'ouverture de passages, en-

core rares, entre univers mentaux différents: ainsi des premiers contacts vrais entre étudiants et travailleurs, entre étudiants des diverses disciplines, entre autostoppeurs et autostoppés de tous bords, entre artistes et étudiants, artistes et travailleurs en grève etc, et à l'intérieur de chaque unité de production de recherche et d'enseignement, entre gens qui ne s'étaient jamais adressé la parole auparavant « par convenance ». Au contraire, le retour de vieux schémas politiques classiques (antigaullisme, anticommunisme, nationalisme) a tendu à durcir de vieilles lignes de clivage dépassées qui n'intéressent plus guère les étudiants et mettent un frein puissant à la transformation de la société.

En pharmacie

Dans les établissements d'enseignement, partout drapeaux rouges, partout portes ouvertes. Je suis même allée à la Fac. de Pharmacie: une grande bâtisse assez confortable, entre l'Institut d'Art et d'Archéologie (occupé) et l'Ecole des Langues orientales (occupée).

Pourquoi ne pas entrer? Un bruit de voix parvenait d'un amphi: quelques centaines de pharmaciens en herbe s'agitent, sifflent, s'égosillent comme des enfants: un président de séance tente en vain de ramener un peu d'ordre. Thème de la discussion: le vote à 18 ans. Ici les étudiants ne semblent pas avoir la maturité nécessaire pour envisager le problème.

On me conduit au Service de Presse. Une jeune fille très courtoise et sérieuse et un étudiant m'expliqueront l'aspect positif des travaux faits dans les commissions pour la réforme des études. L'évolution amène le pharmacien à jouer un rôle plus varié et plus important et il réclame son intégration professionnelle dans les structures hospitalières. Il ne veut plus être un simple « préparateur de remèdes ».

Aussi la centralisation amène un tas de situations ridicules. « A un moment nous avons réclamé un laboratoire de

travaux pratiques. Le directeur était d'accord, il a fait une demande de crédits au ministère. Le temps a passé: comme ce laboratoire nous était nécessaire, nous l'avons monté avec des moyens de fortune. Puis un jour les crédits sont arrivés. Il nous faudrait bien maintenant une séance supplémentaire de travaux pratiques. « Pas possible, dit le doyen, les crédits sont pour le laboratoire. Comme nous n'avons que faire d'un second laboratoire, les crédits n'ont pas été utilisés. »

– Comment la machine s'est-elle mise en marche en Pharmacie?

«Au cours d'une AG avec les étudiants le 17 mai, le doyen a stoppé les cours. Nous sommes 4,400 étudiants à la Faculté. 50% d'entre eux se destinent à la Pharmacie, le reste à l'industrie: biologie, etc. Nos problèmes? Les laboratoires de travail en faculté ne sont ouverts que l'après-midi! Nous demandons que les groupes de travail se composent d'étudiants-assistants-élèves des classes supérieures appelés à devenir assistants à leur tour. Que l'examen soit un constat de compétence. Nous songeons au recyclage et à l'enseignement post-universitaire, nécessaires dans notre société à évolution rapide. Nous désirons que les Facultés de Pharmacie, Médecine, Sciences, Agronomie, Médecine Vétérinaire ne soient pas cloisonnées. Nous sommes sclérosés par une administration draconienne mais qui n'apporte aucune direction.

« Il existe en ce moment quelques rares commissions mixtes: médecine-pharmacie, mais ici les étudiants peuvent être caractérisés par leur force d'inertie. 150 étudiants travaillent activement, sur 4,400! Pour les AG, il vient environ le tiers des élèves. Nous avons maintenu le dialogue avec les enseignants. A l'ancienne Faculté de Médecine, où ils manquent de locaux, certaines salles sont condamnées, d'autres ouvertes l'après-midi seulement! »

« Ici les élèves ne sont pas encore très éveillés, même à la contestation universitaire; ils sentent que ça ne va pas

mais il y en a beaucoup qui attendent simplement de succéder à leur père. Mais la profession doit être réaménagée, revalorisée. Jamais avant les événements nous n'avions pensé à tout cela. Mais maintenant nous sommes un certain nombre à travailler à la réforme. Plusieurs professeurs nous approuvent. Nous arrivons même à discuter politique, ce qui ne s'était jamais fait! Nous ne sommes pas radicaux; le côté politique nous dépasse mais nous restons en éveil. L'UNEF est faiblement représentée ici. »



Lycéen collant une affiche réclamant le vote à 18 ans.

L'agitation chez les lycéens

Un directeur d'établissement secondaire auquel je demandais: « Que pensez-vous des événements? » me fit cette réponse: « Je me demande surtout ce que les événements pensent de moi! »

C'est que les lycéens étaient en pleine effervescence.

Ils sont allés sur les barricades, ils ont participé aux défilés, ils sont allés chez les grévistes et ils ont occupé. Comme des grands. Passant près du Lycée Henri IV il y a quelques années, cette formule peinte sur un mur m'avait frappée: « les lycéens réclament la liberté d'expression. » Ils l'obtinrent en mai 68!

« *Les Carnets de Jean-Marie* » La Croix, 24 juin 1968

« Hier j'ai dû âprement discuter avec un camarade de François, un jeune lycéen anarchique ayant monté des barricades et lancé des pavés. Pour faire bonne mesure, ce garçon milite dans plusieurs groupes révolutionnaires et recherche l'émeute avec un plaisir évident.

Pourtant ses mobiles sont nobles et généreux car lui aussi veut un monde plus juste. Pour lui, point d'élections, point de chefs, point de majorité mais un pouvoir direct de la masse sur les événements, une sorte d'unanimité enthousiaste qui se dégage peu à peu d'une libre confrontation. Plus de patrons, plus d'ouvriers, plus de professeurs, plus d'étudiants mais des travailleurs qui coopèrent et s'organisent à l'amiable.

« Et ça marche une société comme ça? » Mon jeune enragé me sourit et répond: « Aussi mal que la vôtre! mais la nôtre, du moins, c'est nous qui la faisons ».

Lycée Henri-IV le 24 mai. Un adolescent timide me fait les honneurs du lieu. « Adressez-vous au Comité de grève des professeurs pour le texte sur la réforme de l'enseignement secondaire. Les professeurs ont leur comité de grève. Nous avons un comité exécutif d'élèves, qui prend toutes les mesures avec ou sans l'accord des professeurs. Nous travaillons en commission, les professeurs apportent leur concours sur des bases définies dans les discussions. »

« Henri-IV est le seul qui pratique avec assiduité le travail de commissions. Nous avons regroupé tous les autres lycéens: il y en a une dizaine qui viennent travailler ici. Environ la moitié des élèves du second cycle (les plus âgés) participent aux discussions. Il y a 2 ou 3 jours est apparu un Comité de Défense des Lycéens qui sans nous être complètement opposé est plus à droite. Ils ne sont pas nombreux, une vingtaine. 2 professeurs sur 50 continuent leurs cours, avec très peu d'élèves. Il y a aussi ceux qui attendent que ça se passe. Une vingtaine de profs à Henri-IV travaillent sérieusement. Le Mouvement a démarré bien après les manifestations du 11 mai. Cause politique: nous avons de nombreux élèves originaires des milieux aisés. Ils sont de droite. Quand ils ont vu que ça partait sérieusement... c'est un étudiant de gauche qui a placardé un jour un projet de discussions sans l'accord de la Direction, il a attiré une cinquantaine de personnes qui sont venues discuter. Notre réforme a été entreprise à la base. Elèves et professeurs ont fait une ébauche de règlement intérieur pour Henri-IV, à soumettre au proviseur pour application en septembre. Au début le proviseur a essayé de ménager les esprits, ensuite il n'a plus rien dit.

« Au début dans les discussions générales sur les réformes, on s'égarait toujours. Maintenant, on a pris l'habitude. De peur que les élèves ne retournent au cours du professeur, nous avons établi notre autonomie pédagogique et mis sur pied des cours comme nous les désirons:

mercredi: philo — 27 élèves y assistaient.

jeudi: statistiques-mathématiques. Un type de l'INSEE est venu nous expliquer comment on établissait des statistiques (INSEE: Institut National de la Statistique et des Enquêtes Economiques). Il nous a montré comme nous pouvions vite tomber dans l'erreur. Aussi nous avons décidé de faire une enquête très sérieuse sur la réaction du lycée aux événements.

Vendredi : Pavese, Lettres Modernes: une nouvelle intitulée « Bel Eté ».

lundi: art et culture « Botticelli ».

mardi: Lettres Classiques. Le sanctuaire de Delphes.

Des journalistes de l'ORTF se sont proposés pour nous parler de l'objectivité de l'information; le Syndicat des acteurs pour organiser des soirées. En relation avec la Sorbonne nous pouvons combiner spectacles et Animation.

« Au début sauf 5 ou 6 professeurs, ils étaient tous paniqués. On ne voulait pas d'élèves d'autres lycées. 500/600 élèves d'autres lycées sont venus occuper Henri-IV. Nous les avons fait entrer par une porte dérobée! L'occupation de nuit a aussi provoqué de vives réactions mais nous l'avons fait. Lorsque le CAL décida d'occuper la nuit, le proviseur donna son accord à condition qu'il y ait autorisation des parents. Sinon, dit-il aux élèves, ils pourront envoyer la police vous chercher. Le mot *police* provoqua un tollé de protestations. « Personne ne nous fera sortir d'ici: si la police vient, nous lui tiendrons tête » s'écrièrent en choeur les adolescents, avec la détermination de gamins de 15 ans en pleine insurrection mentale. D'ajouter l'un d'eux: « Ils nous passeront plutôt sur le corps! »

« Il y a ici 2 classes préparatoires à St-Cyr, ils font très militaires de carrière. Le Ministère de la Guerre a fait diffuser une circulaire leur disant de se tenir tranquilles. Ils ont entre 18 et 21 ans. « Si vous manifestez où que ce soit, le gouvernement vous empêchera de présenter le concours ».

« Bel Eté » de Pavese. Chacun l'a lue, ensuite nous nous sommes divisés en 6 groupes de 4, 2 groupes étudiant le même aspect: rapport entre certains personnages, ambiance, style, et nous terminons par une confrontation générale. Le professeur était là uniquement pour guider notre effort. CAL, syndicat d'élèves: nous procédons par élections dans les différentes classes: 2 délégués par classe, et les délégués élisent le bureau. Ce sont plutôt les individualistes qui prennent la tête.

« La reconnaissance du CAL par l'Administration est celle du droit syndical.

« A Louis-le-Grand, situation légèrement différente. Ils ont obtenu la liberté politique, et la *participation des élèves à*

la gestion du lycée. « Nous exigerons de participer au conseil de discipline «, me dit un jeune lycéen « engagé ».

Seul point non obtenu: participation des élèves au conseil de classe.

« Il y a environ 45 élèves par classe. Les conseils de classe durent trop peu: 20 minutes. – Tous les professeurs sont en grève illimitée et le lycée est occupé jour et nuit par les élèves. Le comité de grève: 4 professeurs, 4 agents administratifs (le personnel) et 4 élèves. Le CAL ne va que jusqu'au bac.

Nous nous sommes mis en grève le 10 mai.

« Thèmes des commissions dont le but est la réforme.

A) Commission pédagogie: programmes: rôle des professeurs et méthodes d'enseignement.

B) Examens: sélection, orientation.

C) Contestation de l'université de classe; contestation de la Société de classe.

D) Lutte du Peuple. Se mettre au service des travailleurs. Les élèves vont aux portes des usines.

« Il y a 65% des élèves pour le mouvement, 30% travaillent effectivement. Les élèves de terminales ont peur à cause de la proximité du bac.

– Nous avons obtenu le droit d'affichage politique.

– Les parents? Ils sont toujours à la traîne: ici il faut les mettre devant le fait accompli.

« Le matin à 8h.30, cours sur le Lycée critique. C'est une première expérience de lycée critique qui sera peut-être transformé de façon permanente cet été en province. A Reims il y aura des états généraux de l'enseignement avec participation des enseignants et de la population. Nous irons ».

Evelyne Sullerot, qui avait mis sur pied un comité pour recueillir des témoignages de brutalités policières, a des enfants à l'Ecole Alsacienne. Pendant les événements, les parents furent convoqués à un conseil de classe. L'Ecole Alsacienne est un endroit très chic et très réputé où vont les enfants d'acteurs, de fonctionnaires, de professeurs. Gide en parle souvent. « La salle était pleine. Les enfants Grimaud

étant inscrits à cet établissement, le Préfet de Police assistait à la réunion, et bien d'autres. Dans l'ensemble, public tres mélangé ».

Au conseil de classe, un précédent: 2 lycéens en font partie. « Je ne prendrai pas la parole tant qu'on n'aura pas renvoyé ces gamins! » lance un gros monsieur tonitruant. Une mère se lève, indignée: « Avez-vous peur que vos enfants aient honte de vous? » Cet échange de propos donne le ton du climat de la soirée. Seuls les lycéens ne se troublèrent pas. Ils expliquèrent avec calme leur position, pendant que les adultes faisaient du tapage. « Pendant toutes ces réunions, c'est le sérieux des jeunes qui m'a le plus frappé » conclut Madame Sullerot qui, professeur, fut constamment sollicitée par eux.

Lundi 10 juin, Gilles Tautin, un lycéen de Stéphane-Mallarmé, 17 ans se noyait à Meulan après une poursuite avec les gendarmes. Il était membre de l'UJCML (union des jeunesses communistes marxistes-léninistes, maoiste). Le jour de son enterrement, une foule de lycéens recueillis, rose rouge à la boutonnière l'accompagna au cimetière. Ce fut le seul étudiant victime des événements.



A la Faculté de Médecine, amphi rebaptisé Che Guevara (il était médecin).

L'Education Permanente, autre revendication

Les enseignants aussi réfléchissent. A l'Institut Pédagogique National, « occupé » par les instituteurs et rebaptisé IPP-Institut Pédagogique Populaire, les occupants discutent. « C'est incroyable qu'on nous fasse payer la location des salles lorsque nous désirons nous réunir. Cette boîte est un nid à fonctionnaires ! » « Dans un univers clos doublement (la classe, l'école) le maître est un fonctionnaire subalterne » — Affiche IPP.

En Médecine, les étudiants réclament déjà l'éducation permanente, qui permet le recyclage dans la société industrielle à évolution rapide. Ils ont même invité le CAIRE (Comité de Recherche de l'enseignement) à tenir ses assises chez-eux. Elles ont eu lieu le dimanche 16 juin dans l'amphi « Che Guevara ».

Les rapporteurs présentent leurs textes, qui donnent lieu à des résolutions de motions. Il y a environ 600 personnes dans la salle. La réunion est filmée par l'ORTF en grève.

On parle de l'impatience des élèves devant l'échec du système. On insiste sur la notion des motivations, selon le développement des rythmes psychiques et physiques de l'enfant, du soin de l'éducateur à épanouir un enfant *libre, responsable* et *créateur*. On entend une dénonciation de la pédagogie qui va vers l'adaptation de la fonction d'éducateur à celle de producteur-consommateur. A côté du travail fait par les enfants dans les formes habituelles le matin, on définit les lignes de recherche des activités de création libre l'après-midi. On suggère de demander l'aide de certains parents d'élèves, de personnalités extérieures, le concours de journalistes et d'hommes politiques choisis par des commissions paritaires. On demande la mixité du personnel et des élèves à tous les niveaux, comme une condition d'équilibre.

« Toute entreprise éducative dans la société nouvelle doit se situer dans la perspective de l'éducation permanente », déclare un des rapporteurs les plus écoutés. « Non pas comme une compensation, un rattrapage, non pas en fonction de l'école mais qu'à tous les niveaux l'Ecole pense en fonction de

l'éducation permanente. Il faut proclamer le droit de chacun à cette éducation et revendiquer *l'étalement des études plutôt que la prolongation scolaire obligatoire.* Que l'adolescent fasse l'expérience de la formation sociale et qu'à côté du temps passé au travail, il y ait un temps consacré à sa formation. Mais à cela il y a des FREINS. *D'abord la société.* Elle forme des producteurs et favorise la consommation, empêchant l'esprit de contestation. *Ensuite, les usagers.* Ils sont sur la défensive, ne désirant pas ajouter à l'aliénation par le travail l'aliénation par les loisirs. *Enfin, les éducateurs.* Ils sont un frein à tous les degrés par l'habitude de l'autorité et de la supériorité qui ne provoquent pas de dialogue. »

« Les conditions favorables au développement de l'Education Permanente: D'abord, conditions politiques et économiques: obtenir de l'Etat une nouvelle législation augmentant la durée et la fréquentation des stages, en maintenant les salaires en stages; une amélioration de la loi sur la promotion sociale, et des crédits plus importants.

« Dans les entreprises, le programme portant sur le développement de la personne ayant autant d'importance que le développement professionnel.

Nos difficultés: l'incohérence des doctrines, la dispersion des moyens.

— Nous ne pouvons nous contenter de réformer ce qui existe.

Il faut:

a) intégrer chaque organisme éducatif soit dans un milieu socio-professionnel soit en milieu culturel.

b) associer les éducateurs étroitement aux programmes.

c) nouer des relations entre les établissements scolaires et universitaires, et les établissements d'éducation des adultes.

   Bâtiments scolaires: les ouvrir aux adultes. Les enseignants et éducateurs doivent être formés pour éduquer non seulement les enfants mais les adultes: animateurs, spécialistes, syndicalistes, etc.

Adaptation des moyens et des méthodes nécessaires. La Révolution de Mai a répandu des expériences faites en certains endroits depuis des années, d'éducation centrée sur l'enseigné, éducation au raisonnement et au choix critique. La collaboration des chercheurs est indispensable pour le dynamisme et la rationalisation des méthodes.

UNIVERSITES D'ETE. Poursuivre le mouvement politique, continuer l'occupation des locaux, travailler aux réformes.

« Nous refusons l'idée modèle exemplaire de la centralisation excessive. Nous voulons des Universités autonomes à modalités diverses. L'U. d'été sera ouverte sur l'extérieur, les ouvriers ayant accès aux locaux. Aussi nous irons rencontrer les travailleurs sur leurs lieux de travail. Le secrétariat Inter fac (CLIF Comité de Liaison Inter Facultés) s'en occupe.



Affiches réalisées par l'Atelier d'Affiches Populaires de l'Ex-Ecole des Beaux-Arts.

« Parallèlement, nous pensions à l'hygiène physique par la pratique des sports ». Là, rires discrets mais sceptiques.

Le CLIF devait organiser les U d'été à Paris. Aux Rencontres Internationales d'Avignon du 20 juillet au 3 août, il offre le sujet suivant: le théâtre et son intégration dans la société.

Ex-école des Beaux-Arts

Dans la cour de l'ex-Ecole des Beaux-Arts règne un va-et-vient considérable vers l'ex-atelier Brianchon, devenu Atelier d'Affiches Populaires. Les grévistes apportent les thèmes: on en discute au Comité d'action, les artistes soumettent des projets qui sont étudiés par le CA. Le « client »: syndicat, comité de grève, donne aussi son avis. Celui qui a la plus grande valeur de choc, c'est-à-dire la meilleure transmission du message par l'efficacité visuelle, reçoit le OK et on passe à l'exécuton. Après, des équipes partent en voiture coller les affiches dans tout Paris. Les collectionneurs étrangers en raffolent: aussi les étudiants sont-ils très vigilants, ils ne donnent leurs affiches qu'aux bénévoles qui vraiment iront les diffuser.

Lors de l'interdiction de séjour de Cohn-Bendit, survenue après l'amnistie et donc en désaccord flagrant avec les promesses du Premier Ministre, une des plus belles affiches fut tirée: La tête de CB en procédé d'agrandissement de photo sur toile, avec comme texte: « nous sommes tous des Juifs allemands ». Dans le défilé pro-gouvernemental de l'Etoile à la Concorde, une réponse: « Cohn-Bendit à Dachau » et Occident suggérait: « Fusillez Cohn-Bendit ».

Peu à peu aux Beaux-Arts l'atmosphère devint crispée. Les étudiants attrapaient l'espionnite, cette maladie de la personnalité révolutionnaire. Vers le 20 juin, désirant photographier des affiches en couleurs pour illustrer 2 articles sur les événements destinés à Perspectives (ils ont paru dans les numéros du 24 et 31 août), il fallut demander une nouvelle autorisation, celle que m'avait donnée quelques jours plus tôt le responsable de l'Atelier Photo-Cinéma n'étant pas, en l'absence du camarade, contrôlable.

Je comprenais leur méfiance étant donné les sottises que les journaux commençaient à publier sur eux. Reproduire une affiche, ça attire l'oeil du lecteur, et la reproduction est accompagnée de texte style intoxication de l'opinion!

D'autre part le vieux réflexe parisien, qui consiste d'abord à dire non pour ensuite se transformer en une serviabilité sincère reprenait ses droits. Il faut connaître ce trait national: il facilite grandement la vie en France. Donc, malgré une réponse rébarbative, devant ma sincérité intacte, on décida de me faciliter les choses. Un étudiant commença à examiner les appareils du photographe qui m'accompagnait,



Affiche réalisée par l'atelier de l'Ecole des Beaux-Arts.

une conversation technique s'engagea entre eux; la barrière était franchie.

Il restait à pénétrer dans l'Atelier. Un « pur et dur » me demanda d'un ton sans réplique, sous l'oeil subjugué de quelques « mous »: « Quelle est l'orientation politique de votre journal? » — « Il n'en a pas. » Il dut penser un peu vite pour parer la surprise. « Nous ne laissons pénétrer que des gens favorables au mouvement et qui diffuseront nos idées. On ne fait pas ces affiches pour rire! » Certains commençaient à confondre la Révolution avec leur propre personne. Cela nous mène aussi loin que j'ai envie d'aller, dans ce genre-là!

Le soir sur le mur immense du bâtiment de la rue Bonaparte, les étudiants projetaient en diapositives leurs affiches: « La Police à l'ORTF c'est la Police chez vous » — « CRS-SS » — « La radio Ment ». Les automobilistes qui passaient dans cette rue très achalandée avaient ainsi droit au cinéma gratuit et à « la quête ». Les gosses du quartier passaient l'écuelle en criant à pleins poumons: Pour payer nos affiches!

Un soir, conversation avec un apprenti-sculpteur dont l'ambition avouée était d'obtenir le prix de Rome. Je n'en croyais pas mes oreilles! (Malraux a éliminé ce concours depuis). Il dit une chose intéressante: « Dans un monde aussi fermé que le nôtre, le microbe du 22 mars mourra ». Il me fait un dessin pour expliquer le fonctionnement pyramidal de la société française, en prenant le cas particulier des étudiants. Au bas de la pyramide, les étudiants: une rangée de petits cercles; au sommet, le Ministère. Entre les deux, des rangées compactes de cercles plus importants: les bureaux par où passent en direction de la pyramide les revendications étudiantes. En cours de route elles sont épluchées, transformées, mâchées, adaptées: elles suivent le même traitement sur le chemin du retour, avec le résultat qu'il n'y a jamais d'amélioration générale, seulement des aménagements de détail, et surtout pas de dialogue. Bureaucratie et centralisation le rendent trop aléatoire.

« Bâtir, c'est un acte politique »

(un architecte de 40 ans)

A l'Ex-Ecole, il n'y a pas seulement les jeunes, il y a aussi les Anciens. « Le mouvement des architectes s'affirme », me dit en juin l'un d'eux installé dans l'entrée de l'Ecole. Il a 40 ans, un bureau qui marche et semble encore un peu surpris de se trouver là.

« L'Ordre des Architectes est une structure archaïque basée sur le mandarinat et les privilèges! »

« Nous avons cessé de travailler pendant 15 jours, nous, patrons, avec la contradiction que certains de nos employés travaillaient entre le 15 mai et le 1er juin. Maintenant les journées sont divisées en 2 parts: le jour on fait son travail professionnel et le soir on proteste. Nous avons fait une lettre à Malraux signée par 1,000 architectes de Paris et autant en province. Le malaise était si profond, la situation était devenue un tel cul-de-sac que même les pouvoirs publics voient d'un oeil intéressé notre éveil. Depuis 3 ans, l'Ecole d'architecture est en pleine réforme. Depuis un an elle a été séparée des Beaux-Arts et définitivement divisée en 3 groupes: A, B, C. Après un train de petites réformes, octobre 68 devait nous conduire à une grande réforme. Depuis 3 ans, le groupe C est très combatif. Pensez que jusqu'en 64, l'enseignement était constitué par 12 professeurs dont 4 seulement étaient payés! Autre chose: la profession est maintenant trop diversifiée, le diplôme unique de fins d'études n'est pas valable ».

« Le premier pithécantrope avait peur d'un milieu hostile. 500,000 ans plus tard seule a changé la forme des sécurisants. La caverne est devenue HLM ou logement de standing, la pénurie de gibier est devenue le chômage ».
Début d'un texte affiché aux Beaux-Arts, rédigé par des architectes actifs.

Que veulent-ils? « D'abord pouvoir faire son métier, rendre possible la création architecturale. On dit qu'il y a 45 verrous dans notre métier. Nous, architectes déjà lancés dans la vie *occupons* comme de vulgaires étudiants les locaux de l'Ordre. Rue de Portalis, nous avons installé un comité de distribution de tracts. L'Ordre a intenté des poursuites judiciaires contre nous.

« Notre première action fondamentale est d'avoir rallié le mouvement étudiant », constate mon interlocuteur.

« Maintenant il faut essayer de prendre contact avec la province où le travail se fait aussi très bien. Lyon, Grenoble. Strasbourg, Nancy ne sont pas à la remorque de Paris.

Préparation des Etats Généraux

Ça a bougé chez les architectes là où ça a bougé chez les étudiants. C'était nécessaire. Il est indispensable de réformer notre profession ».

« Notre première phase de réflexion s'est traduite par la rédaction de textes sur une plateforme d'orientation entre tous les gens qui concourent à l'acte de bâtir. Pas seulement des architectes ; nous élargissons nos problèmes aux ingénieurs, financiers, entreprises, mairies, sociologues, habitants des immeubles, tous ces gens touchés par les problèmes d'urbanisme.

« Paris compte 4,000 architectes et la province autant. 1,000 ont signé à Paris la motion du 15 mai. Pour nous qui sommes bourgeois dans l'exercice de notre profession, ce fut assez étonnant. Le malaise latent que chaque architecte sentait, nous avons pris conscience qu'il était politique, nous avons découvert la dimension politique de notre mécontentement. *Autrefois chaque type râlait dans son coin individuellement, maintenant c'est collectif.*

« Nous avons tendance par formation et par l'âge à structurer, mais les structures sont aussi des freins ».

18 juin: Meeting à la Mutualité

Discussion ouverte sur les problèmes d'urbanisme. La salle est pleine. Un participant se lève. « Un article paru

dans Le Monde du 12 juin: on y relève que la Participation est un thème phalangiste. Les associations qui défendent la participation revendiquent un pouvoir de décision et non de consultation. On parle beaucoup du *schéma directeur* des Halles de Paris. Il a été fait, semble-t-il à la demande du Conseil Municipal de Paris pour des raisons électorales. Le gouvernement centralisateur impose aux collectivités locales sa tutelle... L'Atelier Parisien d'Urbanisme comprend des membres du Conseil Municipal de Paris. Un tel bureau d'études est soumis à des pressions très fortes sans pouvoir lutter contre. Nous avons grand besoin de nous réveiller: le pays entier est sous tutelle. Pensez que la 15ième version du schéma directeur a été faite en 3 jours! Sur les Halles une étude faite par CREDOC en 1964 posait tous les problèmes. — On n'en a pas tenu compte. Lors d'une enquête à Boulogne, plusieurs femmes déclaraient qu'elles avaient le sentiment de vivre comme des bêtes. « Nous n'accepterons plus ce surpeuplement atroce. Dans les HLM les loyers sont trop chers: $25. la pièce. Il faut construire davantage...»

Un autre participant: Habite depuis 25 ans dans un grand immeuble de la banlieue. Moitié HLM (Habitations à Loyer Modéré, construites par le gouvernement), moitié résidence pour cadres arrivés (les « cadres » sont les « collets blancs »), avec faux marbre, faux bois, faux cuivre, etc...

Un autre participant: « Le peuple demeure dans la lutte contre le capital la seule force capable de le renverser. La seule voie pour l'urbaniste demeure la contestation idéologique. Organisez-vous en Comités d'Action de revendication: à l'ex-Ecole des Beaux-Arts toujours occupée; dans les agences; dans les bureaux d'études, sur les chantiers, dans les associations de locataires ».

« Est-ce que l'urbanisme s'arrête à 50 mètres de votre monument »? question posée par un architecte-urbaniste au sujet de Maine-Montparnasse au préfet de Paris et auprès des capitaux américains et français qui en ont financé la construction. « L'ensemble des services officiels a fermé les yeux sur tous les problèmes posés par l'implantation d'un tel en-

semble au coeur de Paris. Depuis le 13 mai, les locataires ont formé un CA à Maine-Montparnasse et les gens ont fait connaissance. C'est nouveau ».

Autre problème soulevé. « J'habite à Massy (région parisienne) un HLM construit par Sagema. La municipalité de Massy est communiste. Il se pose un problème très grave. Les sociétés qui gèrent cet ensemble sont gouvernementales et se heurtent à la municipalité qui est communiste. La gestion ne devrait pas être laissée aux commis de l'Etat.

« A Paris, la mairie n'est pas élue. C'est pourquoi il faudrait trouver de nouvelles institutions. Comment aménager un arrondissement ? D'abord avoir une mairie élue; des assemblées qui puissent entrer en contact avec des individus et des groupes capables de faire des suggestions...

« Qu'est-ce qu'un budget local autonome? Ça n'existe pas. On nous répond : il est plus facile de centraliser. La parcimonie de l'investissement et la puissance des groupes de pression sont des obstacles à l'urbanisme.»

Quant aux fonctionnaires des services officiels d'urbanisme, ils n'étaient pas tous heureux. Ils se plaignaient de n'avoir rien à faire. L'occasion était bonne de s'occuper. Dans Le Monde du 29 mai ils manifestèrent leur contestation.

L'urbanisme est prisonnier des structures capitalistes

affirment les membre d'un service du ministère de l'équipement.

Le personnel en grève « dénonce l'urbanisme de fait livré aux puissances financières privées avec l'accord et le soutien du pouvoir. L'aménagement et l'urbanisme sont prisonniers des structures économiques capitalistes. Le capital économique, social et culturel que sont les villes, fruit du travail de toute la société, se trouve détourné au profit des puissances financières, au bénéfice exclusif de la bourgeoisie (...)

» Il dénonce l'urbanisme et l'aménagement de dérogation, qui permettent aux groupes de pression et aux puissants de passer outre les règlements et d'agir en véritables

maîtres de la décision. Cet état de fait, favorable à un système de relations et de pots-de-vin à l'intérieur des groupes et des corps constitués, s'oppose aux intérêts de la communauté ».

Il dénonce « l'incohérence administrative » due : « à la puissance écrasante du ministère de l'économie et des finances », et « à une rivalité de pouvoir entre les différents services participant à l'aménagement » (...).

« Il dénonce la démission progressive qui s'est manifestée lors de l'élaboration de la loi d'orientation foncière et de ses textes d'application. La loi d'orientation foncière et son interprétation officielle prouvent que le pouvoir s'incline devant les intérêts privés et « les droits acquis » tout en prétendant inaugurer un urbanisme scientifique, courageux et démocratique.

» Il dénonce l'hypocrisie de l'Etat qui parle de participation des collectivités locales aux décisions d'aménagement alors que cet Etat monopolise les études préparant ces décisions (...) et refuse aux collectivités locales les moyens financiers leur permettant l'initiative et le contrôle effectifs des études et des réalisations (...).

» Il dénonce l'insuffisance et l'incohérence des moyens de financement (...), le coût trop élevé du logement, résultant entre autres de la spéculation foncière, ainsi que l'absence de toute politique des transports urbains donnant priorité aux classes défavorisées » (...).

« Le pouvoir politique actuel, poursuit le texte, oblige les techniciens à couvrir d'une façade pseudo-scientifique les décisions prises en ce domaine par les pouvoirs d'argent et à leur propre profit (...) »

Les Intellectuels et le Mouvement de Mai.

« Le 21 mai, un groupe d'écrivains accompagnés d'étudiants et de jeunes ouvriers anarchistes, « occupe » l'Hôtel de Massa, siège de la Société des Gens de Lettres. Alain Jouffroy, critique, poète et romancier y était.

« Le 21 mai, avec la coopération active de Michel Butor, nous avons créé l'Union des Ecrivains. Cette Union est née à la suite d'une action illégale : notre irruption à l'Hôtel de Massa. L'idée était venue d'un comité étudiants-écrivains à la Sorbonne. On est allé à la Société des Gens de Lettres ; ils nous ont laissés entrer sans rien dire. C'était trop facile, on était dégoûté mais nous voulions faire un geste symbolique de solidarité avec les étudiants.

« Si on est venu ici, c'est que nous n'avons pas trouvé mieux. Nous n'avons rien contre cette société, sauf qu'elle est gérontocratique; il y a là-dedans un paquet de vieux impuissants. L'immeuble appartient à l'Etat qui le loue à une société privée. La principale source de revenus : les droits d'auteur. L'auteur le plus rentable ? Delly ! »

« Tout de suite, beaucoup d'écrivains de moins de 40 ans se sont regroupés. Jean-Pierre Faye, Philippe Sollers, Maurice Pons, Françoise d'Eaubonne. Il y a aussi Guillevic. L'Union compte environ 150 adhérents, dont certains ont 21 ans et en sont à leur premier livre. Nous avons souhaité sortir l'écrivain de l'isolement dans lequel il vit devant sa page blanche, le faire travailler avec les autres sur tous les problèmes qui le concernent. Le plus étonnant c'est que je n'ai jamais fait partie d'aucune organisation d'écrivains, les autres non plus. Les écrivains sont très méfiants, jaloux, éloignés les uns des autres. Cela nous a soudain semblé dérisoire, ce qui a fait dire à un membre que nous réalisions une « union fraternelle ». Les résultats sont très positifs : un grand nombre des préjugés que nous avions à l'égard les uns des autres sont tombés. Nous passons parfois des nuits entières à discuter, et nous arrivons à nous comprendre.»

« Autrefois quand nous nous rencontrions, c'était pour parler de nos livres et maintenant on parle très peu de littérature et même plusieurs d'entre nous n'ont pas écrit une ligne pendant ces 6 semaines ! »

« Nous avons essayé de tirer la leçon du mouvement étudiant en mettant sur pied une organisation souple, non

bureaucratique, avec des institutions perpétuellement révisables. Michel Butor a fait pour nous du beau travail. Il est très actif sur le plan des revendications. Il a l'esprit juriste. L'Union n'existe que sous forme de commissions, chacun ne votant que pour lui-même. Elle est ouverte aux traducteurs, ouvriers du livre et aux non-écrivains qui s'intéressent au circuit littéraire ».

« Nos revendications professionnelles : un écrivain touche 10% de droits d'auteur, et le libraire en touche 33%. L'écrivain n'a pas droit de regard ni sur la présentation de son livre, ni sur le format ni sur la publicité. Aussi le typographe est considéré comme un rouage exécutif, on ne le consulte jamais. Les deux principaux intéressés sont éliminés du livre. »

« Nous voulons aussi essayer d'élargir la notion d'écrivain. Un très grand nombre de traducteurs sont des écrivains. Les critiques d'art devraient aussi entrer dans cette catégorie. »

« Nous avons essayé de faire des rencontres étudiants-syndicalistes. A titre individuel plusieurs cégénistes du Livre étaient très favorables, mais il fut impossible d'aboutir. Nos revendications professionnelles étant vite passées au second plan, nous voulions à tout prix créer un point de liaison entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier.»

« Au début certains voulaient que l'Union se définisse comme « marxiste-léniniste ». Mais celui des russes, des chinois, des cubains, des tchèques? Lequel? On s'est référés à une théorie disant qu'elle est un front commun entre révolutionnaires. Le Comité Ecrivains-Etudiants de la Sorbonne, dominé par Dyonis Mascolo et Marguerite Duras nous accuse de corporatisme ! »

La Société des Gens de Lettres a mis à la disposition des « intrus » un local au rez-de-chaussée, d'où à 6 heures, la concierge les chasse. Pour l'instant, les choses en sont là.

11.
La révolution de Mai et l'Église

Depuis le Concile, le remue-ménage dans l'Eglise est grand. La contestation ne sera que le point culminant d'un processus engagé depuis déjà plusieurs années. Dans l'Eglise on ne pratique pas la politique de l'autruche : cela crée des déchirementts, mais on ne recule pas comme on veut devant les besoins de l'évolution.

Les catégories de chrétiens qui demeurent attentifs à la vie politique et sociale sont pris au feu des événements. Le Centre Saint-Yves, rue Gay-Lussac, au coeur du Quartier Latin, se transforme en Amphithéâtre Permanent. « Je me sens chrétienne en fonçant dans le mouvement », dit une jeune femme blonde à la foule — une centaine de personnes, assemblée un après-midi de juin. Dans la salle, plusieurs hommes d'âge mûr, quelques jeunes filles, des vieilles dames, une religieuse, un jeune ouvrier. Aussi des curieux. Beaucoup d'anti-cléricaux viennent voir comment réagit leur vieille ennemie : ils repartent intéressés : « On se réfugie dans le salut individualiste parce qu'on n'a pas de prise sur le social », murmure le jeune ouvrier.

Il y a des cendriers partout, et dans l'air, je ne sais quelle habitude de respect et de silence. Pour les fidèles, habitués à se laisser guider, l'expérience est encore toute neuve. La plupart font ici leurs premiers pas dans la « contestation ». Ils s'éveillent, suggèrent, discutent. L'amphi est très fréquenté.

Le même jour dans la cour de la Sorbonne, près de l'entrée des amphis Descartes et Guizot, au stand BIBLE ET REVOLUTION. Son fondateur, Philippe Berger, distribue des tracts. Une première déclaration : « Nous ne sommes pas à droite ! » directe, péremptoire, pour expliquer sa présence aux côtés des stands trotskystes, marxistes-lénistes, maoistes, etc.

« Notre mouvement, m'explique ce petit homme assez jeune, aux gestes nerveux, au débit enthousiaste, est né de la prise de conscience d'une mutation profonde. La Bible étant un message de contestation permanent, nous retournons à son esprit premier. Les prophètes et le Christ ont été des contestateurs du monde dans lequel ils vivaient ; soyons-le de notre société opprimant les pauvres.[1] Non-partage de richesse, non-dialogue, on se trouve devant le même problème qu'à l'époque de la Bible ».

« Quels moyens utiliser ? Il faut amener les masses à une prise de conscience par la contestation au sein des églises. Il faut faire des assemblées de contestation pour que toutes les personnes puissent étudier la question suivante : L'Eglise sous sa forme et son mode de présentation actuels répond-elle encore aux besoins de l'Homme ? Notre réponse ? en grande partie non. On doit repenser les structures fondamentales. Par exemple, la hiérarchie. Le prêtre ne doit plus être nommé par les évêques mais sortir d'une communauté laïque de base qui juge si dans son sein quelqu'un se sent appelé par la vocation. Les conditions d'aptitudes ? Il faut d'abord vérifier si la personne choisie a l'esprit du Christ en elle. Ensuite, si elle a des connaissances intellectuelles suffisantes. »

– Et, demandai-je, si elle est mariée ? – « Ça n'a pas d'importance ! »

---

[1] Au fond, les "pauvres" et les "ouvriers" sont deux notions qui se ressemblent beaucoup.

« Après quoi nous la présentons à l'évêque qui remplira sa fonction liturgique d'imposition des mains. Autre point : les évêques ne seront plus choisis par le pape mais par la communauté des prêtres, et le pape devra accomplir l'imposition des mains, qui sera obligatoire. »

– Et si l'évêque est marié ? » – « Qu'est-ce que cela peut faire ? »

« D'autre part, il faut que les chrétiens collaborent avec les marxistes, les maoistes, les trotskystes et toutes ces tendances en précisant que nous ne reconnaissons pas le matérialisme historique puisque le christianisme est un spiritualisme. Dans les revendications marxistes qui consistent à reconnaître à l'homme une dimension spirituelle en plus de sa dimension économique, nous sommes d'accord pour dialoguer avec eux et mettre en contestation la civilisation de gaspillage.

« Pour eux la dimension spirituelle est limitée à: culture intellectuelle et artistique – pour nous elle va jusqu'au niveau métaphysique. – Nous nous retrouvons aussi avec les marxistes dans la formulation de la contestation. Quand on ne peut obtenir la paix par le dialogue ou la non-violence genre Luther King, nous sommes d'accord que cette paix nous voulons y arriver mais pas au prix de l'injustice. Quand on a dépassé ce stade on doit arriver au stade de la violence physique. Il nous semble que dans l'Evangile il y a des phrases qui s'adressent au plan individuel et d'autres au plan communautaire. « Quand on te frappe la joue gauche, tends la joue droite » n'engage que l'individu, mais si l'individu engage la vie d'autres êtres qui seraient mis en danger par sa passivité, il doit avoir recours à la violence. S'il le faut, utilisons le cocktail Molotov ! » – « Ne vaudrait-il pas mieux l'appeler cocktail Saint Thomas d'Aquin ? »

« Nous disons aussi qu'au coeur de la liturgie eucharistique, une forme de contestation par le témoignage ou dialogue d'un laïque remplaçant le prêtre au moment du ser-

mon serait utile, que le sermon soit préparé avec des laïques et qu'il puisse de temps en temps être exprimé directement par eux, le prêtre les encadrant et faisant la synthèse.

« 2ième niveau de contestation. Nous pensons que le peuple de Dieu étant représenté par tous les hommes sans exception et que l'Eglise d'autre part étant l'assemblée du peuple de Dieu et 3ièmement qu'un chrétien du XXème siècle soit être capable de se laisser contester, nous pensons qu'on doit ouvrir des assemblées populaires dans les églises en dehors des heures de culte, les ouvrir à tous et traiter comme thème central de discussion : l'Eglise et son mode de présence actuelle au monde correspond-elle à ce qu'on attend d'elle ?

« 3e niveau. Pour les paroisses non mûres, non assez ouvertes pour un tel dialogue ou qui le refusent, on doit intervenir tous en tant que chrétiens par une action surprise au sein de la liturgie sous une forme à déterminer qui respecte relativement le calme du culte, pour provoquer une surprise, un choc psychologique qui dans le but que nous poursuivons, aboutisse ensuite à une assemblée populaire.»

La 1ère assemblée populaire a eu lieu à St-Sévérin la veille. « Adressez-vous au père Talec : il vous en parlera.» « Le Concile Vatican II n'est qu'une étape vers la reconnaissance du droit des laïques. C'est évident que le prochain devra comprendre comme membres actifs 50% de laïques. »

H. Berger est contre la bureaucratie, plaie moderne.

« Le prêtre dans ce qu'il dit à sa communauté doit faire ressortir les éléments révolutionnaires, et aussi faire descendre au niveau de la base l'enseignement social de l'Eglise. Il faut fermer les séminaires et envoyer les prêtres se former dans les facultés au milieu du monde. »

« Je suis un ancien séminariste, d'origine juive, avec une formation philosophique et théologique.

« Que l'Eglise reconsidère de fond en comble la rupture qu'elle a opérée depuis les premiers siècles avec le peuple juif, puisque le Christ était juif, participait à toute la vie culturelle juive y compris le sabbath. On ne voit donc pas

pourquoi ce sabbath n'a pas été conservé. Le dimanche qui a été choisi nous semble une rupture volontaire avec l'enseignement du Christ qui dit lui-même qu'il n'est pas venu pour supprimer un seul iota de la loi mais pour la parfaire – donc le Christ lui-même s'est situé dans la continuité et non dans la discontinuité ».

« Bible et Révolution a été fondé en juin 1967 pendant la guerre de 6 jours parce que nous estimions qu'il fallait répondre à la conférence de presse du général de Gaulle et qu'en tant que chrétiens devions nous tenir au côté du peuple juif, tout en reconnaissant l'injustice du problème des réfugiés, mais aussi le dialogue ayant été proposé par Israël, la position d'Israël tranchait avec le fanatisme des masses arabes. Protestants, catholiques, israélites, il réunit 15,000 membres. »

« L'archevêché de Paris est à l'écoute, il trouve que notre position est intéressante ».

« Le Concile a ouvert une brèche étrange qui a permis aux contestataires de faire valoir leurs idées et a apporté une caution de tolérance à leur action. Sait-on jamais ? ceux qui sont considérés comme fous aujourd'hui peuvent demain détenir la vérité.

« Je suis à la Sorbonne depuis une dizaine de jours. Les maoistes sont présents au nom de Mao, les trotskystes au nom de Trotsky, pourquoi pas les chrétiens au nom de Dieu ? J'ai participé à une table ronde avec les leaders de ces mouvements : c'est notre place... »

L'enfant terrible de la presse catholique, Témoignage Chrétien est en pleine effervescence. Sa naturelle ouverture à gauche trouve en mai une matière de choix. On y bouscule un peu l'Archevêque de Paris, on accueille les syndicalistes étudiants (Sauvageot) et les transfuges du Parti Communiste (J.P. Vigier.) Témoignage Chrétien proteste aussi contre l'Eglise du silence, mais en plus du Jésuite rencontré sur les barricades pavé à la main par un ami journaliste, d'autres prêtres sont en plein dans les événements.

Obéissant à la suggestion de M. Berger, je vais voir le père Talec au presbytère St-Sévérin, la paroisse des hippies. La gouvernante m'annonce. « Vous les journalistes, vous venez n'importe quand voir n'importe qui », me dit le père en guise d'introduction. C'est un peu refroidissant ! « J'ai un rendez-vous dans quelques minutes », ajoute-t-il. La conversation s'engage tout de même. Il est 10 heures. A midi moins le quart, je rappelle à M. l'abbé Talec qu'un rendez-vous l'attend !

Il est vicaire à St-Sévérin depuis 8 ans. C'est un grand garçon athlétique, l'air très actif, aimant aller au bout de ses idées, une nature peu conformiste. Si le démarrage a été lent, l'abbé s'est vite pris au feu de la conversation et il répond aux questions les plus délicates. On ne l'imagine guère reculant, ni partant en vacances pendant les événements ! Le dimanche où Bible et Révolution a fait irruption pendant sa messe, réclamant le droit à la parole, il n'était pas homme à être pris au dépourvu !

Il a écrit deux livres : « Initiation à la mission », Casterman ed. 1965 et « Foi et baptême » – Seuil 68. Il a écrit ce dernier en liaison avec des théologiens de Louvain et des Dominicains. Les deux livres « s'insèrent dans la politique religieuse qui consiste à se situer en face du monde ».

« Notre façon de vivre les événements n'était pas le fait du hasard mais le résultat d'une longue réflexion. Ce que j'ai essayé de faire avec les jeunes qui s'adressaient à nous en mai ? Présence au monde, c'est une notion ambigüe. Il y a longtemps qu'à St-Sévérin on a dit des messes où ce sont les jeunes qui parlent eux-mêmes : ça fait 5 ans qu'on le fait, et ça a bien impressionné les bons bourgeois du quartier ! On a fait des messes avec des non-croyants, au stade des experiences discrètes dans le cadre de la communauté. Le stade d'expérimentation, nous l'avons dépassé depuis 3 ans ».

– Quelle a été la réaction le jour où Bible et Révolution est venu ?

« Les bourgeois m'ont dit : Vous qui avez prêché la Révolution, vous avez ce que vous méritez ! Tous ces bourgeois, ils font semblent d'être anti-bourgeois et ils sont encore plus bourgeois que les autres. Pensez qu'on vient du XVIe arrondissement pour se marier à St-Sévérin ! Moi je suis du 5e et j'ai toujours habité ici. J'ai 35 ans et ça fait 35 ans que je patauge dans le quartier. Alors ce qui se passe ne m'impressionne pas ! »

« L'idée directrice du mouvement Bible et Révolution qui a pu apparaître comme une bombe dans l'Eglise a été pour nous une bombe à retardement, non pas une bombe explosive ou incendiaire. On n'a pas été étonnés de voir les contestataires arriver. C'est comme quand on cherche une nappe de pétrole, le jour où elle jaillit, on est un peu surpris mais pas étonné. Quand j'ai écrit « Initiation à la mission », il a fallu que j'attende quelques années l'Imprimatur. La traduction italienne a même été amputée de quelques pages ! » L'Italie est peut-être moins prête . . .

« L'attitude de Mgr Marty pendant les événements a été excellente. Témoignage Chrétien qui aime parfois jeter de l'huile sur le feu a critiqué l'Archevêque de Paris, mais ce qu'il a dit a été très loin. Sans faire de la politique, ses déclarations ont eu une influence sur le jugement politique des chrétiens. Il a rappelé les valeurs dans l'Absolu de l'Evangile. Ses déclarations n'ont pas non plus été gouvernementales. Quand l'Evangile a une incidence dans la vie, tape dans le réel, comment éviter une interprétation politique par les uns et par les autres ? Il a pris le risque de se faire traiter d'évêque de gauche et de démagogue par certains. J'ai été reçu à l'Archevêché. On n'a pas voulu nous donner des consignes, des directives. « Réagissez selon ce que vous connaissez in vivo et non in abstracto. » Mgr Marty a été content de l'initiative que nous avons prise. Il est très accueillant, écoute beaucoup, ne lance pas d'anathème ni d'ukase tout en étant ferme.

« Nous, ici pendant les événements on a tout arrêté: baptêmes, confirmations, mariage, etc. J'étais tous les soirs à la Sorbonne : c'est notre paroisse. Elle est en partie rattachée à St-Etienne du Mont mais ses portes s'ouvrent vers nous. Dans de telles circonstances il faut beaucoup s'adapter. Communions, confirmations, la terre ne tremble pas pour autant si c'est reporté. Il faut aussi de l'humour.

« Quand un professeur de sociologie est venu me demander de récupérer les psychopathes, les drogués, les bordélisés de la Sorbonne, je lui ai dit : quel culot ! Vous êtes en train de dire que l'Eglise est une force obscurisante et au nom de la charité que vous contestez, vous me demandez cela ? Nous n'avons pas le temps. Le chrétien est sur les barricades, dans les comités d'action politique, moi-même j'ai accepté de me défendre devant un Comité d'Action. »

« Ici nous avons été pris entre différents courant étudiants interprétant ce que sont justice et révolution dans l'Eglise. Je me foutais de ce que disaient Mitterand, PMF et tutti quanti : ce sont les étudiants de ma paroisse qui comptaient. On m'a accusé d'être trotskyste, révolutionnaire, CRS, démagogue, je m'en foutais ; il fallait parler. Le message de justice est présent, je me fiche de ce qu'on interprétera du fait que je parle, l'important c'est de parler. Le clergé parisien dans son ensemble a été très accueillant au mouvement, même s'il n'en comprenait pas les implications politiques révolutionnaires. J'ai été très époustouflé des réactions des prêtres. Pour l'Eglise ça n'a pas été une crise. Des réunions spontanées se sont faites auxquelles nous sommes allés, tout en n'ayant pas les mêmes options politiques que les participants. »

« Pour l'Eglise de France, ces événements sont une grâce. Les prêtres se sont montrés beaucoup plus accueillants que les laïques ».

« Mais enfin, vous ne pourriez pas mettre un peu d'ordre dans tout cela ? m'ont demandé les paroissiens bourgeois ! Par ordre, ils entendent une sécurité léthargique ! »

« Bible et Révolution, ils sont bien tombés : le jour de la Pentecôte ! Il y a 5 paroissiens qui sont partis affolés à Notre-Dame. Ce jour-là, le curé était absent, c'est moi qui les ai reçus. Je leur ai dit : nous acceptons le dialogue, mais le moment est mal choisi car je dois célébrer la messe d'abord, c'est la raison première de ma présence ici. Après m'avoir traité de CRS liturgique, de Pompidou, ils ont accepté une confrontation pour le jeudi suivant. »

« Je n'étais pas pris au dépourvu. Je connais aussi par la Sorbonne des cellules de chrétiens-marxistes qui contestent violemment l'Eglise : ils vont presque jusqu'à la recuser en tant qu'institution. »

« Pourquoi je vais là ? Il faut que les gens sachent que les prêtres ne sont pas des émasculés. Je ne suis pas prêtre pour faire partie d'un clergé avec bénéfices et fonctions, mais pour être présent à mon Ministère ».

12.
Les grèves

> *« Nous sommes passés si près de quelque chose de nouveau »* —
>
> un jeune ouvrier de St-Denis

Voici une liste de titres d'articles relevés dans une seule page du journal Le Monde, le 23 mai. Elle a été choisie au hasard pendant la période des grèves, et elle en dit long sur la diffusion de l'esprit de contestation et ses conséquences . . .

12 millions de travailleurs en grève . . .

Pas de postes : il fallait avoir recours à l'étranger. Pas de télé. Sur la radio nationale, un programme unique, généralement de chansonnettes. Ravitaillement ralenti ; pas d'éboueurs, les tas d'ordures s'amoncelaient comme dans « La Peste » de Camus. Craignant les rats, le gouvernement envoya l'Armée vider les poubelles. Grève des croque-morts : crématoriums « occupés ». Dans les grands magasins, Galeries Lafayette, Printemps, le personnel vivait sur place. Des troupes de théâtre et des artistes de variétés venaient divertir les occupants. Pas de système de transport, donc pas de déplacement. Les veinards qui obtenaient de l'essence pendant la grève des distributeurs, s'offraient aimablement à prendre à bord de leur voiture les nombreux passants qui faisaient tous de l'autostop.

Page 8 — LE MONDE — 23 mai 1968

CONGRÈS ET RÉUNIONS REPORTÉS

PLUSIEURS MOUVEMENTS FAMILIAUX APPELLENT LEURS ADHÉRENTS À L'ACTION

FAUT-IL REPORTER LA FÊTE DES MÈRES ?

Des cadres contestent à leur tour les structures de la société française

Solidarité des élèves de « l'Agro » et des chercheurs

LE SIEGE DU PATRONAT A ETE OCCUPE PENDANT DEUX HEURES PAR DES COMMANDOS DE CADRES

A partir d'une entente générale avec les syndicats, qui trouvaient avec raison nécessaire la diffusion des journaux, les quotidiens paraissaient. (Leurs membres étaient dans une situation peu plaisante, ça faisait mauvais effet de ne pas faire grève. Un membre du personnel de l'Agence France-Presse, écoutant les directives de son syndicat « les journaux doivent paraître » continuait le travail mais il se cachait de ses voisins le matin pour partir).

Quant aux hebdomadaires, ils tournaient les consignes (seuls les quotidiens avaient autorisation syndicale) en allant se faire publier à l'étranger. Express et Nouvel Observateur se faisaient publier en Allemagne ou en Angleterre : il n'y avait pas non plus de distribution. Ajoutez à cela la disparition de l'essence... on vendait les journaux à bicyclette, à moto, à pied, en famille...

La vie à Paris un jour pris au hasard vers la fin mai.

Pour se donner le sentiment de participer à la fièvre générale, les ménagères font la queue dans les boutiques. Elles raflent conserves, pâtes, sucre, huile.

Le ravitaillement en fruits et légumes est assuré par camions du Midi. Les stocks de vivres sont très suffisants mais le déclenchement continuel depuis quelques jours de phénomènes nouveaux fait que les braves gens ne savent plus à quoi s'attendre.

Les banques ont donné de l'argent jusqu'au 20 mai sans trop de difficultés mais à ce moment-là la Banque de France s'est mise en grève, ce qui a coupé la plus importante source de ravitaillement. Dois-je avouer que j'ai triché ? La grève des banques ne m'a causé aucun souci : la Banque Royale était ouverte. La Banque Canadienne Nationale aussi qui sereinement annonçait le 29 mai : « La Banque sera fermée le lundi de Pentecôte » ! Heureusement que j'avais aussi des fonds car en ces 2 mois, la notion de « profit » n'était guère de mode !

Peu à peu les moyens de transport s'amenuisaient. D'abord bus et métro où cette fois l'absence du personnel était totale. En effet souvent dans les cas de grèves, le métro est gratuit mais il marche. Les taxis feront grève le lendemain. Les gens vivent beaucoup dans la rue. Demain, les écoles n'accueilleront plus les enfants. Cela fera un problème supplémentaire à régler aux mères qui habitent assez près de leur travail pour pouvoir s'y rendre si leur entreprise n'est pas en grève.

Le téléphone ? A Paris il marche aussi mal que l'habitude. Une fois sur trois, pas de tonalité, mais pour l'étranger, on n'accepte plus les communications.

Le 20 mai, je mets le transistor sur France-Culture, croyant entendre comme d'habitude quelque bavard discourant sur la fréquence du dièse dans les cantates de Bach quand, ô surprise, retransmise du Palais-Bourbon, la séance parlementaire sur le débat de censure. Les voix très « sorbonnardes », haute bourgeoisie distinguée de M. Gorse, de M. Duhamel puis celle malgré tout plus simple de M. Pompidou et celle de Walbeck-Rochet, style petit propriétaire de pavillon de banlieue : le contraste laisse rêveur. M. Waldeck-Rochet risque d'être longtemps à la remorque de ce monde où l'élégance, la maîtrise de soi, l'assurance sont des facteurs spontanés de réussite.

Grève des Postes, c'était formidable. Pas de courrier pour vous distraire le matin, et il faut le dire, aucun sentiment d'attente. Les lettres ça vient de l'extérieur et « l'extérieur », qui en avait besoin en mai ? Il fallut l'assassinat de Robert Kennedy pour que la presse s'éveillât à autre chose que la situation française. Un soir au Service de Presse de la Sorbonne, un correspondant du Herald Tribune avait fait la réflexion suivante : « Vous, Français, n'êtes tournés que vers vous-mêmes. Aux U.S.A. même s'il y a de terribles émeutes, on continue à parler de la situation dans les autres pays. Vous

ne tenez même plus compte des conversations américano-vietnamiennes, c'est pourtant primordial ! »

Dans les entreprises, les discussions entre toutes les catégories de personnel créèrent un climat d'activité intense. Bien des barrières tombèrent. Etait-on arrivés à un « point de non-retour » ?

Pendant la grève de l'ORTF, l'Intersyndicale a organisé un samedi soir une série de spectacles gratuits à la Mutualité, au Concert-Pacra, à Bobino. « En 24 heures, me dit une secrétaire, nous avons trouvé les artistes : Serge Reggiani, Armand Mestral, Pia Colombo, Jean Ferrat... En temps normal il eut fallu 2 mois pour arriver au même résultat ». Tous veulent marquer le coup : le mouvement étudiant n'a fait qu'éveiller brutalement le problème, que rendre inévitable l'expression d'une insatisfaction latente. Les Maisons de la Culture, ces fers de lance de Malraux, n'échappèrent pas au mouvement. Réunis pendant la crise, les directeurs devaient poser en termes forts l'exigence d'une nouvelle défition de leur rôle. Le cinéma connaissait ses Etats Généraux – il y eut même occupation de salles au Quartier Latin. Les comédiens faisaient grève, et ceux qui décidèrent de continuer abandonnèrent presque tous faute de spectateurs. L'heure n'était pas à la détente passive. Les élèves du Conservatoire d'Art Dramatique occupèrent leurs locaux, ceux du Conservatoire de Musique travaillèrent à une réforme fondamentale de l'enseignement. Les théâtres nationaux furent aussi occupés par les comédiens, mais il n'était pas toujours possible de dire si c'était par crainte de subir le sort de l'Odéon ou par souci de faire grève.

A tous les niveaux le malaise était ressenti. Les étudiants pour leur part craignent de devenir les « chiens de garde » de la société, son personnel hautement spécialisé et dépourvu de responsabilités. Ceux qui, sortis de l'Université travaillent déjà, se trouvent dans la zone-tampon, entre les ouvriers et la haute direction, et sentent l'inconfort de cette position car, ni ouvriers ni patrons, ils ne savent guère ce qu'ils sont.

Serions-nous en train d'assister à la révolution des classes moyennes en voie d'accès à une participation dans la direction des affaires ? Est-ce vraiment le sens de la contestation actuelle ? En employant le mot « participation », le général aurait-il mis le doigt sur la plaie ? Mais qu'entend chacun par participation ? Le patronat, qui déjà s'effraie ? les combattants de mai qui déjà mettent en doute son contenu, et le Chef de l'Etat lui-même ? S'il y a dialogue, sera-ce un dialogue de sourds ? Ou le général parviendra-t-il encore à concilier les contradictions ? à nourrir le besoin de sécurité de la nation ? Autant de questions qui se pressent à l'esprit après les événements de mai. Ce phénomène indéfinissable n'a pas dit son dernier mot.

Qu'y a-t-il derrière la porte au seuil de laquelle Cohn-Bendit s'est arrêté ?

Petite bibliographie

Quelques titres d'ouvrages parus sur les événements.

« *Les citations de la Révolution de Mai, recueillies par Alain Ayache* », Pauvert, ed.

« *La Révolte Etudiante : les animateurs parlent* ». Hervé Bourges. Ed. Seuil.

« *Un mois de mai orageux : 113 étudiants parisiens expliquent* » Priva, ed.

« *Les barricades de mai* ». Photos de l'Agence Gamma, présentation de Philippe Labro. Solar, ed.

« *Le Mai de la Révolution* » par P. Andro, O. Dauvergne, L.M. Lagoutte. Julliard, ed.

« *Les Murs ont la Parole* », Tchou ed.

« *Ce n'est qu'un début continuons le combat* ». Mouvement du 22 mars, Cahiers Libres 124, Maspéro ed.

« *La grève à Flins* », Cahier Libres 121. Maspéro ed.

« *Le Livre Noir des Journées de Mai* », éditions du Seuil.

« *La Révolution trahie* », André Barjonet. John Didier, ed.

« *Les affiches de Mai* » - Tchou ed.

TABLE DES MATIÈRES

Achevé d'imprimer
sur les Presses des Ateliers
PAYETTE & PAYETTE INC.
en août de l'année mil neuf cent soixante-huit

Achevé d'imprimer
sur les Presses des Ateliers
PAYETTE & PAYETTE INC.
en août de l'année mil neuf cent soixante-huit

CITÉ LIBRE

Collaboratrice de Perspectives, le Magazine MacLean, Châtelaine et de Femme d'Aujourd'hui (TV), Paquerette Villeneuve vit à Paris depuis 8 ans. Elle habite le quartier de la Sorbonne et s'est trouvée mêlée dès le début aux manifestations de mai. Elle a fait parler les leaders étudiants, des universitaires, des lycéens, des membres du mouvement du 22 mars, des prêtres d'avant-garde et fait ici un tour d'horizon de la "Révolution" de Mai.

"Sans doute, écrit l'auteur, y a-t-il peu d'époques où la vie politique vaille la peine d'être vécue. J'ai eu la chance d'en traverser une."

